

Réactualisation du Schéma de Développement Economique

Communauté de Communes des 3B Sud Charente



Tuteur : LARRIBE Sébastien

BECKING Claire
CARNEIRO Anthony
DUVAL Charlotte
SOULIER Aurélie
TANG Hua



Sommaire

Sommaire	3
Remerciements	6
Introduction	8
Présentation de la mission	9
Structure de l'étude	10
 1. Réactualisation du diagnostic du Schéma de Développement Economique de 2005.....	 11
1.1. Une Communauté de Communes dynamique dans ses domaines de compétence	12
1.1.1. Le budget de la Communauté de Communes.....	13
1.1.2. Les actions de la Communauté de Communes depuis 2005	13
1.1.3. La réforme de la taxe professionnelle (TP)	17
1.2. Localisation et démographie	18
1.2.1. Un territoire à trente minutes d'Angoulême et à une heure de Bordeaux	18
1.2.2. Une population en légère évolution	21
1.3. Un mode de déplacement essentiellement routier	24
1.3.1. Un grand axe structurant Nord-Sud... ..	25
1.3.2. ... secondé par un axe est-ouest.....	27
1.3.3. La nouvelle ligne LGV porteuse de dynamisme local limité.....	28
1.4. Un territoire dont le cadre de vie est adapté à ses populations.....	29
1.4.1. Les services médicaux et médico-sociaux, présents mais non suffisants.....	30
1.4.2. Un service d'accueil à la petite enfance efficace et développé.....	32
1.4.3. De nombreuses infrastructures de culture, sports et loisirs.....	32
1.4.4. Une Communauté de Communes qui travaille à l'amélioration de son habitat	33
1.4.5. Une couverture Internet encore à améliorer.....	33

1.5. Un tourisme vert et de passage.....	34
1.5.1. L'évolution du tourisme	35
1.5.2. Les structures d'hébergement touristique	36
1.5.3. La fréquentation des structures d'accueil touristique	37
1.6. Un emploi dynamique et diversifié	38
1.6.1. La population active	39
1.6.2. Les catégories socioprofessionnelles (CSP)	39
1.6.3. Le chômage	40
1.6.4. L'offre d'emploi et sa répartition	41
1.6.5. L'action de la Communauté de Communes en matière d'emploi	44
1.7. Des établissements scolaires à maintenir et des formations à promouvoir	45
1.7.1. L'offre de formation du territoire	46
1.7.2. L'évolution des effectifs dans les établissements du territoire	47
1.7.3. Le ressenti des entreprises sur les formations.....	48
1.8. Un secteur prédominant : l'agriculture.....	49
1.8.1. Un nombre d'exploitations agricoles en perpétuelle diminution.....	50
1.8.2. La typologie des exploitations agricoles	51
1.8.3. La moyenne des exploitants agricoles de plus en plus élevée.....	52
1.9. Une offre diversifiée de commerces et de services de proximité.....	54
1.9.1. La répartition des commerces sur le territoire	55
1.9.2. Des grandes surfaces de plus en plus présentes.....	56
1.9.3. ... sur un territoire où demeurent des commerces de proximité	58
1.9.4. La répartition des services sur le territoire	60
1.10. L'artisanat, créateur d'entreprises sur le territoire	65
1.10.1. Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) : un secteur prépondérant de l'artisanat sur le territoire.....	67
1.10.2. La création d'entreprises dans l'artisanat	67

1.11.	L'industrie, source d'emplois sur le territoire	69
1.11.1.	Historique industriel du territoire de la Communauté de Communes	70
1.11.2.	Présentation du secteur de l'industrie sur le territoire.....	70
1.12.	Synthèse des enjeux	75
2.	Pistes de réflexion	78
2.1.	Axe 1 : augmenter la communication au sein du territoire, entre la Communauté de Communes et ses habitants, et la promotion du territoire à l'extérieur	80
2.1.1.	Axe 1.1. : augmenter la communication de la Communauté de Communes auprès des habitants et des entreprises	81
2.1.2.	Axe 1.2. : promouvoir le territoire de la Communauté de Communes auprès de populations et d'entrepreneurs étrangers	93
2.2.	Axe 2 : maintenir et développer le tissu économique local	97
2.3.	Récapitulatif des actions et enjeux correspondants	118
	Conclusion	120
	Bibliographie/Webographie	122
	Table des illustrations	126
	Table des matières	128
	Annexes	132

Remerciements

Nous tenons à remercier tout particulièrement les personnes suivantes pour l'importance qu'elles ont eue dans notre travail :

- M. CHABOT Jacques, président de la Communauté de Communes des 3B Sud Charente et 1^{er} adjoint au maire de Ladiville ;
- Mme COT Sylvie, chargée de mission économie à la Communauté de Communes des 3B Sud Charente ;
- Mme FERRANE Claudine, notre correspondante de la Chambre d'Agriculture ;
- M. GUERN Joël, vice-président chargé de l'économie à la Communauté de Communes des 3B Sud Charente et adjoint au maire de Barbezieux ;
- M. LARRIBE Sébastien, tuteur du stage, professeur au Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université François Rabelais de Tours ;
- M. LATOUR Arnaud, directeur des services de la Communauté de Communes des 3B Sud Charente ;
- Mme MURGUET Aurore, notre correspondante de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Angoulême ;
- Mme PAULET Marie-Jeanne, notre correspondante de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ;
- M. PRIEUR Bruno, notre correspondant de Pôle Emploi.

Merci aux acteurs économiques suivant qui ont accepté de nous rencontrer afin de nous exposer leur vision économique du territoire et ainsi nous éclairer sur le paysage économique de celui-ci :

- M. BARBOT Jean-Pierre, maire de Mainfonds et président de la Communauté de Communes du Blanzacais ;
- M. CHARTIER-TALZAC Gérard, membre de Charente Développement ;
- M. CHAUVIN Thierry, chef d'entreprise (Transports Chauvin) et président du club d'entreprises « Entreprendre en Sud Charente » ;
- Mme GROULET Séverine, chargée de mission économie emploi au Pays Sud Charente et animatrice de l'Atelier de la Création Sud Charente ;
- M. JAULIN Pierre, maire de Baignes, conseil général du canton de Baignes et vice-président de la Communauté de Communes des 3B Sud Charente ;
- M. SALLEE Jean-Pierre, maire de Blanzac ;
- M. ROUSSELIERE Joseph, maire de Brossac et président du SIVOS du Brossacais ;
- M. SAUVAITRE Daniel, chef d'entreprise (TASTET), maire de Reignac, créateur du club d'entreprises « Entreprendre en Sud Charente » et représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Merci à l'ensemble des employés et élus de la Communauté de Communes des 3B Sud Charente qui ont permis que notre travail s'effectue dans de bonnes conditions.

Merci également à Mme ROBIN Pascaline, responsable des stages, pour la gestion des aspects pratiques du stage.

Nous remercions l'ensemble des chefs d'entreprise qui ont accepté de jouer le jeu et de nous accorder un peu de leur temps pour répondre à notre questionnaire.

Enfin, nous remercions toutes les personnes qui ont pu de près ou de loin influencer notre travail.

Introduction

Située au sud du département de la Charente dans le Pays Sud Charente, la Communauté de Communes des 3B Sud Charente (CC3B) a été créée en décembre 1995. Elle réunissait à sa création 37 communes qui regroupaient les cantons de Baignes, Barbezieux et Brossac pour un peu plus de 15 000 habitants.

Aujourd'hui, les statuts de la Communauté de Communes sont regroupés en différentes catégories : les compétences obligatoires, les compétences optionnelles et les compétences facultatives.

L'aménagement de l'espace, le développement économique et touristique, la création ou l'aménagement et entretien de la voirie communautaire, le logement social et l'élimination et la valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés sont les compétences obligatoires de la CC3B.

La compétence optionnelle de la CC3B est l'aménagement, la gestion et l'entretien des équipements sportifs, culturels et de loisirs d'intérêt communautaire.

Enfin, les compétences facultatives de la CC3B sont la compétence sociale, la politique culturelle et sportive, le service d'incendie et de secours, et la protection et la mise en valeur de l'environnement.

Le développement économique est vital au sein même d'un territoire et source de richesses et d'emplois. Il permet la synergie entre les populations, les entreprises et le territoire. Néanmoins le caractère rural du Pays Sud Charente peut être vu comme une entrave à son attractivité et son développement économique. En effet, ce territoire apparaît aujourd'hui comme le moins riche et le plus dépeuplé du département. Le département et le Pays travaillent cependant à l'accompagnement des entreprises afin d'optimiser leur installation et leur maintien sur le territoire.

De manière plus précise, sur le territoire de la Communauté de Communes, il existe un atout majeur au développement économique : la route nationale 10 qui a permis l'installation de zones d'activités, lieux d'implantation des entreprises les plus importantes du territoire, et notamment de la zone d'activités économiques de Plaisance à Barbezieux.

Il sera alors important d'analyser le territoire de façon globale mais aussi en différenciant les zones à proximité de la RN10 et le reste du territoire afin d'en ressortir les atouts, les potentialités et les éventuels inconvénients.

A l'heure actuelle, la Communauté de Communes cherche à impliquer les acteurs économiques du territoire à sa réflexion sur le développement économique, des élus du territoire à la population en passant par les entreprises. C'est dans cette optique que la Communauté de Communes a souhaité réactualiser son Schéma de Développement Economique de 2005.

Afin d'apporter une vision extérieure, nouvelle, sans a priori et préjugés, la Communauté de Communes a choisi de faire appel à des stagiaires non-issus du territoire pour cette étude.

L'objectif de cette réactualisation sera d'apporter des pistes de réflexion quant aux orientations des actions à mettre en place sur le territoire dans le cadre de son développement économique.

Présentation de la mission

La compétence économie étant une compétence obligatoire pour toute Communauté de Communes, la CC3B a réalisé en 2005 son premier Schéma de Développement Economique qui a été suivi par la mise en place d'un plan d'actions en trois axes :

- Développer les zones d'activités : Agrandissement de la Zone d'Activités Economique de Plaisance, réalisation de la zone d'activités de Triquedondaine ;
- Constituer une offre immobilière polyvalente : Création de quatre ateliers relais sur la ZAE Plaisance (ZAE) ;
- Accompagner le développement des entreprises : Participation au dispositif de Plates-Formes d'Initiatives Locales (PFIL) Charente Initiative, animation et développement du club d'entreprise Entreprendre en Sud Charente par la chargée de mission économie.

9

L'intervention de la Communauté de Communes se trouve aujourd'hui modifiée par différents faits qui ont conduit à la réactualisation du Schéma de Développement Economique de 2005.

Tout d'abord, les diverses réformes mises en place récemment par le gouvernement : la réforme de la taxe professionnelle en 2009 et la réforme des collectivités territoriales de 2010 viennent modifier l'action future en matière d'économie de la Communauté de Communes.

De plus la CC3B se trouve actuellement dans un processus de fusion avec celle du Blanzacais. D'ici 2012, la future Communauté de Communes des 4B devraient donc rassembler 50 communes pour 21 000 habitants.

Il apparaît donc nécessaire pour la Communauté de Communes de disposer d'une nouvelle analyse de son territoire. Cette réactualisation a pour objectifs :

- De permettre à la Communauté de Communes de disposer d'une nouvelle analyse du tissu économique local mais aussi de l'emploi afin d'anticiper les évolutions et mutations économiques ;
- D'appréhender les attentes et les besoins des chefs d'entreprises ainsi que leur perception du territoire.

Par la suite ce travail permettra de donner aux élus des pistes de réflexion afin de les guider dans la stratégie de développement économique à mener : efforts à porter dans certaines filières, activités à développer sur le territoire ou encore soutien et mise en place de priorité pour orienter le développement économique du territoire.

Pour réaliser cette étude la Communauté de Communes a choisi un groupe d'étudiants plutôt qu'un bureau d'étude afin d'apporter une vision nouvelle et extérieure du territoire. Leur mission s'est déroulée sur la période du 18 avril au 08 juillet 2011.

Ce travail a été mené en partenariat avec :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- La Chambre d'Agriculture ;
- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat ;
- Le Pôle Emploi.

Enfin, il s'est déroulé en trois grandes phases :

- Le diagnostic : analyse de données quantitatives (données fournies par les chambres consulaires, Pôle emploi, ...) et qualitatives (rencontres d'élus du territoire, Pays Sud Charente, représentants de syndicats professionnels) économique du territoire ;
- Le questionnaire aux entreprises : réalisé en partenariat avec la Chambre d'Agriculture, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- Les pistes de réflexion : actions qui pourront être mises en place dans les années à venir par la Communauté de Communes et servir de support et de base de réflexion à l'élaboration de la future stratégie économique menée sur le territoire.

Structure de l'étude

Pour répondre au mieux à la commande, cette étude s'articulera autour de deux rapports.

Le premier sera constitué de la réactualisation du diagnostic du Schéma de Développement Economique de 2005 et des pistes de réflexion proposées suite à la mise en évidence des enjeux du développement économique du territoire sous forme de fiches action. Afin de guider la réflexion du lecteur, les différentes parties du diagnostic seront précédées de l'énumération des faits marquants développés par la suite ainsi que des enjeux qui en ressortent.

Le second présentera le questionnaire « Ressenti économique des entreprises » réalisé dans le cadre de l'étude ainsi qu'une analyse possible de ses résultats.



1. Réactualisation du diagnostic du Schéma de Développement Economique de 2005

1.1. Une Communauté de Communes dynamique dans ses domaines de compétence

12

FAITS

- Une Communauté de Communes dynamique qui agit pour son territoire et notamment son économie ;
- Un budget qui ne devrait plus augmenter suite à la réforme de la taxe professionnelle.

ENJEUX

- Continuer de faire preuve de dynamisme et de réactivité dans le domaine de l'économie ;
 - Analyser au mieux les actions à réaliser en priorité pour pallier à l'arrêt de l'augmentation des recettes liées à la taxe professionnelle.
-

1.1.1. Le budget de la Communauté de Communes

La Communauté de Commune des 3B vote chaque année un budget principal composé de 7 budgets annexes qui correspondent à ses différentes compétences : le budget Général, le budget Economie, le budget Culture et loisirs, le budget Voirie, le budget Logement, le budget Assainissement et le budget Zones d'activités.

Les dépenses inscrites au budget prévisionnel atteignent 5,9M€ pour 2011 (+ 3% par rapport à 2010) permettant ainsi l'achèvement du programme d'investissement de la CC3B. Le budget Général atteint 2,2M€ pour 2011, soit près de 40% du budget prévisionnel et correspond aux programmes suivants :

- Enfance et jeunesse ;
- Voie verte ;
- Camping ;
- Bacs de regroupement d'ordures ;
- Diagnostic énergétique ;
- Numérisation du cadastre ;
- Sentier découverte ;
- Gymnase.

13

Tableau 1 : Evolution du budget principal de la CC3B entre 2009 et 2011.

	2009	Part du budget total	2010	Part du budget total	2011 (prévisionnel)	Part du budget total
Général	2 083 332 €	26,7%	1 704 672 €	29,5%	2 224 445 €	37,5%
Culture et loisirs	1 924 453 €	24,7%	673 694 €	11,7%	1 056 908 €	17,8%
Economie	1 052 246 €	13,5%	666 420 €	11,5%	102 576 €	1,7%
Zone d'activités	1 637 666 €	21,0%	1 907 666 €	33,0%	1 674 672 €	28,2%
Logement	23 405 €	0,3%	32 662 €	0,6%	63 083 €	1,1%
Voirie	1 027 053 €	13,2%	751 224 €	13,0%	783 409 €	13,2%
Assainissement	51 000 €	0,7%	41 851 €	0,7%	33 300 €	0,6%
Total	7 799 155 €		5 778 189 €		5 938 393 €	

Sources : Service Finances de la CC3B, 2011.

1.1.2. Les actions de la Communauté de Communes depuis 2005

1.1.2.1. Les dépenses de la compétence Economie

- **Maison Communautaire pour l'Emploi (MCPE)**

La CC3B a acquis un ensemble immobilier afin de créer la Maison Communautaire pour l'Emploi à Barbezieux : elle a à la fois pour objectif d'offrir aux demandeurs d'emploi, salariés, étudiants, entreprises, créateurs et repreneurs d'entreprises, un ensemble de services sur un même site et de fédérer et dynamiser l'action des partenaires publics et privés en faveur de l'emploi et de l'économie.

Les dépenses totales pour la MCPE s'élèvent à 1,1M€ avec 0.45M€ de subventions. Le tableau suivant présente les dépenses et recettes de la CC3B pour la MCPE. Les dépenses sont importantes pour les années 2008 et 2009 car elles correspondent à la durée des travaux. A partir de 2010, celles-ci chutent car la CC3B n'a plus à sa charge que les frais de fonctionnement.

Tableau 2 : Recettes et dépenses pour la MCPE.

(en €)	2007	2008	2009	2010	2011 Budget prévisionnel
Dépenses	544	651 388	431 541	6 754	10 300
Recettes	76	55 809	345 050	47 248	1 595

Sources : Service Finances de la CC3B, 2011.

14

- Bâtiments d'accueil d'entreprises

La CC3B a réalisé 4 ateliers relais en 2 tranches pour accueillir des entreprises artisanales, des activités industrielles légères, ou des activités de services aux professionnels et ainsi répondre rapidement à des demandes d'entreprises en création cherchant à s'implanter ou d'entreprises implantées sur le territoire connaissant un fort développement. De 2007 à 2010, la CC3B a réalisé 2,4M€ de budget pour les travaux et reçu 1,9M€ de subventions pour couvrir les charges.

Tableau 3 : Recettes et dépenses pour les bâtiments d'accueil d'entreprises.

(en €)	2007	2008	2009	2010	2011 Budget prévisionnel
Dépenses	1 201 092	1 147 137	41 947	628	17 000
Recettes	633 177	1 217 984	49 313	0	0

Sources : Service Finances de la CC3B, 2011.

- Les zones d'activités de la Communauté de Communes

A partir de 2009, la CC3B a viabilisé les 6ha de réserve foncière de la zone d'activités économique de Plaisance, soit 16 lots de petites et moyennes surfaces (entre 1 000 et 6 000 m²). Les travaux de viabilisation de la zone ont représenté un investissement de 1,4M€.

Par ailleurs, plus de 1,6 M€ d'investissement sont affectés au domaine des zones d'activités en 2011 (près de 30% du budget total), notamment pour l'extension de la zone d'activités économique de Plaisance et l'achat des terrains des futures zones de Barret et Brossac. Ce poste important de dépenses marque la dynamique de la CC3B en matière de développement économique.

1.1.2.2. Les dépenses des autres compétences

- Crèche multi-accueil à Barbezieux, antennes de Passirac et Baignes

Le service multi-accueil de la CC3B a ouvert en mars 2009 et offre l'avantage de regrouper dans un même lieu l'ensemble des services liés à la petite enfance, pour les enfants de 2 mois à 4ans. Depuis 2005, des dépenses s'élevant à 1,3 M€ ont permis le financement de ce service.

Tableau 4 : Dépenses pour la crèche multi-accueil à Barbezieux.

(en €)	2010	2011 Budget prévisionnel
Antennes	32 912	43 000
Crèche multi-accueil	7 894	15 000

Sources : Service Finances de la CC3B, 2011.

- Château de Barbezieux

C'est en 2005 que la CC3B a pris l'engagement de restaurer le château de Barbezieux afin d'offrir de nouvelles perspectives à l'avenir pour ce lieu. Les travaux comprennent entre autres la réfection de certaines toitures et la rénovation de la scène du théâtre. Le montant de l'investissement s'élève à 430 000€, ce qui comprend les sondages archéologiques.

Tableau 5 : Dépenses pour le château de Barbezieux.

	2010	2011 Budget prévisionnel
Dépenses (en €)	260 929	431 666

Sources : Service Finances de la CC3B, 2011.

- Voie verte Galope Chopine

De Barbezieux à Chantillac, la Galope Chopine est un tronçon de l'ancienne voie ferrée, long de 22km, aménagé par la CC3B en piste cyclable. En 2010, des travaux ont été réalisés pour l'aménagement de la traversée de la ZAE de Plaisance.

Tableau 6 : Dépenses pour la voie verte.

	2010	2011 Budget prévisionnel
Dépenses (en €)	133 897	203 000

Sources : Service Finances de la CC3B, 2011.

- **Cinéma de Barbezieux**

Les travaux de restauration du cinéma ont démarré en avril 2008 et se sont achevés fin mars 2009. Il a ouvert au public en avril 2009.

Tableau 7 : Dépenses pour le cinéma de Barbezieux.

	2010	2011 Budget prévisionnel
Dépenses (en €)	15 871	206 120

Sources : Service Finances de la CC3B, 2011.

16

1.1.2.3. Récapitulatif des actions et dépenses de la CC3B

Tableau 8 : Actions et dépenses de la CC3B entre 2005 et 2010.

	Montant de l'opération (en € TTC)	Subventions
A vocation économique		
Maison communautaire pour l'emploi	1 070 186 €	294 340 €
Bâtiments d'accueil d'entreprises	1 335 800 €	569 162 €
Extension du parc d'activités de Plaisance	1 396 354 €	1 047 180 €
Zone d'activités économique de Plaisance	2 345 510 €	477 000 €
Provision pour futures zones d'activités (Barret, Brossac)	240 885 €	177 755 €
A vocation sociale		
Structure pôle enfance à Barbezieux et antennes sur Passirac et Baignes	1 276 077 €	739 993 €
A vocation culturelle		
Restauration et valorisation du château	430 132€	241 765 €
Restauration du Cinéma	1 222 325 €	561 054 €
A vocation sportive		
Piscines de Baignes et Barbezieux	166 000 €	109 420 €
Extension du centre équestre	662 654 €	329 020 €
A vocation touristique		
Voie Verte	846 035 €	581 278 €
Etude et travaux sur le camping de Baignes	143 040 €	49 198 €
Mise en valeur des sentiers de randonnées	11 960 €	10 108 €
Total	11 146 958 €	5 187 273 €

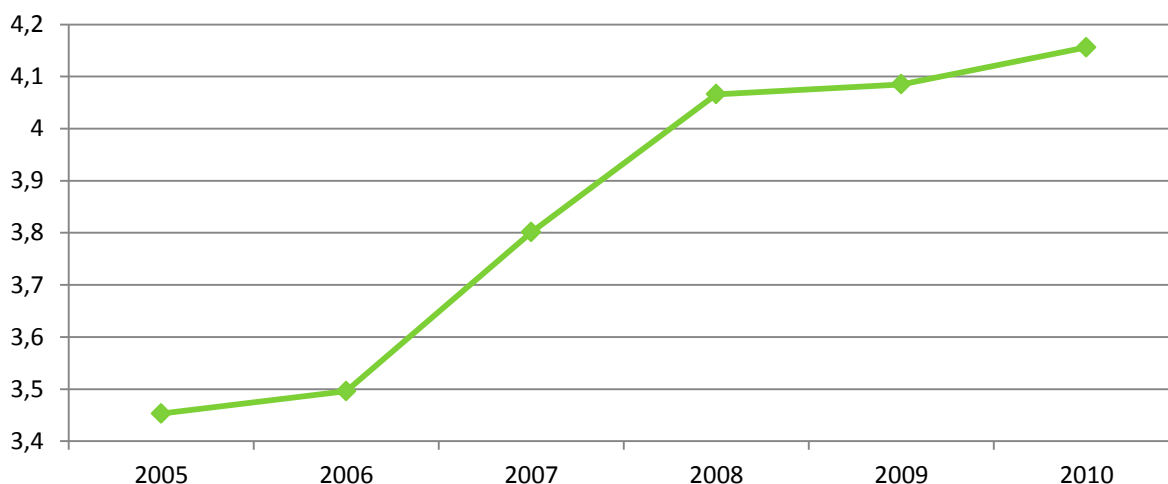
Sources : Service Finances de la CC3B, 2011.

1.1.3. La réforme de la taxe professionnelle (TP)

La réforme de la taxe professionnelle est effective depuis le 1^{er} janvier 2011. Elle devrait pouvoir bénéficier à l'ensemble des secteurs d'activité du territoire (industrie, services, transports, commerce, BTP...) quelle que soit la taille des entreprises.

L'objectif de cette réforme est de renouer avec les investissements et la création d'emplois mais aussi d'asseoir les ressources fiscales des collectivités territoriales sur une base plus moderne et plus dynamique.

Graphique 1: Evolution de la Taxe Professionnelle (en millions d'euros)



17

La plupart des ressources financières de la CC3B proviennent de la Taxe Professionnelle Unique jusqu'en 2010. Pendant la période 2005-2010, la recette de la TP a augmenté de 4,1% par an. Néanmoins, une part importante de l'ancienne TP était reversée aux communes.

La réforme de 2010 a supprimé la taxe professionnelle et a prévu son remplacement par de nouvelles taxes : La CC3B perçoit maintenant la **Contribution Economique Territoriale (CET)** composée de la **Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)** assise sur les bases foncières et de la **Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)** assise sur la valeur ajoutée. La Communauté de Communes perçoit également un nouvel impôt : **l'Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)**

Afin de compenser la perte engendrée par la suppression de la TP, d'autres produits fiscaux existants sont maintenant versés à la Communauté de Communes :

- une part de la Taxe d'Habitation perçue jusqu'à maintenant par le département (TH) ;
- une part de la Taxe Foncière Non Bâti (hors surfaces agricoles) perçue alors par le département et la région (TFNB) ;
- la Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM).

Enfin la Communauté de Communes perçoit une Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle par l'Etat (DCRTP). En 2011, la CC3B devrait recevoir une dotation prévisionnelle de l'Etat d'un montant de : 215 843 € pour compenser l'écart entre ces nouvelles ressources et les anciennes.

1.2. Localisation et démographie

1.2.1. Un territoire à trente minutes d'Angoulême et à une heure de Bordeaux

18

FAITS

- Un territoire à 30min d'Angoulême et 1h de Bordeaux.

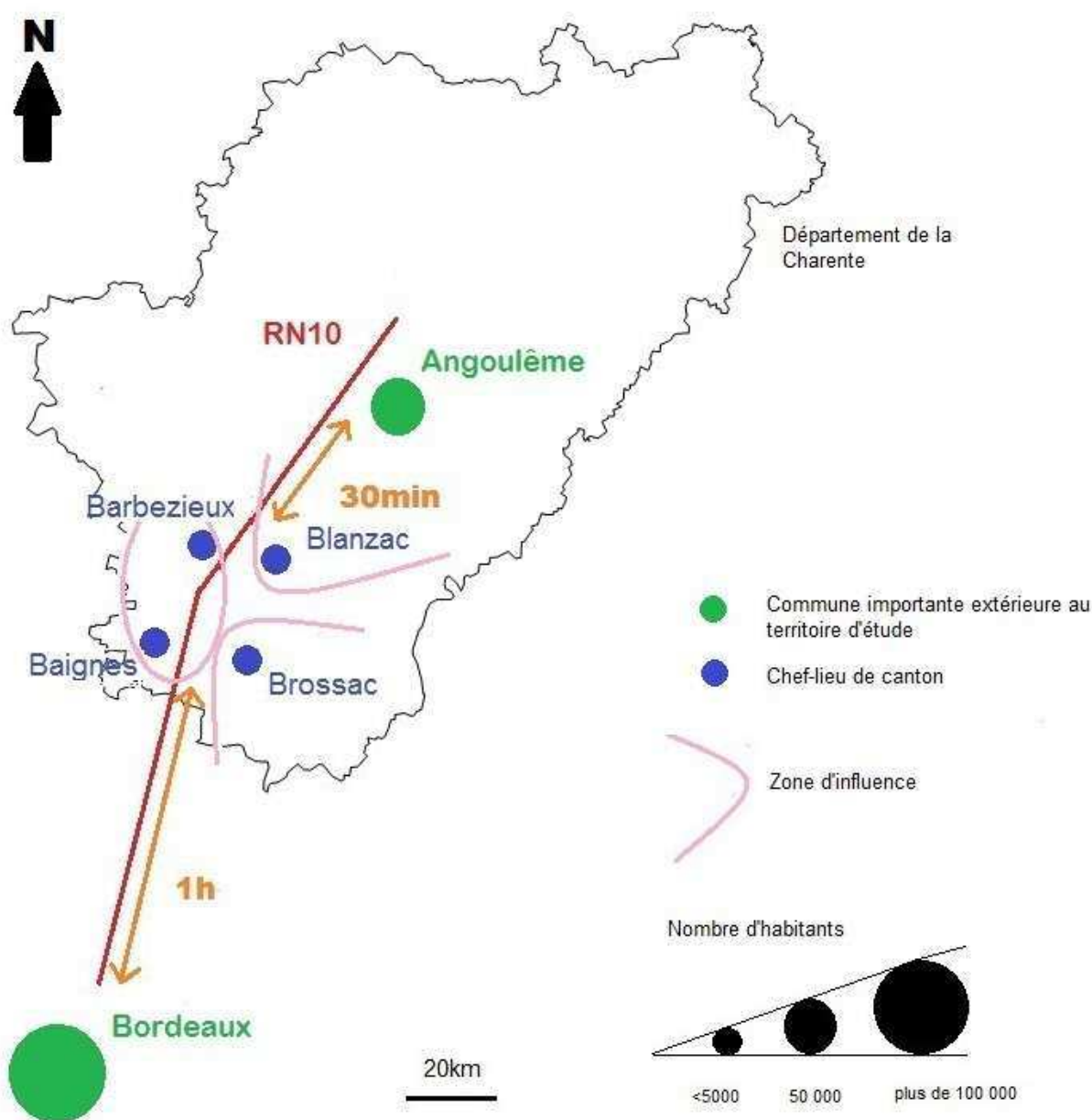
ENJEUX

- Bénéficier de la proximité de bassins économiques dynamiques.
 - Maitriser le marché foncier et limiter un éventuel phénomène d'étalement urbain.
-

La future Communauté de Communes des 4B (CC4B) va résulter de la fusion entre la Communauté de Communes des 3B (CC3B) et de celle du Blanzacais. Elle est située au sud ouest du département de la Charente, à trente minutes d'Angoulême et à une heure de l'agglomération bordelaise grâce à l'axe structurant qu'est la RN10, un atout pour le développement. Les principales communes de la CC4B sont soumises à l'influence de la RN10 : celles du Blanzacais bénéficient de l'attractivité d'Angoulême, Baignes et Barbezieux profitent de l'avantage d'avoir un axe routier important à proximité pour se développer. Par défaut, Brossac se rapproche de Chalais car plus éloignée de la RN10. Grâce à cet axe, le Pays Sud Charente se rapproche de la ville de Bordeaux.

Carte 1 : Localisation de la future CC4B dans le département de la Charente.

19



Fond de carte : Cartes et Données

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011

Ainsi, la future CC4B sera formée des cantons de Barbezieux, Baignes, Brossac et de la Communauté de Communes du Blanzacais, passant alors de 36 à 50 communes.

On peut remarquer qu'au sein de la future CC4B, un pôle dominant ressort : la commune de Barbezieux rassemble à elle seule près d'un quart de la population de la future CC4B (4 800 habitants). On dénombre également une autre commune de plus de 1 000 habitants : Baignes. La future CC4B regroupe par ailleurs 10 communes ayant entre 500 et 1 000 habitants, soit un cinquième d'entre elles. Ce sont ces communes qui peuvent prétendre bénéficier sur leur territoire de services et commerces de proximité telles que des boulangeries.

1.2.2. Une population en légère évolution

FAITS

- Une population qui augmente : un solde naturel négatif compensé par un solde migratoire positif.
- Une population âgée fortement représentée.
- Densité de population proche du seuil de désertification, caractéristique des territoires agricoles et ruraux.

21

ENJEUX

- Maintenir un niveau de services et d'activités actuel suffisant et assurer un niveau futur pour subvenir aux besoins des nouvelles populations (population âgée et ménages arrivants).
- Conserver le caractère agricole du territoire, gage d'activité économique et d'une certaine qualité de vie.
- Analyser les types de population que le territoire a la capacité d'accueillir.

La population de la future CC4B rassemblera celle de la CC3B (16 698 habitants) et celle du Blanzacais (4 378 habitants) soit un total d'environ 21 076 (chiffres INSEE – 2010). Ceci représente 6% de la population totale du département charentais, ce qui est à peine plus que le chiffre de 2005 (5%).

Tableau 9 : Evolution des soldes naturel et migratoire de la CC3B, de la CC du Blanzacais et de la Charente entre 1999 et 2007.

	CC3B	CC du Blanzacais	Charente
Solde naturel	-0,3%	+0,1%	+0,0%
Solde migratoire	+0,5%	+0,7%	+0,4%
TOTAL	+0,2%	+0,8%	+0,4%

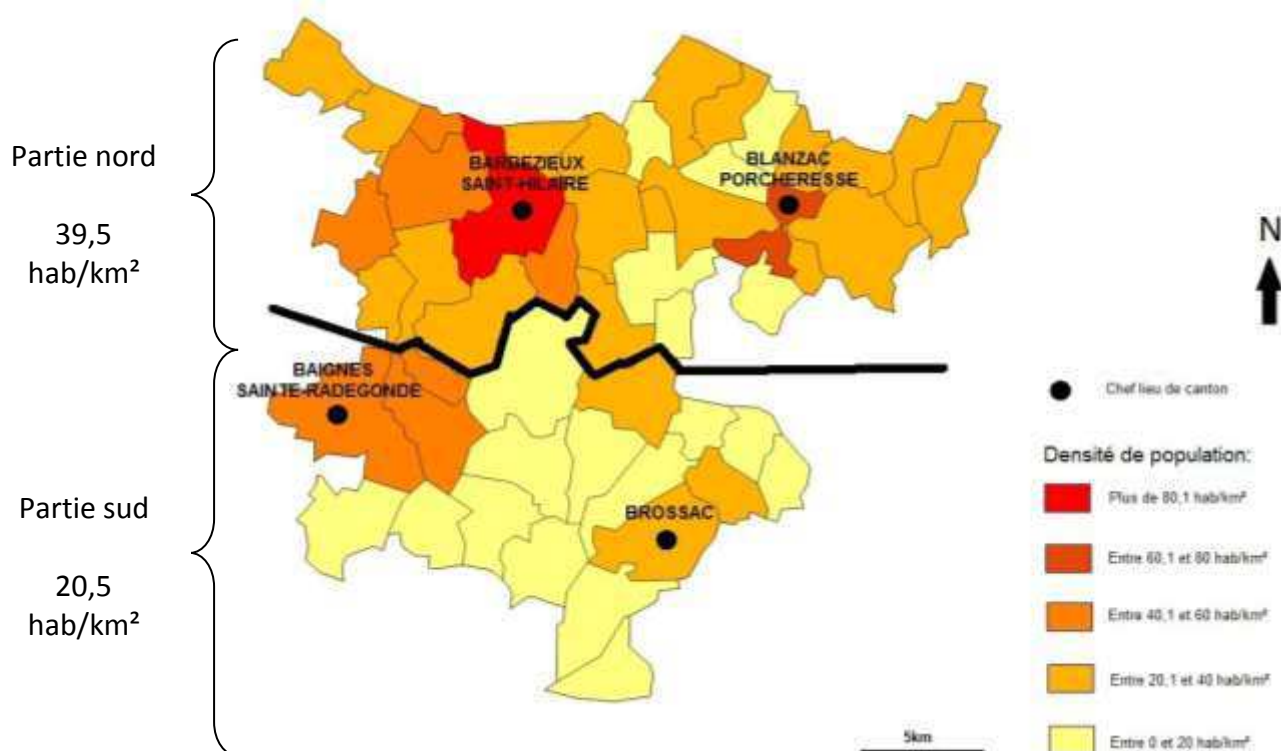
Sources : INSEE 2007.

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

Les soldes migratoires des deux communautés de communes en 2007 sont positifs et bien plus importants que les soldes naturels. On peut aussi noter que la population augmente plus que le Blanzacais qu'au sein de la CC3B : ceci est sûrement dû à la proximité avec Angoulême. La population croît donc grâce à l'arrivée de personnes sur le territoire.

Pour étudier le vieillissement de la population à l'échelle de la future CC4B, nous avons comparé les données de 2005 (extraites du premier schéma de développement économique) à celles de 2007. Si on regarde la part des personnes de plus de 60 ans en 2007, on remarque qu'elle est de 28,6% de la population, ce qui est légèrement moins qu'en 2005 (30%). Le pourcentage de personnes âgées de plus de 60 ans en 2007 sur la future CC4B reste néanmoins plus élevé que celui du département (26,6%) et de la région Poitou-Charentes (26,0%). Ainsi, la part de personnes âgées de plus de 60 ans sur le territoire reste importante aujourd'hui, ce qui peut soulever un problème de mise à disposition de services d'aides à la personne sur le territoire de la future CC4B.

Carte 2 : Densité de population du territoire par communes



Fond de carte : Cartes et données.

Sources : INSEE 2007.

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

La répartition de la population sur le territoire de la future CC4B est telle que l'on peut distinguer une zone nord plus peuplée (grâce à la présence de Barbezieux) et une partie sud faiblement peuplée (cette partie incluant essentiellement le canton de Brossac).

La densité de population a faiblement évolué entre 2005 et 2010 au sein de la future CC4B : elle est passée de 31 habitants au km² en 2005 à 30,5 habitants au km² en 2010. Ce chiffre reste malgré tout toujours inférieur au chiffre du département : la densité territoriale de la Charente est de 58,7 habitants au km² en 2010. Il est également relativement proche du seuil de désertification établi par la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR) qui est de 30 habitants au km². Certaines communes sont même bien en dessous de ce chiffre, comme celui de la commune de Chantillac (15 habitants au km²) ou d'Oriolles (13 habitants au km²) situées respectivement dans les cantons de Baignes et Brossac. La future CC4B reste donc un territoire faiblement peuplé, ce qui est cependant la caractéristique d'un territoire rural.

1.3. Un mode de déplacement essentiellement routier

FAITS

- Une part majoritaire et croissante des poids lourds dans un trafic en augmentation sur la nationale 10.
- Une route nationale dont la mise en 2x2 voies dont l'achèvement est prévu pour 2014.
- La RN10 : critère d'implantation principal des entreprises sur le territoire.
- Les zones de Barret et Barbezieux rapprochées de Cognac par la départementale 731.
- Un projet LGV induisant l'accueil d'une base de chantier temporaire sur le territoire.

24

ENJEUX

- Prévoir une potentielle augmentation de la demande d'implantation d'entreprises sur les ZA du territoire.
- Anticiper le départ de la base de chantier LGV.



1.3.1. Un grand axe structurant Nord-Sud...

La Communauté de Communes est traversée du Nord au Sud par la Nationale 10 sur une distance de 30 kilomètres. Cet axe du réseau européen reliant Paris à l'Espagne permet le lien entre l'Europe du Nord, l'Europe de l'Est et la péninsule ibérique. Cette voie est soumise à un dense trafic en augmentation de 4,9% par an entre 2005 et 2010 malgré la présence de l'A10. En effet, cette route présente l'avantage d'être gratuite et plus courte en distance lorsque l'on veut relier le nord et le sud de la France. Il est important de souligner que presque la moitié des véhicules circulant sur cette voie sont des poids lourds et que cette part est en constante augmentation.

25

Tableau 10 : Evolution du trafic de véhicules et la part de poids lourds circulant sur la Nationale 10 entre 2005 et 2010.

Année		2005	2007	2010	Evolution annuelle 2005/2010
RN10 Sortie Barbezieux Nord (début de la déviation)	Nombre moyen de véhicules par jour	16 035	17 371	20 000	+4,9%
	Part des poids lourds	41%	44%	45%	+7,4%

Sources : Région Poitou-Charentes, Préfecture de la Charente et DIRA Atlantique

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

Le point noir de la Nationale 10 qui affecte d'autant plus la future CC4B est aujourd'hui le fait qu'elle ne soit pas totalement en 2x2 voies. Cette configuration la rend dangereuse et inadaptée à son trafic. En effet, il subsiste deux tronçons non achevés: l'un entre Vignolles et Barbezieux et le second entre Reignac et le département de la Charente Maritime. Ces deux tronçons sont inscrits au plan national de modernisation des itinéraires routiers afin de les rendre opérationnels d'ici 2014.

De plus, il existe peu d'aires de services le long de cette route nationale : la seule existante sur le territoire de la future CC4B étant le centre routier SAS Even situé dans la ZA de Plaisance.

Cette double voie, à l'avenir, ne pourrait être que bénéfique pour le territoire.

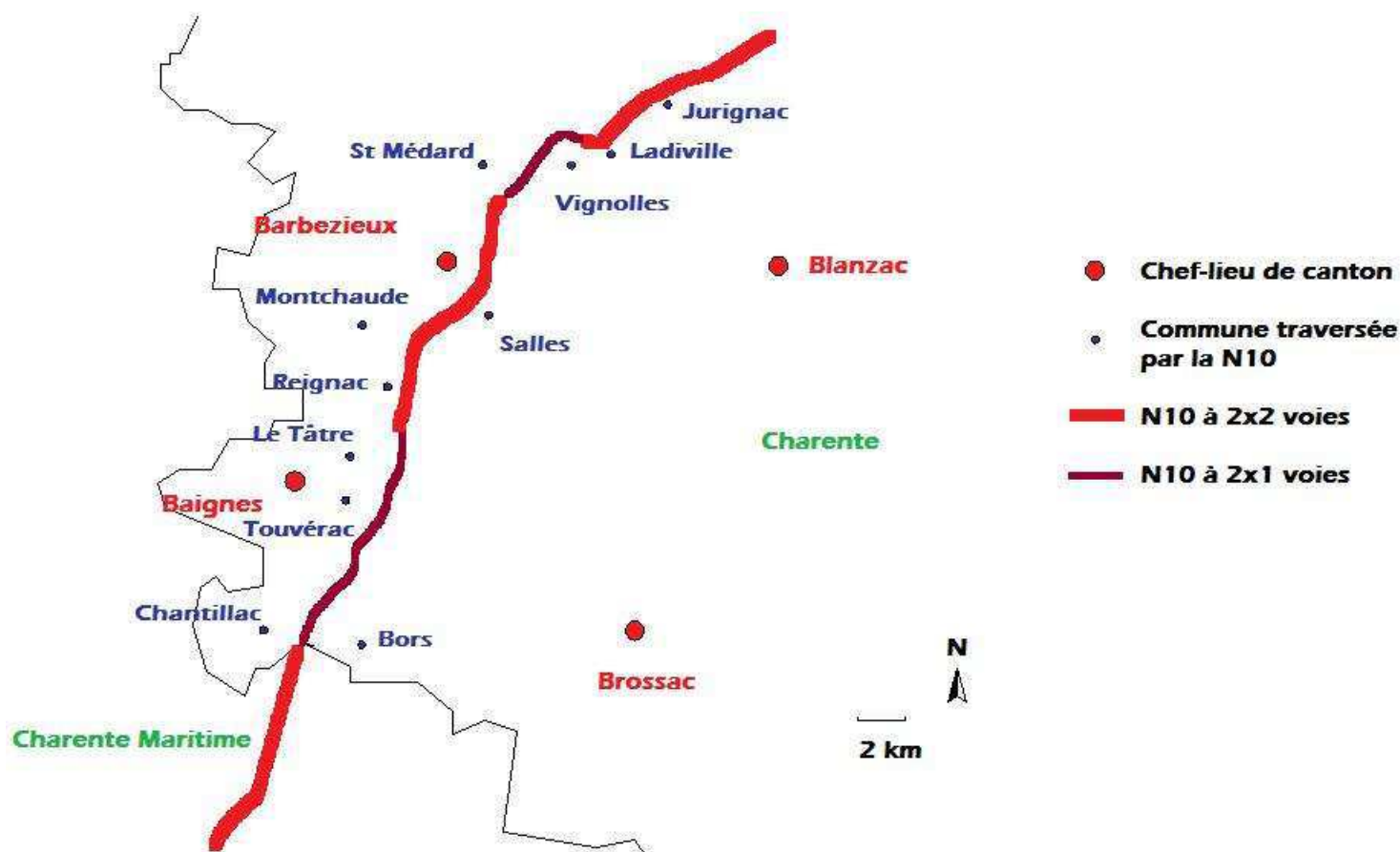
Elle permettrait tout d'abord l'installation d'une nouvelle population travaillant dans la couronne bordelaise qui voudrait profiter du cadre de vie agréable du territoire. Ce phénomène, déjà observé aujourd'hui d'après le témoignage de quelques élus de la Communauté de Communes, serait donc amplifié ce qui amènerait une nouvelle demande en termes de commerces et de services.

Puis, elle permettrait aux communes de la future CC4B de se développer et de se rapprocher des pôles urbains plus importants comme Angoulême à 30 minutes ou Bordeaux à 1 heure, ville qui a l'avantage de présenter le sixième aéroport national et une zone portuaire importante. Elle apporterait potentiellement une dynamique économique, supplémentaire à celle du territoire, liée aux flux migratoires issus de la région bordelaise. Néanmoins cette dynamique pourrait être enrayée par la tendance actuelle de la consommation sur les lieux de déplacement.

Enfin, cette voie renforcerait la position stratégique des zones d'activités de la Communauté de Communes. En effet, pour la ZAE de Plaisance, lors du questionnaire « Ressenti économique des entreprises », les entreprises localisées sur cette zone à Barbezieux ont cité la situation géographique stratégique comme premier critère de localisation. Cette constatation a également été appuyée lors de la majorité des rencontres avec les acteurs politiques et économiques du territoire. D'autres zones pourraient également bénéficier de l'influence de la Nationale 10 : c'est le cas de la zone du Tâtre qui regroupe celles de Chez Rolland et Les Pierrières, qui pourrait éventuellement s'étendre en prévision de l'arrivée du futur échangeur de la Nationale 10. C'est le cas aussi du projet de la zone de Jurignac à 20 minutes d'Angoulême, caractérisée par de faibles coûts de viabilisation et de commercialisation.

La carte suivante précise le tracé de la Nationale 10 au sein du territoire, les différentes communes traversées et la localisation des portions à 2x1 voies.

Carte 3 : La RN10 sur le territoire de la future CC4B.



Fond de carte : Viamichelin

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.3.2. ... secondé par un axe est-ouest

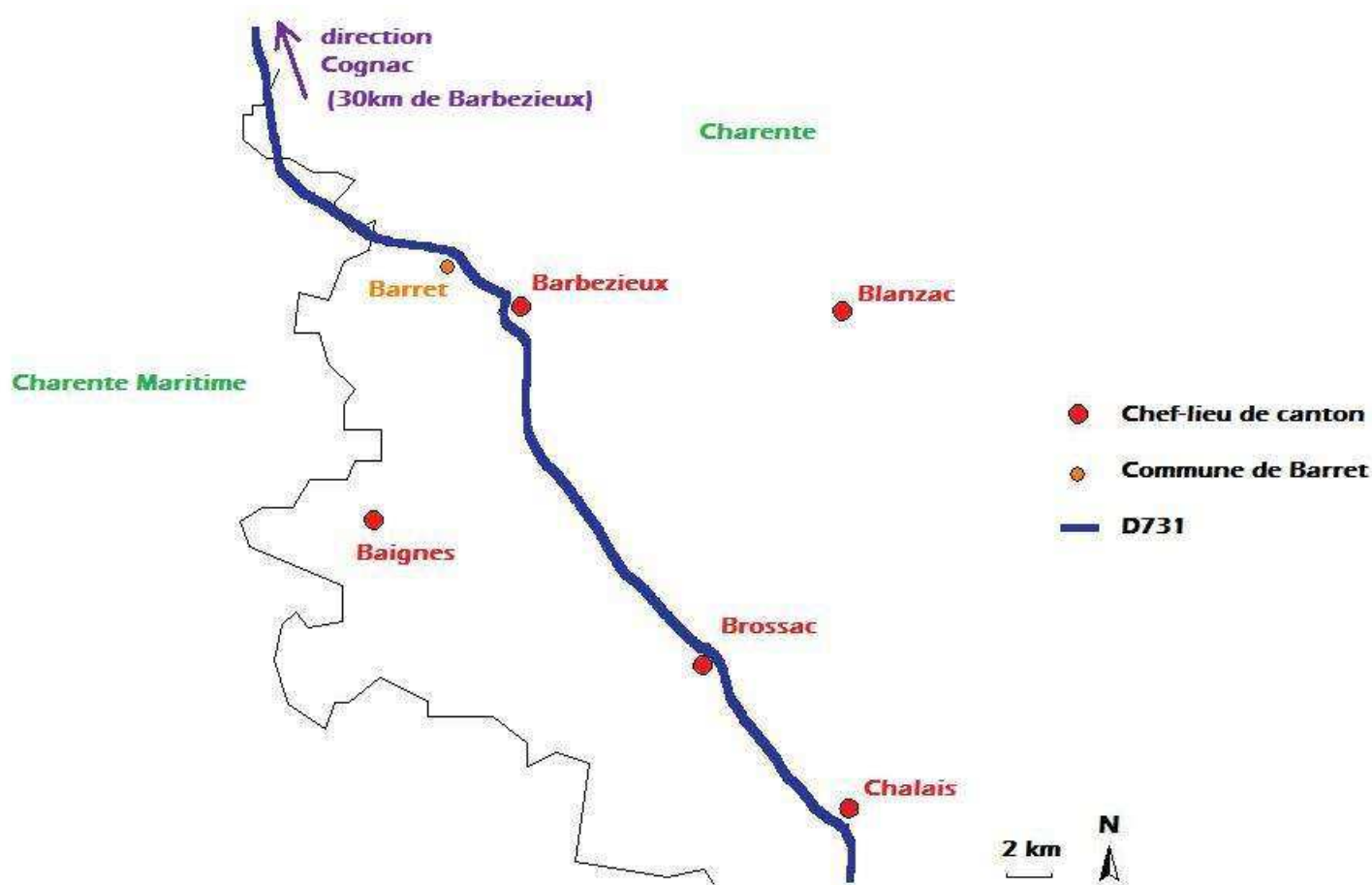
La Départementale 731, axe secondaire du territoire, est un axe important du fait de la proximité de Cognac à l'ouest et de Chalais à l'est. En effet, on observe un trafic non négligeable sur cette voie avec 4490 véhicules par jour, dont presque 10% de poids lourds.

Cet axe est une raison au développement de l'ouest de Barbezieux. La zone d'activités où se trouvent l'entreprise de construction GIRAUD, la tonnellerie ERABLE, les entreprises de transports NADON et NORMANDIN et la coutellerie RENOUX bénéficient à la fois de la proximité de la Nationale 10 mais aussi de celle de Cognac, ville qui apporte une nouvelle clientèle et des perspectives de développement plus larges. L'extension de cette zone est aujourd'hui en cours.

Brossac n'étant pas reliée à la Nationale 10, cet axe explique l'attraction qu'a Chalais sur elle, communes alors séparées de seulement 10km.

La carte suivante précise le tracé de la D731, la localisation des chefs-lieux de canton et de la commune de Barret.

Carte 4 : La RD731 sur le territoire de la future CC4B.



Fond de carte : Viamichelin

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.3.3. La nouvelle ligne LGV porteuse de dynamisme local limité

La future CC4B ne dispose d'aucune gare ferroviaire, la plus proche se situant à Angoulême et étant desservie par le TGV.

La nouvelle ligne TGV entre Paris et Bordeaux appelée Sud Europe Atlantique traversera le territoire du canton de Brossac et sera opérationnelle en 2017. Cet axe, maillon essentiel au développement du réseau ferroviaire européen, permettra un lien rapide entre le nord et le sud-ouest de l'Europe.

La commune de Brossac a été choisie par la société concessionnaire LISEA, filiale de Vinci et concepteur constructeur de la LGV, suite à la proposition de la CC3B de mettre à disposition 2,2ha de terrains disponibles, pour accueillir une base de chantier à égale distance entre Angoulême et Bordeaux. Cette société viabilisera la base qui regroupera des activités telles que le stockage de matériaux, des bureaux et du recyclage de produits. Le chantier débutera en 2012 et pourrait amener sur le territoire une nouvelle clientèle aux commerces de Brossac, composée entre autres d'ouvriers de chantier.

La base de chantier de Brossac sera laissée telle quelle à la fin des travaux. Les terrains devraient ensuite être disponibles à l'installation d'entreprises locales. On peut cependant se demander si cette zone serait le lieu d'une réelle activité économique pérenne dans le temps. En effet, le dynamisme local de Brossac ne serait que limité à la durée du chantier.

1.4. Un territoire dont le cadre de vie est adapté à ses populations

FAITS

- Des structures médicales et médico-sociales qui ne compensent pas les carences dans le domaine de la santé (médecins généralistes, aide et soutien aux personnes âgées, ...).
- Une offre à la petite enfance qui se développe : augmentation du nombre d'assistantes maternelles et créations/existences de garderies périscolaires communales et intercommunales.
- Une offre diversifiée en termes de culture, sports et loisirs, en partie proposée par la Communauté de Communes.
- Une Communauté de Communes qui agit pour l'amélioration de l'habitat et le développement de la couverture Internet.

29

ENJEUX

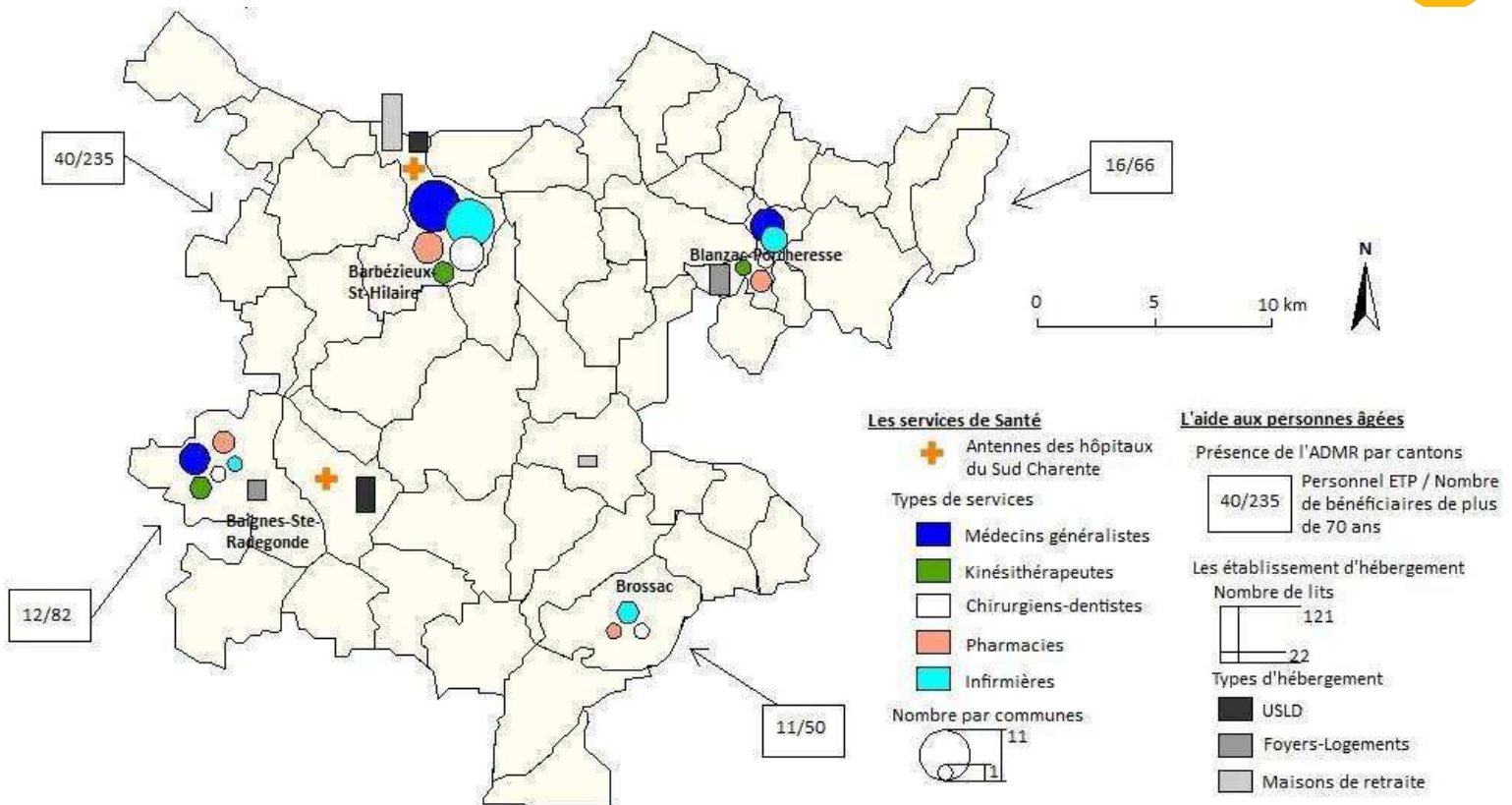
- Satisfaire les besoins de santé de la population, et notamment de la population âgée.
- Assurer la continuité et le développement de l'offre de services sur le territoire afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi attirer les cadres des entreprises.
- Réfléchir à la mise en place du très-haut débit afin de permettre le développement des entreprises du territoire.

1.4.1. Les services médicaux et médico-sociaux, présents mais non suffisants

On a vu précédemment que 28,6% de la population totale de la future CC4B est âgée de plus de 60 ans, ceci peut expliquer la présence d'un réseau médical et médico-social axé sur cette population. En effet, le territoire dispose d'une structure médicale de taille, l'Hôpital Sud Charente qui regroupe le Centre Hospitalier de Barbézieux et le Centre Médical du Château St-Bernard (Touvérac) et emploie plus de 250 salariés. Les autres structures dans les domaines médicaux et sociaux sont les foyers d'accueil pour personnes âgées, les maisons de retraite, le centre médico-social de Barbezieux, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et une Association d'aide à Domicile en Milieu Rural (ADMR).

Cependant, on remarque quelques lacunes dans les services médicaux de proximité sur le territoire. La Maison de la Solidarité du Sud Charente est la structure qui accueille l'ADMR et celle-ci faisant face à un manque de personnel ne peut répondre à toutes les demandes sur le territoire notamment dans les services de garde de nuit ou de jardinage (informations recueillies lors d'un entretien téléphonique avec la Maison de la Solidarité du Sud Charente). On remarque également une carence en termes de nombre de médecins sur le territoire : en effet, le canton de Brossac en est totalement dépourvu malgré l'existence d'une maison médicale.

**Carte 5 : Offre de services médicaux et médicaux-sociaux
sur le territoire de la future CC4B.**



Note : Personnel ETP = Personnel en Equivalent Temps Plein.
USLD = Unité de Soins de Longue Durée.

Fond de carte : Carte et données

Sources : Diagnostic Santé-Social du Pays Sud-Charente Conseil Régional 16 – DRASS – IAAT – ORS, Juin 2007.

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.4.2. Un service d'accueil à la petite enfance efficace et développé

On retrouve sur le territoire de nombreuses assistantes maternelles. Cette offre a augmenté de 54% entre 2005 et mars 2011, en effet, le nombre d'assistantes maternelles est passé de 89 à 137 soit 365 places réparties sur 36 communes. Ces services sont structurés sur le territoire de la CC3B par un relais d'assistantes maternelles avec une antenne sur chacun des trois cantons qui n'était pas encore en place en 2005. Le canton de Blanzac possède également son relais d'assistantes maternelles.

Lors d'un entretien téléphonique avec le relais d'assistantes maternelles de la CC3B, il a été expliqué que l'augmentation du nombre d'assistantes maternelles a été d'une part causée par la mise en place d'une convention collectives des assistantes maternelles en 2005 qui a permis de clarifier les droits et devoirs des assistantes maternelles et parents. Leur statut est depuis davantage reconnu. Ensuite la mise en place du relais a permis de diminuer le sentiment d'isolement, souvent présent chez les assistantes maternelles, surtout en milieu rural. Le relais permet le partage des questionnements et pratiques. Cette augmentation est aussi et surtout due à des raisons démographiques et économiques : la demande a augmenté sur le territoire et la situation économique du bassin d'emploi, caractérisé par des travaux d'usine pour les femmes, conduit certaines à choisir de devenir assistantes maternelles afin de pouvoir être plus disponibles pour leurs propres enfants.

Il existe également des garderies périscolaires communales maternelles et primaires. Par ailleurs, une crèche/halte-garderie à Barbezieux a été créée en 2008 par la CC3B, des haltes-garderies à Baignes et Passirac et trois centres de loisirs (à Baignes, Barbezieux et Blanzac) permettent aussi l'accueil des enfants en dehors du temps scolaire.

On peut noter une méconnaissance du grand public des actions de la Communauté de Communes dans ce domaine, en effet seuls 5% des entreprises interrogées lors de l'enquête « Ressenti économique des entreprises » ayant connaissance de ces actions ont cité les activités à propos des crèches et de la petite enfance.

1.4.3. De nombreuses infrastructures de culture, sports et loisirs

En matière de culture, le territoire présente une offre assez large avec deux cinémas, dont le cinéma Le Club à Barbezieux rénové par la CC3B et le cinéma Le Select à Blanzac, un théâtre installé par la CC3B sur le site du château à Barbezieux, un espace culturel communautaire (L'Espinoa à Baignes) ouvert en 2005, un conservatoire et une médiathèque.

De nombreux équipements sportifs existent et un tissu associatif important permet de nombreuses activités culturelles, sportives et récréatives durant l'année sur la future CC4B. La CC3B a à sa charge deux piscines (Barbezieux et Baignes), un gymnase et un centre équestre (le troisième club du département). La Communauté de Communes réalise également une étude de faisabilité pour l'implantation d'une piscine couverte sur le territoire.

Par ailleurs, le territoire de la future CC4B est traversé par une voie verte (« la Galope Chopine ») créée en 2006 par la CC3B en remplacement d'anciens rails de chemins de fer. Celle-ci, longue de 21km, a fait l'objet de nombreux aménagements encore en cours de réflexion, notamment en ce qui concerne le balisage ou l'édition d'un topoguide (avril 2011).

Des challenges vélos devraient être instaurés afin d'inciter les habitants à parcourir le territoire à vélo.

On note dans ce domaine d'actions une certaine connaissance des entreprises interrogées pour le questionnaire, en effet 28% des entreprises citent des actions dans le domaine de la culture, des sports et des loisirs : 12% citent les piscines, 7% le centre équestre, 7% le château, 5% le cinéma et 3% la voie verte.

1.4.4. Une Communauté de Communes qui travaille à l'amélioration de son habitat

33

La Communauté de Communes a engagé une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Revitalisation Rurale, en partenariat avec l'Agence Nationale de l'Habitat, le Conseil Général de la Charente et la mairie de Barbezieux. Cette opération permet, sous certaines conditions, aux propriétaires occupants et bailleurs, d'obtenir des aides pour l'amélioration de leur logement de plus de 15 ans. Ce programme se déroulera sur la période de 2008 à 2013.

1.4.5. Une couverture Internet encore à améliorer

Concernant le haut débit, la région Poitou-Charentes avait lancé pour juin 2010 un programme qui consistait à le rendre accessible à tous afin de rétablir l'équité territoriale en matière d'accès à Internet. En décembre 2010, le programme départemental de résorption des zones d'ombre Internet haut débit a été mis en service sur l'ensemble de la Communauté de Communes hormis sur le canton de Blanzac. Pour ce canton, le service a été mis en place en février 2011.

1.5. Un tourisme vert et de passage

34

FAITS

- Un territoire entouré de régions touristiques à fort potentiel.
- Au sein du Pays Sud Charente, une part des touristes qui augmente.

ENJEUX

- Bénéficier du cadre de vie naturel du territoire afin de développer le tourisme vert et le tourisme de passage.

Ce secteur n'était pas présenté dans le schéma de développement économique de 2005.

1.5.1. L'évolution du tourisme

Le territoire de la future CC4B bien que ne possédant pas de réelle vocation touristique dispose de certains atouts pouvant être sources d'activités touristiques. On peut en effet profiter sur le territoire de :

- Découvertes culturelles (circuits touristiques à thème proposés tels que celui de l'Art Roman ou celui de la Vigne) ;
- Expositions et visites (proximité d'Aubeterre et de son église monolithe) ;
- Monuments remarquables (le château de Barbezieux) ;
- Activités en pleine nature et nautiques (Voie Verte, base de loisirs, ...) ;
- Découvertes de la faune et de la flore (randonnées, carrières de Touvérac, ...).

35

La fréquentation touristique au sein de la future CC4B oscille depuis 2008, ce qui suit la tendance du Pays Sud Charente. Cependant, on remarque que la part de touristes au sein du territoire de la future CC4B a légèrement augmenté entre 2009 et 2010 : en 2010, 18,9% des touristes du Pays Sud Charente viennent au sein de la future CC4B contre 17,1% les années précédentes. Malgré cela, l'antenne de Barbezieux est la seule de la future CC4B qui voit sa fréquentation dépasser le seuil des 1000 visiteurs. Le Pays Sud Charente ne semble pas avoir une vocation première le tourisme en dehors du territoire d'Aubeterre, comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 11 : Fréquentation des antennes touristiques du Pays Sud Charente entre 2008 et 2010.

Sur Juillet-Août Antennes du Pays Sud Charente	Nombre de touristes dans le Pays Sud Charente		
	2008	2009	2010
Aubeterre	9020	9799	8060
Chalais	1524	3099	2597
Barbezieux	1617	1926	1523
Brossac	320	379	642
Baignes	113	185	228
Blanzac	174	217	144
Montmoreau	197	248	214
Sous Total cc4B	2224	2707	2537
TOTAL	12 965	15 853	13 408
Part des touristes dans la future CC4B par rapport au Pays Sud Charente	17,1%	17,1%	18,9%

Sources : Bilans de saison - Pôle Touristique Sud Charente 2009 et 2010 – CC3B Sud Charente
Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.5.2. Les structures d'hébergement touristique

Pour analyser l'activité touristique sur le territoire de la future CC4B, on peut s'intéresser aux structures d'hébergement présentes.

Tableau 12 : Structures d'hébergement touristique de la future CC4B

36

	Au sein de la future CC4B		TOTAL future CC4B	TOTAL Pays Sud Charente
Locations saisonnières (meublées)	Gites de France	7	28	73
	Autres	21		
Chambres d'hôtes	Gites de France	4	9	26
	Autres	5		
Résidence de Tourisme, gites de groupes, hébergements atypiques,	Gites de France	1	3	9
	Autres	2		
Hôtels			6	11
Campings			5	11

Sources : Pôle Touristique Sud Charente 2011

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

Au total, la future CC4B possède 51 structures permettant l'hébergement du public sur le territoire, soit 40% des structures d'accueil présentes sur le Pays Sud Charente, avec la spécificité de regrouper la moitié des hôtels et campings.

Les chiffres fournis par l'Institut Atlantique d'Aménagement du Territoire (données datant de 2008) montrent que le nombre total de lits marchands disponibles de la Charente fait partie des plus faibles de la région:

- Charente-Maritime : 69%
- Vienne : 14,5%
- Charente : 9%
- Deux-Sèvres : 7,5%

Ces chiffres peuvent s'expliquer notamment par l'attractivité du littoral de la Charente-Maritime et par la présence du Futuroscope sur Poitiers.

1.5.3. La fréquentation des structures d'accueil touristique

Le tourisme étant géré régionalement, des données ciblées à l'échelle des communautés de communes ne sont pas accessibles notamment en ce qui concerne les taux de remplissage des établissements. De plus il est difficile d'obtenir des réponses des établissements questionnés par des organismes tels que le Comité Départemental du Tourisme ou le Comité Régional du Tourisme.

Des relevés de fréquentation des établissements d'accueil touristique labellisés « Gîte de France » sont effectués afin de rendre compte de l'évolution du secteur du tourisme sur le territoire. Nous pouvons voir que la fréquentation des gîtes ruraux du Pays Sud Charente est en constante hausse et les chiffres proches de ceux du département. Pour ce qui est des chambres d'hôtes, les données relevées montrent une baisse de leur fréquentation depuis 3 ans, ce qui correspond également à la tendance départementale.

Cependant, ces chiffres sont à nuancer car ils ne concernent qu'une partie des établissements d'accueil de l'ensemble du territoire d'étude.

Tableau 13 : Fréquentation des structures d'hébergement du Pays Sud Charente et de la Charente entre 2007 et 2010.

Fréquentation des gîtes ruraux (%)	2007	2008	2009	2010
Pays Sud Charente	/	20	28,6	31,22
Charente	26	25,5	28,85	31,4
Fréquentation des chambres d'hôtes (%)	2007	2008	2009	2010
Pays Sud Charente	/	/	26	17
Charente	/	28,17	27,82	24

Sources : Bilans de saisons – Relais des Gîtes de France de la Charente

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

Ainsi, le potentiel touristique du territoire reste difficile à développer, mais cela reste en adéquation avec la tendance régionale : le département de la Charente n'est pas le plus attractif de la région Poitou-Charentes.

1.6. Un emploi dynamique et diversifié

38

FAITS

- Une population active qui augmente.
- Une part de la population active parmi la population totale supérieure à la moyenne nationale.
- Par rapport au niveau national, une surreprésentation des agriculteurs et une sous représentation des cadres.
- Un taux de chômage plus bas que ceux de la région et de la France mais une part majoritaire de femmes.
- Des offres d'emploi concentrées à Barbezieux.

ENJEUX

- Conserver un faible taux de chômage et réduire la part des femmes parmi les chômeurs.
- Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés.
- Assurer le maintien des emplois sur le territoire ainsi qu'une dynamique de création d'emplois.

1.6.1. La population active

En 2007, la part de la population active était de 68.1%¹ sur le territoire de la future CC4B, en hausse de près de 6% depuis le dernier recensement de 1999 qui avait servi de référence pour le schéma de développement économique de 2005. Cette évolution peut être expliquée par la baisse du chômage observée² sur le territoire. De plus il est important de souligner que ce taux est supérieur à la moyenne départementale mais aussi nationale, qui sont respectivement de 63.6% et de 63.2% en 2007.

En moyenne, en 2007, 31% des actifs ayant un emploi travaillent sur leur lieu de résidence. Cette moyenne est néanmoins à relativiser en fonction du territoire. En effet, ce taux est de 38% sur la CC3B ce qui est supérieur aux moyennes nationale et départementale. Ce taux conséquent pour la CC3B est important pour la vie des communes : il peut expliquer un besoin de services pour les populations. En revanche, il est de 24% pour la Communauté de Communes du Blanzacais et ainsi inférieur aux moyennes nationale et départementale. Cette forte différence peut être expliquée par l'attraction d'Angoulême sur le territoire du Blanzacais.

1.6.2. Les catégories socioprofessionnelles (CSP)

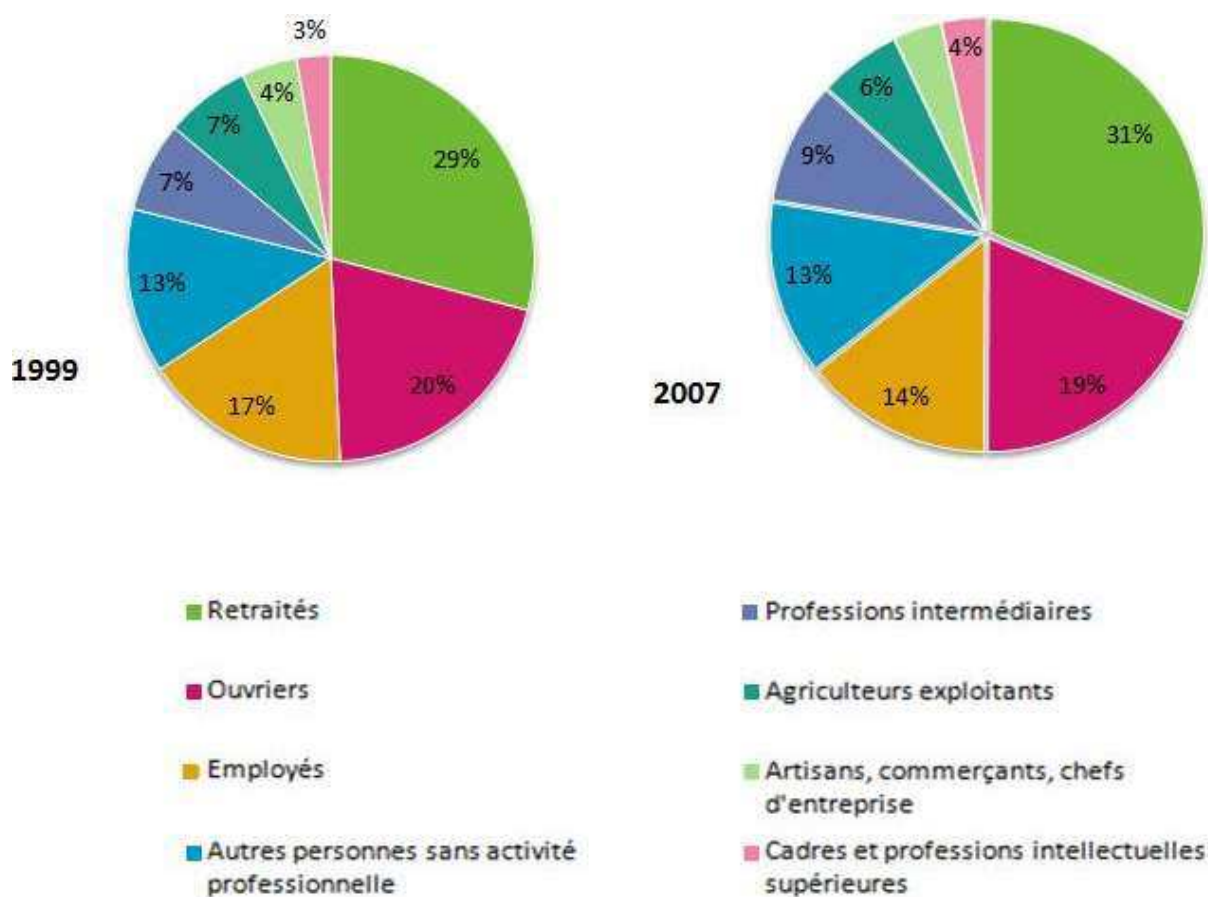
L'étude de la répartition et de l'évolution des CSP fait apparaître plusieurs tendances sur le territoire de la future CC4B. Tout d'abord on peut voir que le territoire est fortement représenté par les retraités qui occupent près d'un tiers de la répartition des CSP. Il est important de remarquer que ce taux est supérieur à la moyenne nationale (25.3%) mais cependant légèrement inférieur à la moyenne départementale (31.8%). Le problème de vieillissement de la population doit donc être pris en compte à l'échelle d'un territoire élargi que celui de la future CC4B. Néanmoins, une offre de services répondant à cette population doit être offerte sur le territoire.

La deuxième remarque importante à mettre en évidence est la part significative de la catégorie des agriculteurs exploitants (6%). Cette part bien qu'en légère diminution depuis 1999 est toujours importante et bien au dessus de la moyenne nationale (1.1%) mais aussi départementale (2.1%). On peut expliquer cette tendance par la présence historique d'une activité viticole importante.

Enfin, le territoire est marqué par une représentativité plus faible de cadres que celle de la moyenne nationale (8.3%) mais aussi départementale (4.8%). Afin d'expliquer la sous représentativité de cette population, on peut évoquer la non attractivité du territoire. En effet, le questionnaire effectué a mis en évidence une difficulté de recrutement de cadres ayant pour cause principale la non attractivité du territoire (pas assez de services proposés pour cette catégorie sociale).

¹ D'après le recensement de l'INSEE de 2007

² Explicitée par la suite dans la partie traitant le chômage

Graphique 2 : Evolution des CSP sur le territoire de la future CC4B entre 1999 et 2007.

Sources : INSEE 2007.

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.6.3. Le chômage

Avec un taux annuel en 2010 de 7.20%, la future CC4B présente un taux de chômage³ bien en dessous de la moyenne régionale mais aussi nationale. Cette tendance bien que positive est à nuancer par le fait que les femmes sont sur représentées parmi les demandeurs d'emplois. En effet, en 2007, elles représentaient une part de 58.9% des chômeurs sur la future CC4B ce qui est supérieur à la moyenne nationale de 53.2% mais aussi à la moyenne départementale (56.9%).

Suite à un entretien avec le directeur du Pôle emploi de la CC3B plusieurs raisons ont été évoquées à ce taux de chômage conséquent :

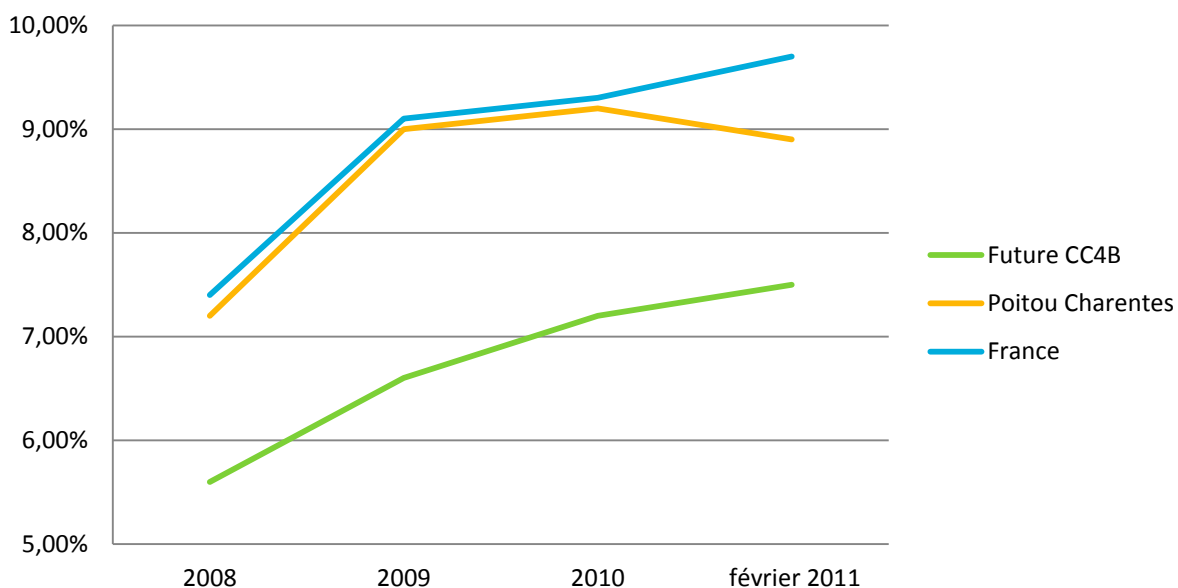
- Une offre d'emplois dans le secteur tertiaire moins élevée sur le territoire due au fait que nous nous trouvons sur un territoire rural. Or ce secteur est le principal secteur source d'emploi pour les femmes ;

³ Prenant en compte la catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

- Un problème lié à l'arrêt des femmes pendant plusieurs années pour élever leurs enfants et par conséquent entraînant une difficulté de recherche d'emploi après un arrêt de longue durée ;
- Un problème de qualification a également été mis en évidence par le Pôle Emploi.

Pour permettre de corriger cette tendance des mesures d'aide à la reconversion ont été mises en place. De plus le Pôle Emploi organise des focus sur certains types d'emplois recrutant du personnel.

Graphique 3 : Evolution du chômage depuis 2008

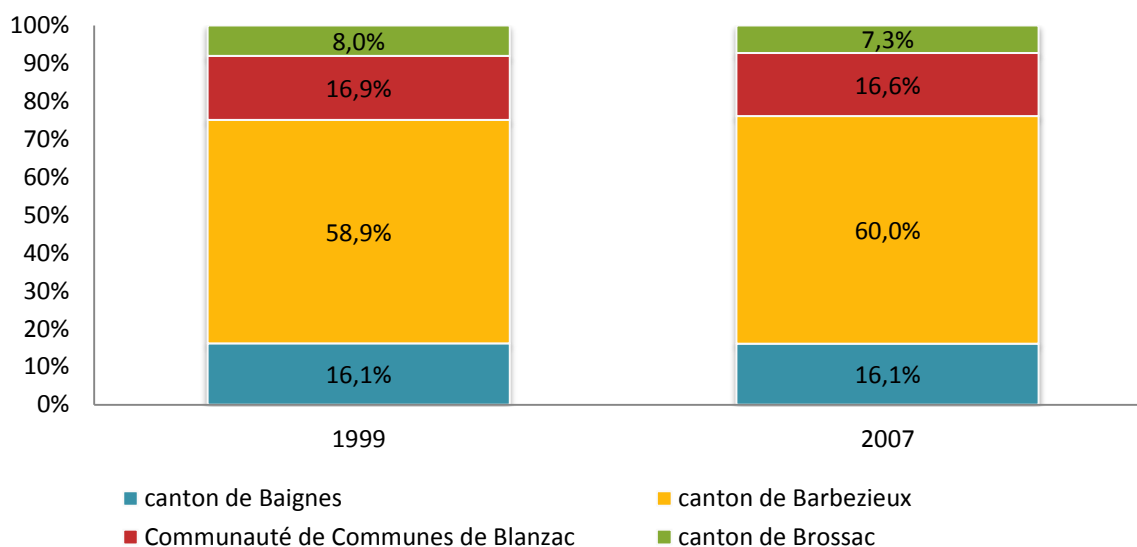


Sources : Pôle Emploi de Barbezieux

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.6.4. L'offre d'emploi et sa répartition

En 2007, la future CC4B offrait 7775 emplois sur son territoire soit une hausse de 7% depuis le dernier recensement de 1999 (création de 579 emplois). Avec une concentration de 60% de l'emploi en 2007 la commune de Barbezieux représente le principal bassin d'emploi de la Communauté de Communes suivi dans une moindre mesure par la commune de Baignes avec 16.1% de l'emploi. La répartition de l'emploi est globalement stable depuis le schéma de développement économique de 2005 : le canton de Barbezieux est le principal bassin d'emploi sur le territoire.

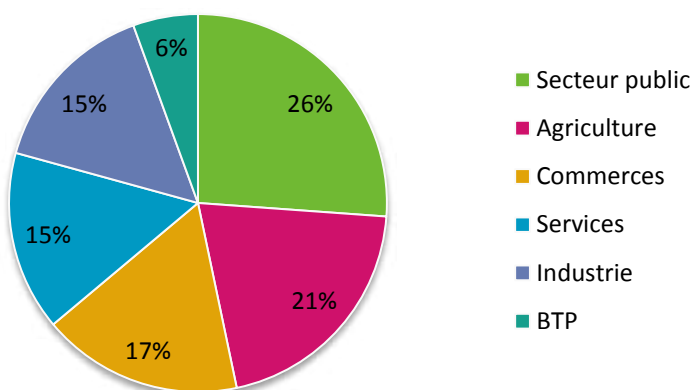
Graphique 4 : Répartition de l'emploi par canton

Sources : INSEE 2007

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

Remarque : Il est important de noter que sur le diagramme précédant la Communauté de Communes de Blanzac comprend encore, à cette époque, la commune de Claix et induit donc un nombre d'emploi plus important sur le diagramme.

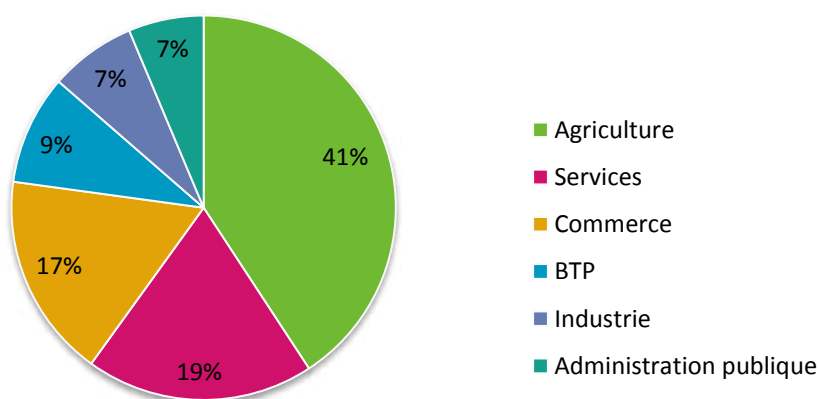
Afin de mettre en évidence les secteurs clés de l'économie sur le territoire, on peut corréler la répartition de l'emploi avec la répartition des entreprises sur le secteur. Ainsi on constate que la fonction publique est le principal employeur (26% de l'emploi) de la future CC7B 4B, ceci peut être expliqué par la présence de l'Hôpital Sud Charente notamment. L'agriculture représente elle le second employeur de la future CC4B (21% de l'emploi) mais concentre également le plus grand nombre d'entreprises sur le territoire. Une différence importante peut être remarquée entre le nombre d'exploitations agricoles et l'emploi représenté. Cette différence tient essentiellement au fait qu'une exploitation agricole n'emploie qu'un nombre très limité de salariés. Enfin, l'industrie bien que ne composant que 7% des entreprises du territoire concentre cependant 15% de l'emploi, ceci pouvant être expliqué par la présence d'entreprises embauchant un nombre important de salariés, notamment Amcor Flexibles ou encore Davigel.

Graphique 5 : Répartition du nombre d'emploi par secteur d'activités

43

Sources : Extraction CMA et CCI (sans double compte) 2011, INSEE 2007

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

Graphique 6 : Répartition des entreprises par secteur d'activités

Sources : Extraction CMA et CCI (sans double compte) 2011, INSEE 2007

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

La répartition précédente de l'emploi dans la future CC4B a ainsi mis en évidence les principaux secteurs sources d'emploi sur le territoire. Le tableau suivant présentant les 5 premières entreprises du territoire en nombre de salariés (contrats CDI et CDD) vient confirmer la répartition faite précédemment. L'Hôpital Sud-Charente qui constitue le premier employeur au sein de la future CC4B est également répertorié. On peut noter également que ces premières entreprises sont toutes localisées sur la commune de Barbezieux ce qui confirme bien le fait que cette commune constitue le pôle dynamique central de la future CC4B.

Tableau 14 : Principaux employeurs du territoire

Raison sociale	Activité	Commune	Effectif
Hôpital du Sud Charente	Activité hospitalières	Barbezieux-Touvérac	Plus de 250
AMCOR Flexibles	Fabrication d'emballages	Barbezieux	244
LECLERC	Hypermarché	Barbezieux	165
DAVIGEL	Fabrication de produits surgelés	Barbezieux	141
Carrefour Market	Supermarché	Barbezieux	138
Fornel Frères SAS	Commerce de gros	Barbezieux	85

Sources : Répertoire CCI mis à jour en 2011 et enquête auprès des entreprises

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

Cf. annexe 4 : Répartition des entreprises questionnées selon le secteur et le nombre d'employés

1.6.5. L'action de la Communauté de Communes en matière d'emploi

La Communauté des Communes à travers son action vis-à-vis de l'emploi a créé la maison communautaire pour l'emploi à Barbezieux en 2009. Elle constitue un des deux points relais de service public présents dans le Pays Sud Charente. Elle regroupe différents acteurs en matière d'emploi et d'insertion : le Pôle Emploi, la mission locale, l'Association Accueil Information Sud Charente (AAISC), le point relais des Validations des Acquis de l'Expérience (VAE), ...

D'autres structures ont également une fonction d'accompagnement dans ces différents domaines :

- le Point Information Jeunesse ;
- le centre Médico-social de Barbezieux ;
- Inter3B (association intermédiaire) accueillant et accompagnant vers l'insertion professionnelle les demandeurs d'emploi en difficulté (jeunes sans formation, chômeurs de plus 50 ans ou en recherche depuis plus de deux ans, les titulaires du revenu de solidarité active...).

1.7. Des établissements scolaires à maintenir et des formations à promouvoir

45

FAITS

- Une offre d'établissements d'enseignement primaire bien répartie sur le territoire, synonyme de l'arrivée de nouveaux ménages avec enfants.
- Un nombre d'enfants scolarisés jusqu'au primaire qui augmente, un nombre d'élèves dans le secondaire qui diminue (lycées et CFA).

ENJEUX

- Maintenir un tissu homogène d'écoles.
 - Promouvoir les formations du territoire.
-

Les formations sur le territoire n'étaient que brièvement traitées dans le rapport de 2005. Nous nous efforcerons de faire l'état des lieux de l'offre de formations sur le territoire et de l'évolution de cette offre.

1.7.1. L'offre de formation du territoire

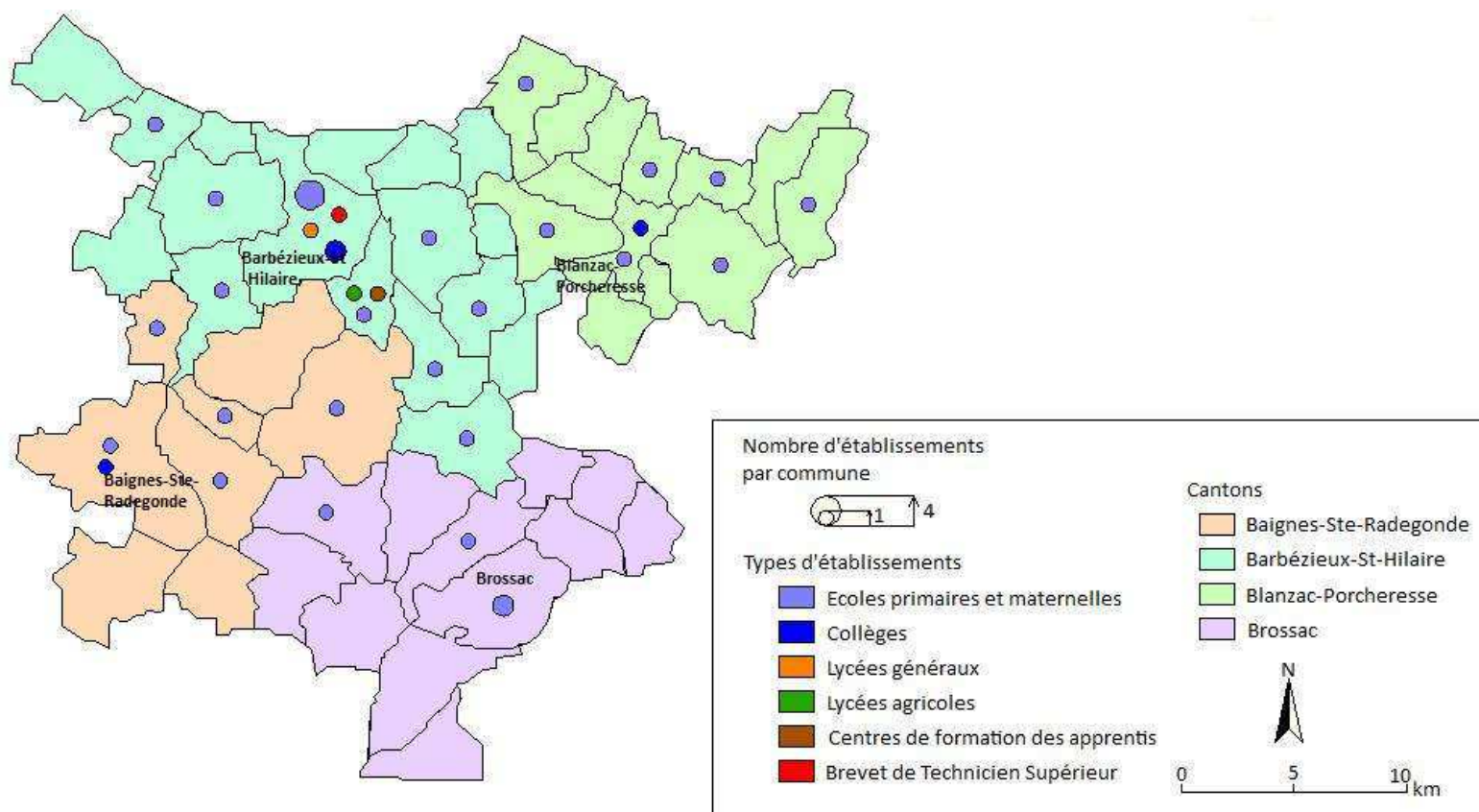
Le territoire dispose d'une offre de formations avant bac assez diversifiée :

- 28 écoles primaires et maternelles
- 4 collèges (3 publics et 1 privé)
- Un lycée général public
- Un lycée professionnel agricole (formations BEPA et Bac Pro, filières : Production animales, vigne et vin, services aux personnes)
- Un centre de formation des apprentis (formations CAP et BP, filières : métiers du bois, de la pierre, du bâtiment et de l'automobile)

46

Une formation post-bac est également présente sur le territoire avec le BTS assistant de gestion PME-PMI.

Carte 6 : Répartition des établissements scolaires sur le territoire de la future CC4B.



Fond de carte : Carte et données

Sources : Annuaire-mairie.fr

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.7.2. L'évolution des effectifs dans les établissements du territoire

Le tableau suivant présente l'évolution entre les rentrées scolaires 2007-2008 et 2010-2011 des effectifs et nombres de classes des écoles maternelles du territoire, l'évolution des effectifs des collèges, lycées et du CFA.

Ce tableau montre que malgré l'augmentation du nombre d'élèves dans le cycle primaire, le nombre d'élèves dans le cycle secondaire diminue (jusqu'à 10% entre 2007 et 2010 pour les lycées). On peut également noter une diminution du près d'un quart des effectifs du CFA de Barbezieux.

Tableau 15 : Evolution des effectifs des établissements scolaires entre 2007 et 2010.

	2007		2010		Evolution	
	Effectif	Nombre de classes	Effectif	Nombre de classes	Effectif	Nombre de classes
Ecoles maternelles et primaires	1438	65	1525	68	+6,1%	+4,6%
Collèges	1031		1002		-2,8%	
Lycées	712		643		-9,7%	
CFA	325		250		-23,1%	

Sources : conversations téléphoniques avec les établissements scolaires et mairies

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

Zoom sur le CFA et les apprentis

Après un échange avec le directeur du campus des Métiers de Barbezieux (CFA), il ressort que les élèves souhaitant faire de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment trouvent plus facilement un maître d'apprentissage que ceux souhaitant travailler dans le domaine de la mécanique et qui, à défaut, se réorientent vers les métiers du bâtiment. En effet il y a plus d'offres que de demandes dans le domaine du bâtiment et une carence d'offres d'apprentissage dans le domaine de la mécanique.

A l'aide de l'enquête « Ressenti économique des entreprises » on peut dire que 30 des 151 entreprises rencontrées emploient au moins un apprenti, soit 20% du panel. Ces entreprises estiment ne pas rencontrer de difficulté à embaucher des apprentis. On peut cependant dire que seulement 4% des entreprises rencontrant des difficultés de recrutement les éprouvent pour embaucher des apprentis. Ce chiffre est à nuancer du fait que lors de cette enquête peu d'entreprises embauchant généralement des apprentis ont été rencontrées. Les raisons évoquées par ces entreprises sont principalement un manque de motivation et des formations non adaptées.

1.7.3. Le ressenti des entreprises sur les formations

Les chefs d'entreprises du territoire rencontrant des difficultés de recrutement les affilient à des soucis au niveau des qualifications et formations.

Sur les 151 entreprises interrogées, 55% affirment prévoir d'embaucher du personnel à court et/ou moyen termes : 2/3 d'entre elles avouent rencontrer des difficultés de recrutement. 24% attribuent leurs difficultés à des formations non adaptées (une main d'œuvre qualifiée mais qui ne correspond pas à l'activité) et 33% à un manque de qualification (une main d'œuvre pas assez qualifiée).

1.8. Un secteur prédominant : l'agriculture

49

FAITS

- L'agriculture : deuxième secteur employeur du territoire avec 21% de l'emploi.
- Un nombre d'exploitations en perpétuelle diminution.
- Une agriculture céréalière et viticole.
- Inquiétude : les reprises à long terme des exploitations.
- Un nouveau mode de vente qui se développe : les circuits courts.

ENJEUX

- Conserver un tissu agricole diversifié, signe d'activité rurale.
 - Répondre aux inquiétudes liées à la reprise des exploitations.
 - Proposer une promotion des circuits courts.
-

Ce secteur non présenté dans le schéma de développement économique de 2005 est ici intégré en raison de son importance sur le territoire. En effet, les exploitations agricoles sont au nombre de 834, soit 34% du nombre d'entreprises du territoire de la future CC4B, d'après le recensement effectué par l'INSEE en 2007.

En termes d'emploi l'agriculture représente 1 655 emplois, soit 21% de l'emploi sur le territoire. Il est également important de préciser que, d'après un entretien avec le Pôle Emploi, ce secteur est le principal secteur en tension sur le territoire, c'est-à-dire que le nombre d'offre d'emplois est supérieur au nombre de demandes. Ce problème de recrutement a également été mis en évidence par le questionnaire effectué sur le terrain. En effet, lors du questionnaire réalisé, les agriculteurs interrogés ont mis en évidence leurs difficultés à embaucher en invoquant le secteur peu attractif ou encore un manque de motivation des jeunes.

De plus, les exploitations agricoles occupaient 66.7% de la superficie du territoire soit 45 113 ha de Surface Agricole Utilisée (SAU) lors du dernier Recensement Général de l'Agriculture (RGA) de 2000. Ces données, ainsi que les suivantes, pouvant sembler peu récentes datent du dernier RGA de 2000. Des données réactualisées devraient être publiées d'ici le mois de septembre 2011 par la Chambre d'Agriculture.

1.8.1. Un nombre d'exploitations agricoles en perpétuelle diminution

Depuis les années 80, on remarque une chute du nombre d'exploitations de 41% sur le territoire ce qui correspond à la disparition de 747 exploitations. On constate que cette diminution est supérieure à la moyenne nationale (35% de diminution enregistrée), à la moyenne régionale (37%) et à la moyenne départementale (34%). La chute du nombre d'exploitations peut être expliquée par la mécanisation du secteur agricole, celle-ci a permis d'avoir une meilleure rentabilité et donc de permettre aux agriculteurs de se constituer de plus grandes unités agricoles. On peut également expliquer cette chute par un grand nombre de départs en retraite sans reprise par la suite du au problème du coût de reprise d'une exploitation agricole.

Si l'on s'intéresse à l'évolution du nombre d'exploitations par canton, on peut faire la répartition suivante :

Tableau 16 : Evolution du nombre d'exploitations agricoles entre 1979 et 2000.

Nombre d'exploitations	1979	1988	2000	Evolution entre 1979 et 2000
Canton de Baignes	440	397	249	- 43%
Canton de Barbezieux	700	572	434	- 38%
CC du Blanzacais	320	260	246	- 23%
Canton de Brossac	364	280	148	- 59%

Sources : Extraction RGA Chambre d'agriculture de Charente

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

Ainsi, on remarque que l'évolution la plus importante en termes du nombre d'exploitation agricole concerne le canton de Brossac. En effet, il a connu la chute la plus importante qui est de 60%.

Par la suite on peut s'intéresser à la Surface Agricole Utilisée moyenne des exploitations. D'après le RGA, on constate que celle-ci a augmenté entre 1979 et 2000. La SAU a évolué d'une moyenne de 25.6 hectares par exploitation sur la future CC4B à une moyenne de 41.2ha en 2000(soit une hausse de 62%). Néanmoins cette évolution est moins importante à l'échelle du territoire de la future CC4B que sur celui du département mais aussi de la France, qui ont respectivement des SAU moyennes de 43 ha et 65 ha en 2000. Cette évolution s'explique de la même façon que la baisse du nombre d'exploitations. En effet, la mécanisation a permis d'étendre l'activité des agriculteurs sur de plus grands domaines. Cependant, cette évolution moins importante à l'échelle du territoire peut être expliquée par le milieu naturel : le sol du territoire est difficile à exploiter. Elle peut également être expliquée par la nature des exploitations agricoles : le territoire est composé de nombreuses exploitations viticole, or ce type de culture requiert de moins de surface que les surfaces céréalières par exemple.

1.8.2. La typologie des exploitations agricoles

D'après la répartition des Surfaces Agricoles Utilisées sur le territoire en 2000 (tableau suivant), on peut dégager deux grandes typologies d'exploitations agricoles sur la future CC4B. En effet, les exploitations des cantons de Barbezieux et Baignes sont principalement des exploitations viticoles: elles possèdent 71.6% des surfaces agricoles liées à la vigne. De plus, ces exploitations se diversifient avec des cultures céréalières (57.4% des surfaces céréalières du territoire). L'importance de la viticulture dans ces cantons peut être expliquée par la proximité et l'influence de Cognac.

Les cantons de Blanzac et de Brossac sont quant à eux des territoires tournés vers des exploitations d'élevage puisqu'ils concentrent 52.3% des prairies de la future CC4B.

Tableau 17 : Répartition des surfaces agricoles utilisées sur le territoire en 2000

	Cultures céréalières	Cultures fourragères	Oléagineux et Protéagineux	Prairies	Vigne
Canton de Baignes	17.0%	19.4%	18.4%	18.1%	24.3%
Canton de Barbezieux	40.4%	40.1%	43.3%	29.6%	47.3%
Canton de Blanzac	29.0%	28.7%	24.6%	27.5%	22.6%
Canton de Brossac	13,6%	11.8%	13.8%	24.8%	5.7%

Oléagineux et protéagineux : Tournesol et colza

Cultures fourragères : maïs et orge

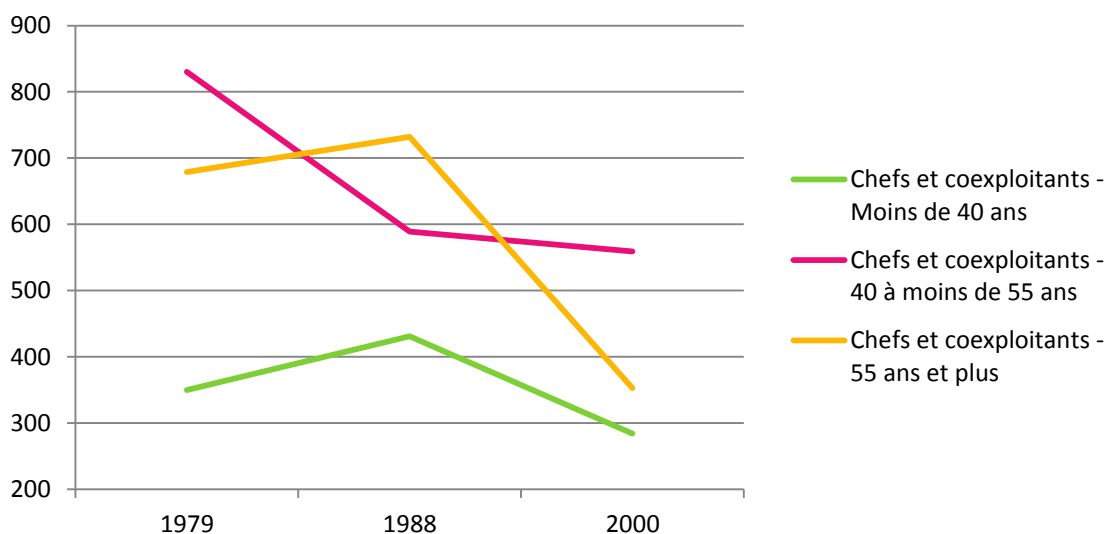
Sources : Extraction RGA Chambre d'agriculture de Charente

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.8.3. La moyenne des exploitants agricoles de plus en plus élevée

Les chefs des exploitations agricoles du territoire de la future CC4B ont pour la majorité entre 40 et 55 ans (47% des exploitants agricoles). Cette répartition est en accord avec la répartition française puisque l'âge des exploitants agricoles est également compris entre 40 et 55 ans pour 43% d'entre eux. Néanmoins cette répartition de l'âge des exploitants soulève une grande inquiétude ressentie dans le monde agricole : celle des reprises à moyen terme. La chambre d'agriculture a mis en place le projet Transagri afin d'essayer de trouver des solutions à ce problème et de maintenir l'activité rurale. Ce projet porte sur plusieurs pistes de réflexion : par le biais de rencontres ou encore de témoignages la Chambre d'Agriculture souhaite développer les reprises agricoles hors du cadre familial comme c'est le cas majoritairement aujourd'hui. Elle a organisé pour cela 3 forums dans le Pays Sud Charente. La Chambre d'Agriculture a également mis en place une étude sociologique sur 10 communes tests pour avoir le ressenti des agriculteurs à l'heure actuelle. En parallèle de ces actions un guide a été réalisé afin de promouvoir le territoire tout en expliquant les principales caractéristiques de l'agriculture sud charentaise. A l'heure actuelle aucun résultat n'a pu être observé car ce genre d'opération nécessite beaucoup de temps.

Graphique 7 : Evolution de l'âge des exploitants agricole sur le territoire de la future CC4B



Sources : RGA, Chambre d'agriculture de la Charente.

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

Zoom sur les circuits courts

Les circuits courts ont pour principe d'impliquer un seul voire aucun intermédiaire entre le producteur agricole et le consommateur.

Suite à un entretien avec l'animateur du programme LEADER (Liaisons Entre Action de Développement de l'Economie Rurale) au niveau du Pays Sud Charente et par la conseillère agro-tourisme de la Chambre d'Agriculture, on peut dire que la vente directe est ancrée sur le territoire notamment grâce à la viticulture. Cependant, depuis environ 3 ans, on observe un fort développement de ce type de vente qui peut s'expliquer par une volonté des agriculteurs de se diversifier et d'avoir un complément de revenu. De plus, la demande des consommateurs est de plus en plus importante.

Une étude réalisée en 2009 par la Chambre d'Agriculture avec l'Association de Développement Agricole du Sud Charente (ADASC) en ce qui concerne les circuits courts sur le territoire du Pays Sud Charente. Nous tiendrons compte des données concernant les cantons de Barbezieux, Baignes, Blanzac et Brossac dans la mesure du possible.

Sur le panel des 119 vendeurs directs interrogés appartenant au territoire d'étude pour ce questionnaire, la majorité d'entre eux est située sur le canton de Barbezieux avec 38,7% de vendeurs directs. Viennent ensuite les cantons de Baignes et Blanzac avec respectivement 26,9% et 22,7%. De plus, ces trois cantons sont ceux ayant le plus de vendeurs directs en Pays Sud Charente.

Le canton de Barbezieux est celui qui bénéficie du plus grand nombre de type de produits sur l'ensemble du territoire de la future CC4B (10 types de produits différents). Le territoire du Pays Sud Charente offre un grand nombre de produits en vente directe, ce qui en fait l'un des territoires les plus riches du département en termes de diversité de production.

La viticulture est le principal secteur de vente directe représenté dans la future CC4B : elle couvre 35% des ventes directes sur les cantons de Baignes, Barbezieux et Blanzac. Le canton de Brossac n'est quant à lui pas représentatif de la vente directe sur le territoire de la future CC4B.

Afin de promouvoir ce type de vente, la publicité la plus utilisée reste le bouche à oreille. D'autres moyens de communication sont utilisés : panneaux d'entrée d'exploitation et affiches. Sachant qu'une volonté d'un grand nombre de vendeurs directs interrogés serait de se développer, il serait intéressant de voir dans quelle mesure la communication auprès de la clientèle pourrait se faire afin de permettre le développement de ce type de vente. De plus, la volonté des agriculteurs de se lancer dans ce type de vente étant croissante, il pourrait être intéressant de se demander si la création d'un regroupement pour la vente des produits locaux ne serait pas plus efficace que des points de vente au niveau de chaque exploitation.

1.9. Une offre diversifiée de commerces et de services de proximité

54

FAITS

- Les commerces et services : 32% de l'emploi du territoire.
- Des grandes surfaces de plus en plus présentes.
- Un tissu de commerces et de services de proximité diversifié, concentré dans les chefs lieu de canton et qui se maintient.
- Les activités liées au transport caractéristiques du territoire.

ENJEUX

- Maintenir et accompagner le développement du tissu de commerces et services.
 - Maitriser le développement des surfaces commerciales en développant une stratégie d'urbanisme commercial.
-

Les commerces et les services de proximité du territoire sont présents dans la plupart des communes, cependant, ils sont plus nombreux dans les chefs lieux de canton. En effet, Barbezieux possède près de 40% de l'ensemble des commerces et services de la Communauté de Communes. De plus, cette commune et à moindre mesure celle de Baignes (7%), proposent des offres commerciales plus élargies et notamment ceux de grande distribution.

1.9.1. La répartition des commerces sur le territoire

55

En 2010, le tissu commercial est constitué d'un peu plus de 60% de commerces de détail⁴ composé des grandes surfaces (grande distribution⁵ et commerces de détail de plus de 300 m²), et des commerces de détail (commerce alimentaire et autres commerces de détail). Les commerces automobiles et de réparation de véhicules ont certes quant à eux une part moins importante que celle de la Charente mais les principaux constructeurs automobiles sont présents sur le territoire. Enfin, on remarque que les commerces de gros⁶ occupent une part non négligeable au sein de la future CC4B (28,5% en 2010) qui est légèrement plus importante que celle de la Charente (27,3%). Ceci est dû principalement à l'importance de l'agroalimentaire comme la présence des entreprises SARL Tastet, Etablissements Guenon, Etablissements Piveteau et Fils ou encore Fornel Frères.

⁴ Les entreprises de commerce de détail sont des entreprises qui achètent des produits auprès d'un fournisseur, d'un producteur, d'un importateur ou d'un grossiste et les revendent à l'unité ou en petite quantité à un client dans un magasin, une boutique ou par correspondance.

INSEE

⁵ Les commerces de grande distribution recueillent les entreprises suivantes :

- Les hypermarchés, c'est-à-dire les surfaces commerciales de 2500 m² ou plus réalisant plus d'un tiers de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits alimentaires.
- Les supermarchés, c'est-à-dire les surfaces commerciales comprises entre 400 m² et 2500 m².
- Les hard-discount, c'est-à-dire les commerces à prédominance alimentaire avec des prix en dessous de la moyenne, une petite surface de vente et une variété de produits restreinte.
- Les grands commerces spécialisés correspondant aux commerces de détail en magasin spécialisé qui satisfont au moins l'un des critères :
 - ⇒ Employer 100 salariés ou plus
 - ⇒ Employer 50 salariés ou plus et soit exploiter au moins un magasin de 2500 m² et plus de surface de vente, soit exploiter 10 magasins ou plus.

INSEE

⁶ Le commerce de gros consiste à acheter, entreposer et vendre des marchandises généralement à des détaillants, des utilisateurs professionnels (industriels ou commerciaux) ou des collectivités, voire à d'autres grossistes ou intermédiaires, et ce quelles que soient les quantités vendues.

INSEE

Tableau 18 : Répartition des différents types de commerces de la future CC4B et de la Charente en 2010.

	Future CC4B en 2010	Charente en 2010
Commerce de gros	28,5%	27,3%
Commerce de grande surface	11,0%	8,9%
Commerce alimentaire	11,1%	8,8%
Autres commerces (dont commerces de proximité)	40,4%	40,0%
Commerce automobile et de réparation de véhicules	9,0%	15,0%

Sources : Dispositif ODIL (Outil d'aide au Diagnostic d'Implantation Locale), Schéma de Développement Commercial de Thibault Le Carpentier
Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

56

Sur le territoire, l'effectif salarial des commerces (+36% entre 2005 et 2011) croît plus rapidement que le nombre d'établissements (+16% entre 2005 et 2011). Ce phénomène, déjà observé en 2005, est d'une part dû au développement des commerces de la grande distribution au sein du territoire, avec notamment l'agrandissement de certains locaux comme celui de Leclerc en 2005 ; ou encore à l'occasion de récents changements d'enseignes, comme l'ancien Intermarché de Barbezieux qui a été repris par Carrefour Market, qui ont permis un agrandissement des locaux et une embauche de personnel. D'autre part, ce phénomène est dû au développement des commerces de gros, avec notamment l'exemple de l'entreprise Fornel Frères. Ce secteur est bénéfique pour le territoire du fait qu'il regroupe essentiellement des entreprises ayant de nombreux employés. Le commerce de gros a un nombre important de salariés ce qui est bénéfique pour le territoire.

1.9.2. Des grandes surfaces de plus en plus présentes...

Par la suite, nous traiterons de ce que l'on appelle couramment les grandes surfaces, ce qui correspond selon l'INSEE aux commerces de grande distribution et aux commerces de détail de plus de 300m².

En 2011, 5 commerces de grande distribution se trouvent dans la future CC4B (autant qu'en 2005) : un hypermarché (Leclerc), un supermarché (Carrefour Market) et un hard-discount (Lidl) se situent à Barbezieux, un supermarché (Intermarché) à Touverac et un dernier (Carrefour Market) à Péreuil. Un nouveau magasin de hard-discount (Leader Price) d'une surface de 2720m² ouvrira à Barbezieux d'ici septembre 2011.

Ce secteur a la particularité de regrouper des entreprises qui ont de nombreux employés (effectif salarial moyen de 55,8 en 2010) ce qui est bénéfique pour le territoire.

La surface moyenne pour la future CC4B en commerces de grande distribution allouée pour 1000 habitants est de 461m² (le Leader Price n'étant pas pris en compte), soit le triple de la moyenne française qui est de 127m² pour 1000 habitants en 2007 et soit le double de la moyenne charentaise qui est de 218m² pour 1000 habitants. On peut donc dire que le territoire d'étude est assez bien doté en termes de surface de commerces de grande distribution par habitant et que cette répartition est plus que suffisante.

Parmi les commerces de détail du territoire, on en dénombre 18 dont leur surface est supérieur à 300m². Ces grandes surfaces, proposent des produits diversifiés, du bricolage aux meubles en passant par la jardinerie, et montrent que l'offre commerciale au sein du territoire est assez large.

Tableau 19 : Les grandes surfaces du territoire

	Type de commerce	Nom du commerce	Commune	Année de création	Surface (m ²)	Effectif Salarial
Grande distribution	Hard discount	Leader Price	Barbezieux	Été 2011	2720	
		SNC Lidl	Barbezieux	2001	450	9
	Hypermarché	Leclerc	Barbezieux	1979	4593	140
		Galerie du Leclerc	Barbezieux	1979	400	
	Supermarché	Carrefour Market	Barbezieux	1989	2972	138
		Carrefour Market	Péreuil	2006 (reprise)	850	11
		Intermarché	Touvérac	1989	850	12
Commerces de détail de plus de 300m ²	Bricolage-Quincaillerie	Bricomarché	Barbezieux	1997	2000	13
		Monsieur Bricolage	Barbezieux	1978	3600	7
		Quincaillerie Weldom	Barbezieux		545	
	Galerie commerciale	Sport 2000, Styl'éco, Chauss'prix, Tip Top, Téléphone Store, Leclerc électroménager, Espace Culturel Leclerc	Barbezieux	2010	1200	20
	Jardinerie	Gamm Vert	Baignes	1996	400	2
		Société de motoculture Herriberrie	Barbezieux	1982	500	70
		Gamm Vert	Barbezieux	1997	1200	5
		Etablissement René David	Touvérac	1981	543	9
	Meubles-Décoration	Meubles DIF	Barbezieux	1970	1200	9
		Co Ve Da	Barbezieux	2010		10
	Solderie	Prestige Charentais	St Médard	1999	987	2
	Superette	Spar	Blanzac	1981	425	3

Sources : Répertoire de la CCI, questionnaire « Ressenti économique des entreprises »

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.9.3. ... sur un territoire où demeurent des commerces de proximité

On s'intéresse ici à certains commerces représentatifs du territoire : les boulangeries et les boucheries charcuteries.

1.9.3.1. Un nombre de boulangeries-pâtisseries en baisse

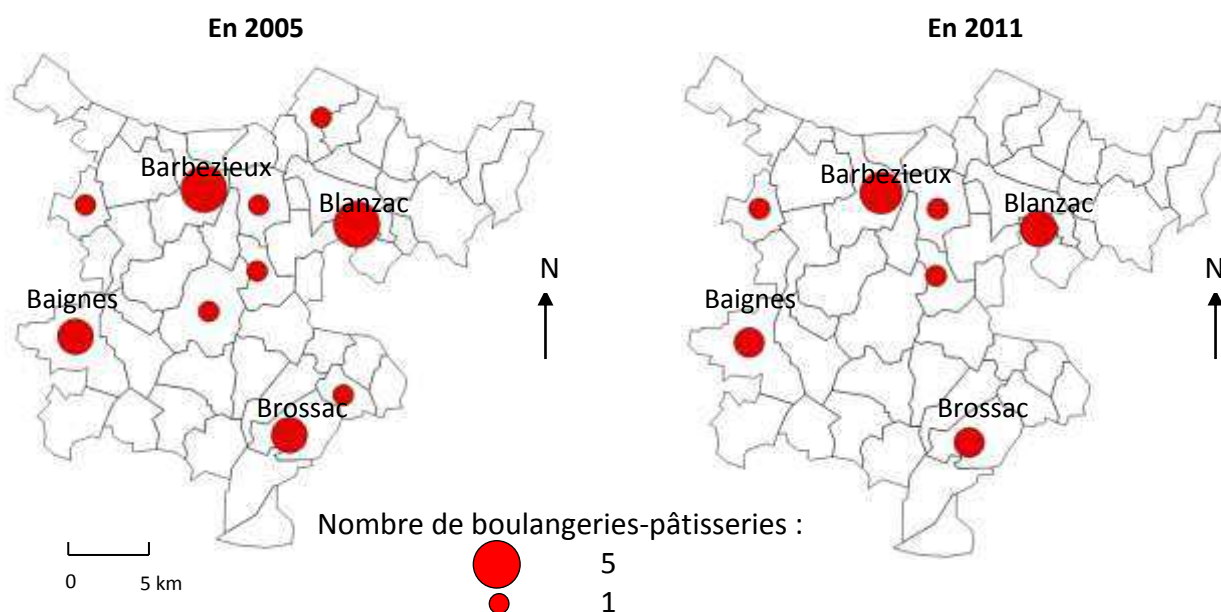
La boulangerie est le commerce le plus présent dans les communes rurales : c'est l'élément moteur de la vie d'une commune.

On compte 6,6 boulangeries pâtisseries pour 10 000 habitants dans la future CC4B ce qui est quasiment similaire à la moyenne départementale (6,8 commerces pour 10 000 habitants d'après le dispositif ODIL (Outil d'aide au Diagnostic d'Implantation Locale)). Cependant, si l'on compare à la moyenne française de 2007 qui est de 8,5 boulangeries-pâtisseries pour 10 000 habitants⁷, on peut voir que la carence de ces commerces est avant tout un problème à l'échelle de la Charente.

Entre 2005 et 2010, le nombre de boulangeries-pâtisseries a diminué de 37% dans la future CC4B. En effet, malgré la création et la reprise de 4 boulangeries-pâtisseries entre 2005 et 2010, 9 ont été radiées, à cause notamment d'un manque de clientèle ou d'un problème de transmission (superficie des locaux non adaptée à l'activité, manque de personnes voulant reprendre une boulangerie...).

Ces commerces disparaissent peu à peu dans les communes moins peuplées, comme le montre les cartes suivantes, ce qui explique qu'ils se trouvent essentiellement dans les chefs lieux de canton. On peut citer récemment les fermetures des boulangeries de Jurignac ou Condéon.

Carte 7 : Répartition des boulangeries-pâtisseries en 2005 et 2011.



Sources : Répertoire de la CCI

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011

⁷ D'après l'INSEE

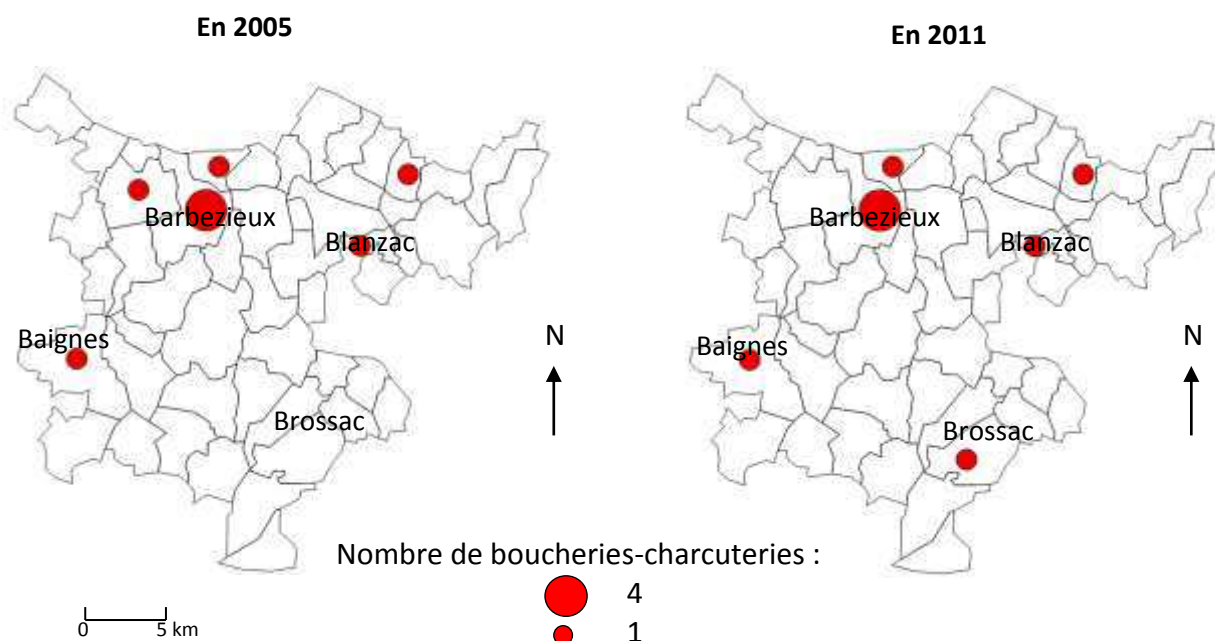
1.9.3.2. Un nombre de boucheries-charcuteries stable

La boucherie charcuterie est aussi un commerce de proximité présent dans les communes rurales. Contrairement aux boulangeries-pâtisseries, le nombre de boucheries charcuteries est resté stable entre 2005 et 2011 sur la future CC4B (au nombre de 9). Ce nombre s'est maintenu du fait d'un équilibre entre le nombre de créations d'entreprises et celui de radiations.

On remarque que le nombre moyen de boucheries-charcuteries de la future CC4B en 2007 (4,2 boucheries-charcuteries pour 10 000 habitants) est similaire à celui de la Charente (3,9 boucheries charcuteries pour 10 000 habitants d'après ODIL). De plus, l'offre est quasiment identique à la moyenne nationale (4,0 pour 10 000 habitants) ce qui montre que la répartition en terme de boucheries-charcuteries suit la tendance nationale et est suffisante.

Néanmoins, on peut noter une inégalité de la répartition de ces commerces au sein du territoire comme le montre les cartes suivantes : ils sont situés essentiellement dans les chefs lieux de canton.

Carte 8 : Répartition des boucheries-charcuteries en 2005 et 2011.



Sources : Répertoire de la CCI

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011

1.9.4. La répartition des services sur le territoire

Pour l'analyse des services, on s'intéressera aux services à la personne (restaurants de type traditionnel et de type rapide, coiffeurs...), et d'autres services représentés du territoire (services de transport et d'entreposage, activités immobilières...). Néanmoins les établissements liés à l'administration publique, à la santé et à l'action sociale ne seront pas traités du fait d'un manque de données au niveau de la Charente.

La répartition au sein de la future CC4B est quasiment similaire à celle de la Charente, hormis pour le secteur des services de transport et d'entreposage. En effet, 14,5% des services de la future CC4B sont des services de transport et d'entreposage contre 7,9% en Charente en 2010 d'après ODIL. Ceci est dû principalement à l'attractivité de la Nationale 10 : en effet, 58,3% de ces services se situent dans le canton de Barbezieux, canton qui bénéficie d'une plus grande proximité à cet axe routier.

Les activités immobilières occupent aussi une part non négligeable au sein du territoire mais, à part Fontenoy Immobilier avec 65 employés en 2011 qui a implanté ses services de gestion à Barbezieux, ce sont des établissements à faible effectif salarial.

Tableau 20 : Répartition des différents types de services de la future CC4B et de la Charente en 2010.

	Future CC4B en 2010	Charente en 2010
<i>Restaurants</i>	17,4%	18,6%
<i>Activités immobilières</i>	8,9%	7,6%
<i>Services de transport et d'entreposage</i>	13,8%	7,9%
<i>Coiffeurs, blanchisseries, salons de beauté</i>	13,1%	14,8%
<i>Autres services</i>	46,9%	51,1%

Sources : dispositif ODIL (Outil d'aide au Diagnostic d'Implantation Locale), Répertoire de la CCI
Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

A contrario des commerces, le nombre d'établissements (+26,9% entre 2005 et 2011) augmente plus rapidement que l'effectif salarial (+3,5% entre 2005 et 2011). Ce phénomène est essentiellement dû à l'existence de petits services de proximité liés à la personne comme les coiffeurs ou les restaurants. Ces secteurs seront étudiés plus en détail par la suite.

1.9.4.1. Des restaurants de plus en plus nombreux

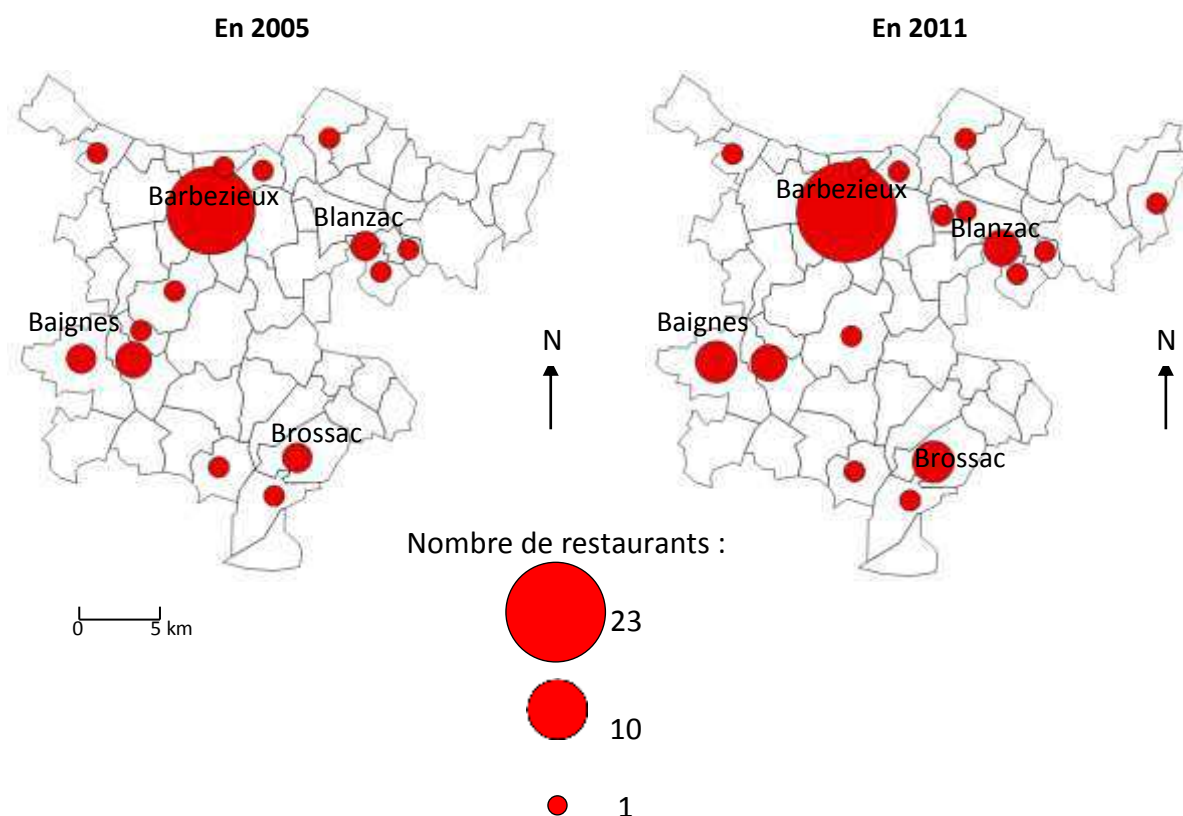
Le nombre de restaurants a augmenté de 32,4% entre 2005 et 2011. On compte 48 restaurants à l'heure actuelle. Cette augmentation est due à la prédominance du nombre de création (27 entre 2005 et 2011) sur le nombre de radiation (15 entre 2005 et 2011). Selon la CMA, cette croissance peut être expliquée par la facilité aujourd'hui de créer un restaurant puisqu'il n'est pas nécessaire d'avoir un niveau d'études spécifique.

Malgré cette forte augmentation entre 2005 et 2011, on remarque que le nombre moyen de restaurants de la future CC4B (21,3 restaurants pour 10 000 habitants), similaire à la moyenne en Charente (20,2 pour 10 000 habitants), est néanmoins en deçà de la moyenne nationale (28,1 pour 10 000 habitants). Ceci est notamment dû au caractère rural du département.

Ces établissements ont la particularité d'avoir un effectif salarial faible mise à part la SAS Even (centre routier) en bordure de la Nationale 10 avec 53 employés. Ces services à la personne ont la particularité d'être réparti de manière homogène sur le territoire.

Carte 9 : Répartition de restaurants en 2005 et 2011

61



Sources : Répertoire de la CCI

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.9.4.2. Une augmentation du nombre de salons de coiffures, de salons esthétiques et de blanchisseries

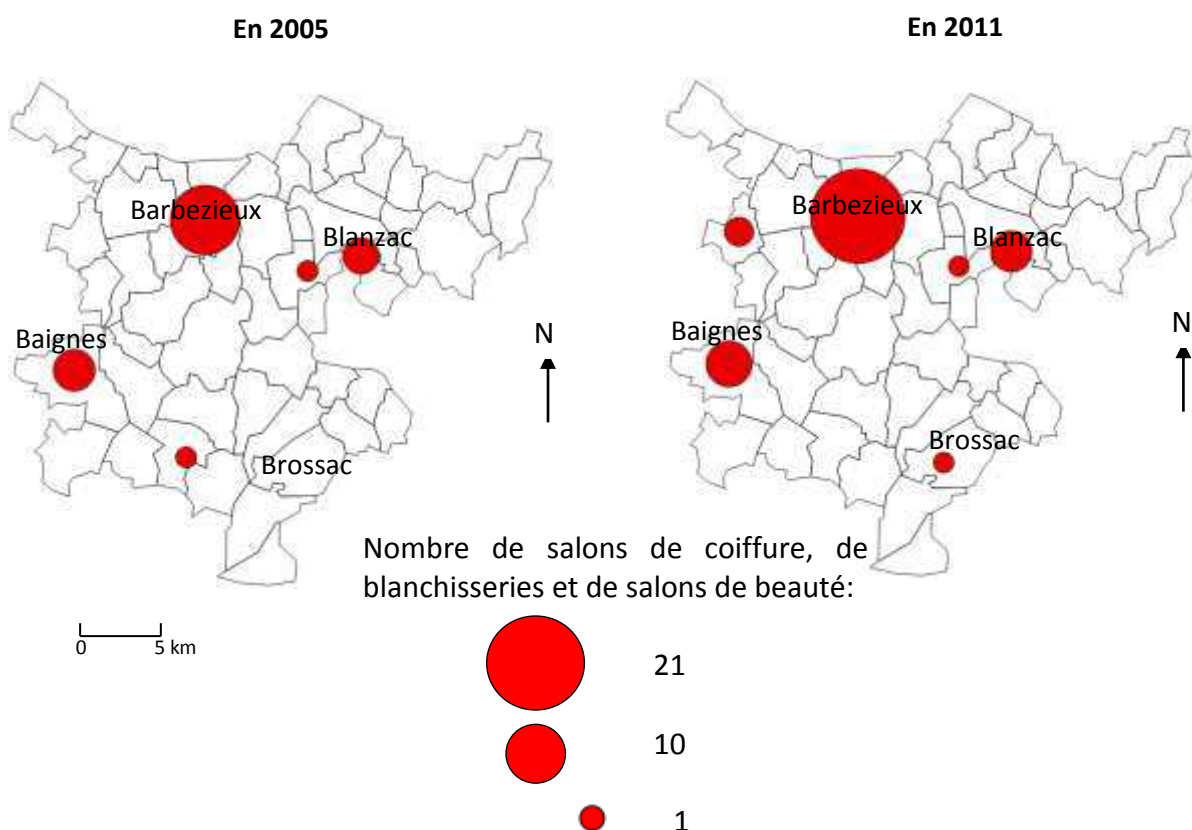
Ces commerces de proximité sont de plus en plus nombreux sur le territoire. En effet, leur nombre a augmenté de 37,5% entre 2005 et 2011 ce qui est expliqué par de nombreuses créations et peu de radiations.

On dénombre 15,7 salons de coiffures, instituts de beauté et blanchisseries pour 10 000 habitants dans la future CC4B ce qui est en dessous de la moyenne départementale (20,8 d'après ODIL). En analysant plus en détail, on remarque que le nombre moyen de coiffeurs dans la future CC4B est plus élevé que la moyenne française (11,8 coiffeurs pour 10 000 habitants dans la future CC4B contre 10,2 pour 10 000 habitants en France) mais plus basse que la moyenne de la Charente (14,5 coiffeurs pour 10 000 habitants). On peut ainsi s'interroger sur la pérennité de ces salons de coiffure à l'avenir.

Le nombre de blanchisseries au sein de la future CC4B, s'avère être moins importants que ceux de la Charente (1,9 blanchisseries pour 10 000 habitants en Charente contre 0,5 pour 10 000 habitants dans la future CC4B d'après ODIL pour les blanchisseries). C'est aussi le cas du nombre de salons de beauté (4,4 salons de beauté pour 10 000 habitants en Charente contre 3,3 pour 10 000 habitants dans la future CC4B d'après ODIL).

Ces services à la personne se retrouvent également dans les centres bourgs des chefs lieux de canton : seuls 2 établissements en 2011 se trouvent dans des communes de moins de 500 habitants. Les cartes suivantes montrent l'évolution de la répartition des coiffeurs, blanchisseries et soins de beauté au sein du territoire d'étude.

Carte 10 : Répartition des salons de coiffure, blanchisseries et salons de beauté en 2005 et 2011.



Sources : Répertoire CCI

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011

1.9.4.3. Les transports, services bien représentés sur le territoire grâce à la RN10

Le territoire de la future CC4B accueille un nombre conséquent d'entreprises lié au domaine des transports du fait de la présence de la RN10 et de la D731. En effet, le territoire recense 27 transporteurs parmi lesquels on peut citer la **SARL NORMANDIN** avec 36 employés, les **TRANSPORTS BERNON** avec 40 employés, les **TRANSPORTS PETIT** avec 30 employés ou encore la **SARL THIERRY CHAUVIN** avec 27 salariés, qui sont des entreprises de transports routiers de fret de proximité ou interurbains.

De plus la ZA de Plaisance est dotée d'entreprises de services à l'entreprise dans le domaine des transports. On compte notamment le centre routier **SAS EVEN** qui emploie 53 salariés et s'est développé essentiellement grâce à la proximité de la RN10, le garage **MECANIC 2000 – COUGNON ALAIN** qui est spécialisé dans la réparation de camions et employant 15 salariés ou encore la station de lavage **VERBOI**.

Tableau 21 : Liste non exhaustive des entreprises de services liées aux transports.

Activité	Raison sociale	Effectif	Commune
Centre routier	SAS Even	53	Barbezieux
Entreposage et stockage non frigorifique	Les séchoirs d'Oriolles	0	Oriolles
Mécanique - Garage automobile	MECANIC 2000 - COUGNON Alain	15	Barbezieux
Station de lavage de camions	VERBOI	0	Barbezieux
Transports routiers de fret de proximité	SARL Normandin	36	Barret
	M Moulinier Jean-Claude	13	Chillac
	FOUCHER Transports SARL	13	Montchaude
	Transport de bois Laurent NADON	10	Barret
	TERRATRANS SARL	10	Chadurie
	CHAIGNAUD Transports	9	Reignac
	SUD CHARENTE Transports	5	Boisbreteau
	CLAVIERE SARL	2	Reignac
	SARL ORITRANS	1	Oriolles
	M BARRET Philippe	0	Barbezieux
	M BOULANGER Daniel	0	Chatignac
	TC EXPRESS	0	St Médard
Transports routiers de fret interurbains	Transports BERNON	40	Barbezieux
	Transports PETIT	39	Barbezieux
	SARL Thierry CHAUVIN	27	St Médard
	Transports Bernard CHAUVIN	20	Lagarde sur le Né
	CHARENTEAISE DE BENNES	14	Barret
	M TRICOIRE Pierre	13	Pérignac
	TRANSPORTS DES GEAIS	8	Aubeville
	SARL Transports Affrètement Professionnel	8	Jurignac
	SARL Saintonge Transcéréales	5	Barret
	SARL VASSELIN	5	Guimps
	ENON Express	2	St Bonnet
	Transports SUD EUROPÉENS - TSE	1	Lamérac
	LALANDE Transports	1	Salles
	Transports GMG	0	Brie
	MAROT Patrick	0	Montchaude

Sources : Répertoire CCI

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.10. L'artisanat, créateur d'entreprises sur le territoire

65

FAITS

- L'artisanat : 9% de l'emploi du territoire.
- Un secteur prédominant : le Bâtiment et Travaux Publics.
- Secteur propice à la création d'entreprises.

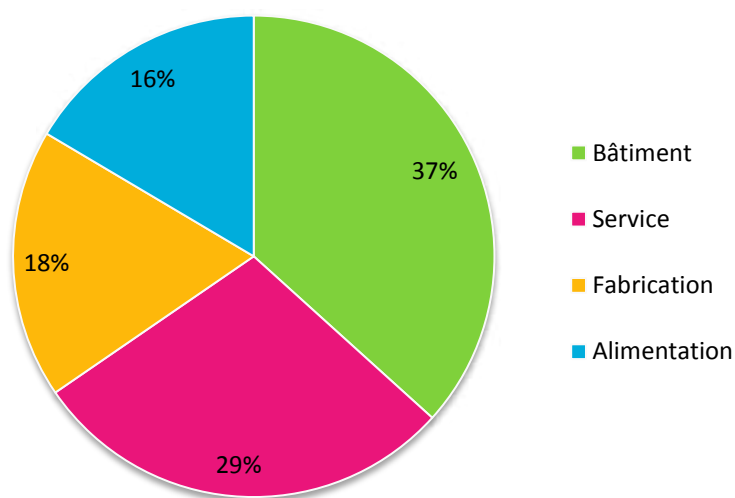
ENJEUX

- Encourager la création et la reprise d'entreprises.

L'artisanat a pour caractéristiques d'être composé d'entreprises employant moins de 10 personnes et relevant des domaines suivants : alimentation, bâtiment, fabrication et services. Afin d'étudier cette partie, l'analyse suivante ne tiendra compte que des entreprises inscrites à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (hors double inscription CCI et CMA).

Sur le territoire de la future CC4B, l'artisanat offre un tissu diversifié de 198 entreprises mais ne représente que 688 emplois. Ce contraste entre un nombre d'entreprises important et une masse salariale faible peut être expliqué par le nombre important d'entreprises individuelles au sein de ce secteur économique. On y retrouve essentiellement des entreprises du bâtiment mais aussi des entreprises liées au domaine des services. On peut noter que cette répartition est en adéquation avec celle observée sur le territoire de la Charente.

Graphique 8 : Répartition des entreprises de l'artisanat dans la future CC4B

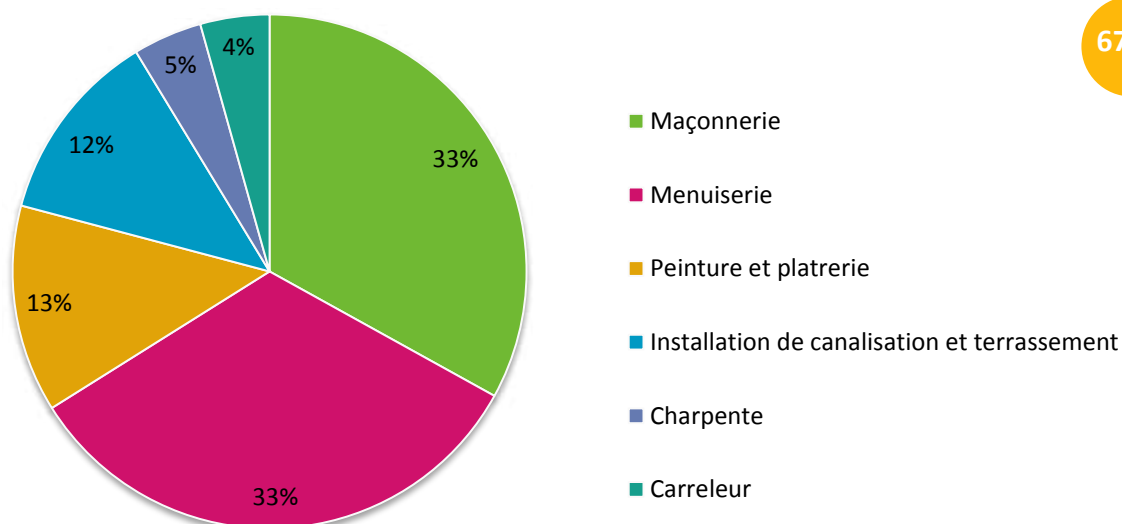


Sources : Extraction répertoire Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Charente
Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.10.1. Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) : un secteur prépondérant de l'artisanat sur le territoire

Avec 37% des entreprises de l'artisanat, le BTP représente le principal secteur de l'artisanat sur le territoire de la future CC4B. Au sein même de ce secteur, les entreprises de maçonnerie et de menuiserie se distinguent avec 33% des entreprises du bâtiment pour chacune d'entre elles.

Graphique 9 : Les entreprises du bâtiment et des travaux publics



67

Sources : Répertoire CMA

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.10.2. La création d'entreprises dans l'artisanat

Depuis ces 4 dernières années, les créations d'entreprises se retrouvent principalement dans le secteur clé de l'artisanat : le bâtiment, qui concentre près de la moitié de la création d'entreprises.

Tableau 22 : La création d'entreprises dans l'artisanat

	Alimentation	Bâtiment	Fabrication	Services
2008	8	10	4	7
2009	4	13	4	9
2010	6	13	7	9
2011	1	6	1	6
TOTAL	19	42	16	31

Sources : Répertoire immatriculation CMA 2011

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

De plus au sein même du domaine du bâtiment les activités du terrassement et de la menuiserie enregistrent les plus fortes créations d'entreprises. En effet, à eux seuls ces deux secteurs comptabilisent plus de 30 % de la création d'entreprises depuis 2008 dans le secteur de l'artisanat.

Tableau 23 : La création d'entreprises artisanales dans le secteur du bâtiment et des travaux publics

	2008	2009	2010	TOTAL
Aménagement et finitions	2	3	3	8
Couverture, plomberie, chauffage	1	0	2	3
Installation électrique	1	1	0	2
Maçonnerie	2	0	0	2
Menuiserie, serrurerie	7	1	3	11
Terrassement	9	5	5	19

Sources : Répertoire immatriculation CMA 2011

Réalisation : Stage de groupe à la CC3B – juillet 2011.

1.11. L'industrie, source d'emplois sur le territoire

FAITS

- L'industrie, porteuse de développement avec les entreprises les plus importantes en terme d'emploi.
- Une cinquantaine d'entreprises regroupant 14% de l'emploi du territoire.
- Un tissu industriel historiquement implanté sur le territoire.
- Une typologie de l'industrie diversifiée : industrie du plastique, industrie agroalimentaire, industrie du bois et du papier.

ENJEUX

- Valoriser le tissu industriel du territoire.
 - Impulser une dynamique de réseau au sein des entreprises du territoire.
 - Attirer de nouvelles entreprises et activités.
-

1.11.1. Historique industriel du territoire de la Communauté de Communes

Le territoire de la future CC4B, bien que rural, a toujours eu un tissu industriel diversifié.

En effet, le sous-sol du canton de Brossac présente un intérêt certain grâce à l'argile kaolinique. Depuis 1950, cette terre blanche intéresse des industries aussi variées que celle du réfractaire, de la céramique sanitaire, de la chimie des engrais, de l'agroalimentaire pour animaux ou de la chimie des caoutchoucs. L'augmentation de la capacité d'extraction du bassin de la Charente, premier bassin argilier français, a permis à l'entreprise **AGS** de se développer à Oriolles pour devenir pendant un temps l'un des principaux employeurs du territoire. Aujourd'hui, le site d'Oriolles n'est plus le site principal de l'entreprise dont le siège social a été déplacé en Charente Maritime.

De plus, des usines agroalimentaires dont l'activité principale n'est pas liée aux ressources locales se sont installées sur le territoire. On peut citer la **SOCIETE NOUVELLE DE SURGELATION DE BARBEZIEUX (SNSB)**, filiale de **NESTLE** qui fabrique des produits surgelés à base de pâte (aujourd'hui **DAVIGEL**), ou les **MOULINS DE SAINT PREUIL**, entreprise du groupe **INTERMARCHE**, installée en 1989 avec la reprise d'un local existant et qui produit du pain surgelé pour la grande distribution.

Des activités se sont développées autour du papier-carton et ont ensuite évolué vers d'autres matières : **AMCOR FLEXIBLES FRANCE**, plus grosse entreprise de la CC3B aujourd'hui filiale d'un groupe australien, est issue d'une imprimerie familiale que son dirigeant M. VENTHENAT a su faire évoluer vers la fabrication de tous les supports souples pour les produits alimentaires. La société **MICHEL NORDLINGER** a aussi connu un bon développement sur son activité de fabrication de bandes de chant en bois, papier et plastique.

Enfin, de nombreuses entreprises sur le territoire font désormais partie de grands groupes d'obédience continentale voire mondiale, comme **DAVIGEL** ou **NORDLINGER** repris aujourd'hui par le groupe portugais **TACON DECOR**, ce qui éloigne les centres de décisions et pourrait être un inconvénient pour le territoire en effet il ne dispose d'aucun levier pour agir en cas de délocalisation ou de fermeture, mais ces grands groupes ont fait pour la plupart de gros investissements sur leurs sites et laisse donc entrevoir un ancrage au territoire.

1.11.2. Présentation du secteur de l'industrie sur le territoire

1.11.2.1. Les entreprises industrielles

Les 53 entreprises industrielles répertoriées sur le territoire emploient 1115 salariés soit 14% de l'emploi de la future CC4B. On peut noter la présence d'entreprises importantes en termes de nombre de salariés, notamment **AMCOR** avec 244 salariés et **DAVIGEL** avec 141 salariés.

La zone industrielle de Plaisance créée par la CC3B entre 1996 et 2000 compte près de 900 emplois, soit près de 11% de l'emploi du territoire. En étudiant plus particulièrement la présence de l'industrie sur cette zone, on remarque que ce secteur représente 77% de l'emploi sur cette zone (soit 651 employés) pour 11 entreprises et que 60% de l'emploi industriel de la future CC4B est localisé sur Plaisance.

Tableau 24 : Les entreprises industrielles du territoire.

Entreprise	Effectif	Activité (Nomenclature des Activités Françaises)	Commune
SA AMCOR FLEXIBLES FRANCE	244	Fabrication de papier et de carton	Barbezieux
SARL/DAVIGEL	141	Fabrication de produits surgelés	Barbezieux
LES MOULINS DE SAINT PREUIL	77	Fabrication industrielle de pain et pâtisserie fraîche	Barbezieux
SA CONSTANTIN	70	Autre imprimerie (labeur)	Barbezieux
S.A.S. GIRAUD CONSTRUCTION	54	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	Barret
TONNELLERIE MERCIER	40	Fabrication d'emballages en bois	Barbezieux
TACON DECOR FRANCE	43	Fabrication de pâte à papier	Barbezieux
PLASTIQUES VENTHENAT	38	Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profils en matières plastiques	Barbezieux
AGS	32	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	Oriolles
ATELIERS M	30	Fabrication d'emballages en bois	Barbezieux
POLY IMPRIM SA	28	Autre imprimerie (labeur)	Touvérac
TACON PLACAGES	21	Fabrication de placages et panneaux de bois	Barbezieux
SOCIETE NOUVELLE DES ETABLISSEMENTS	25	Fabrication d'emballages en bois	Barbezieux
ETABLISSEMENT AUGIER	23	Construction de maisons individuelles	Jurignac
BOISDRON BOUTY	21	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	Barbezieux
COMPAGNONS SAINT JACQUES	17	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	Barbezieux
RTR SUD OUEST	16	Traitement et élimination de déchets dangereux	Oriolles
SARL L M P	15	Travaux de montage de structures métalliques	Barbezieux
BELLY ET FILS MENUISERIE	15	Travaux de menuiserie bois et PVC	Touvérac
NEBOUT VALENTIN	14	Travaux de menuiserie bois et PVC	Barbezieux
SARL BARBEZILIENNE DE TERRASSEMENT	12	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	Barbezieux
DESMORTIER MAISON BOIS	12	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	St Médard
SARL FLEURENT BATIMENT	11	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	Jurignac
BFL	10	Travaux de plâtrerie	Barbezieux
OUEST AMENAGEMENTS	8	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	Baignes
CERITTA SARL	7	Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	Barbezieux
MR HYVERT PIERRETTE	7	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	Barbezieux
SO.GO.BOIS SARL	7	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	Chantillac

GM BOIS	7	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	Oriolles
JEAN-MARIE REYNAUD SAS	6	Fabrication de produits électroniques grand public	Barbezieux
CREA-DENT CONCEPT	6	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire	Barbezieux
TONNELLERIE ERABLE	6	Fabrication d'emballages en bois	Barret
BAUDRY PILOT SARL	6	Construction de maisons individuelles	Chadurie
DOMAINE MUSICAL PETIGNAC	6	Fabrication d'instruments de musique	Jurignac
GARANDEAU BETONS	6	Fabrication de béton prêt à l'emploi	Passirac
GLUMINEAU MENUISERIE	5	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	Condéon
CALCAIRES ET DIORITES DU MOULIN	5	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	Guizengeard
VALCORE	4	Autres activités extractives	Baignes
SARL ENTREPRISE MONTAUBAN ET FILS	3	Construction de maisons individuelles	St Médard
AGS	2	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	Chantillac
CALCAIRES ET DIORITES DU MOULIN	2	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	Passirac
DBR CONSTRUCTIONS	2	Construction de maisons individuelles	Reignac
MME LOUVRIER ISABELLE	1	Fabrication d'autres textiles	Barbezieux
BETON CHANTIERS CHARENTE LIMOUSIN	1	Fabrication de béton prêt à l'emploi	Barbezieux
A M S ACTI MULTI SERVICES	1	Construction d'autres bâtiments	Barbezieux
CONCASSEUR MOBILE DE MATERIAUX	1	Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel	Chadurie
SITA SUD OUEST	1	Collecte des déchets non dangereux	Chatignac
SOFELEC LIMITED	1	Conception d'ensemble et assemblage sur site industriel d'équipements de contrôle des processus	Condéon
SATER	1	Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	Passirac
RENOVATION BRICOLAGE BARBEZIEUX	1	Construction de maisons individuelles	St Bonnet
B A BATIMENT	1	Construction de maisons individuelles	Touvérac

Sources : Répertoire de la CCI

1.11.2.2. Les principaux secteurs d'activités industrielles

Les secteurs prédominants de l'industrie en termes d'emplois sur le territoire sont :

- L'industrie du plastique avec 282 emplois soit 25,3% de l'emploi industriel, 3,6% de l'emploi et des entreprises comme **AMCOR Flexibles** et **PLASTIQUES VENTHENAT** ;
- L'industrie agroalimentaire avec 218 emplois soit 19,5% de l'emploi industriel, 2,8% de l'emploi et des entreprises comme **DAVIGEL** ou **LES MOULINS DE ST PREUIL** ;
- Et l'industrie du bois et du papier avec 183 emplois soit 16,4% de l'emploi industriel, 2,3% de l'emploi et des entreprises comme la **tonnellerie MERCIER** ou **TACON DECOR France**.

73

D'autres secteurs sont également représentés sur le territoire, notamment le domaine de l'imprimerie avec 98 emplois soit 8,8% de l'emploi industriel (1,3% de l'emploi) et des entreprises comme **CONSTANTIN** ou **POLY'IMPRIM** ; les activités de gros œuvre ou de terrassement avec 76 emplois soit 6,8% de l'emploi industriel (1,0% de l'emploi) et des entreprises comme **BOISDRON BOUTY** ou **Les COMPAGNONS DE ST JACQUES** ; la fabrication de structures métalliques avec 69 emplois soit 6,2% de l'emploi (0,9% de l'emploi) et des entreprises comme **GIRAUD CONSTRUCTION** ; ou encore les activités d'extraction avec 46 emplois soit 4,1% de l'emploi industriel (0,6% de l'emploi) et avec des entreprises comme **AGS**.

1.11.2.3. L'évolution des industries sur le territoire

Depuis 2005, on compte sur le territoire 13 créations d'entreprises industrielles (soit 83 nouveaux emplois) et 3 suppressions ou délocalisations hors du territoire de la future CC4B.

Les créations d'entreprises industrielles ont permis la création de 86 emplois (7% de l'emploi industriel en 2011). Les 2 secteurs prédominants dans ces créations d'entreprises industrielles sont le secteur du bâtiment et travaux publics avec 7 entreprises et 37 emplois, et le secteur de l'emballage avec 2 entreprises et 36 emplois.



Tableau 25 : La création d'entreprises industrielles sur le territoire depuis 2005.

Raison sociale	Effectif	Activité
A M S ACTI MULTI SERVICES	1	Construction d'autres bâtiments
RENOVATION BRICOLAGE BARBEZIEUX	1	Constructions de maisons individuelles
ATELIERS M	30	Fabrication d'emballages en bois
CREA-DENT CONCEPT	6	Fabrication de matériel médico-chirurgicale et dentaire
DBR CONSTRUCTIONS	2	Construction de maisons individuelles
B A BATIMENT	1	Construction de maisons individuelles
TONNELLERIE ERABLE	6	Fabrication d'emballages en bois
GARANDEAU BETONS	6	Fabrication de béton prêt à l'emploi
CONCASSEUR MOBILE DE MATERIAUX	1	Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise
SARL FLEURENT BATIMENT	11	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
CLIMEFROID	10	Installation de machines et équipements mécaniques
OUEST AMENAGEMENTS	8	Travaux de terrassement courant et travaux préparatoires
ETANG VALLIER CONSTRUCTION	3	Construction de maisons individuelles

Sources : Répertoire CCI

Réalisation : Stage de groupe à la CCC3B – juillet 2011.

Sur les 3 entreprises qui ne comptent plus parmi les entreprises industrielles de la future CC4B, une a été délocalisée : **LESCURE BOUGON**, 105 emplois dans la fabrication de lait liquides et autres produits frais, déplacée de Brossac vers Claix. Une entreprise industrielle a été quant à elle fermée suite à une liquidation judiciaire : **SAS VICARD** à Barbezieux qui employaient 45 salariés et fabriquait des vêtements et accessoires. Et enfin une entreprise a cessé son activité : **CHARENTE POITOU PALETTE** au Tâtre qui représentait 61 emplois dans la récupération de déchets triés.

1.12. Synthèse des enjeux

Une Communauté de Communes dynamique dans ses domaines de compétence

- Continuer de faire preuve de dynamisme et de réactivité dans le domaine de l'économie ;
- Analyser au mieux les actions à réaliser en priorité pour pallier à l'arrêt de l'augmentation des recettes liées à la taxe professionnelle.

75

Localisation et démographie

- Bénéficier de la proximité de bassins économiques dynamiques.
- Maitriser le marché foncier et limiter un éventuel phénomène d'étalement urbain.
- Maintenir un niveau de services et d'activités actuel suffisant et assurer un niveau futur pour subvenir aux besoins des nouvelles populations (population âgée et ménages arrivants).
- Conserver le caractère agricole du territoire, gage d'activité économique et d'une certaine qualité de vie.
- Analyser les types de population que le territoire a la capacité d'accueillir.

Un mode de déplacement essentiellement routier

- Prévoir une potentielle augmentation de la demande d'implantation d'entreprises sur les ZA du territoire.
- Anticiper le départ de la base de chantier LGV.

Un territoire dont le cadre de vie est adapté à ses populations

- Satisfaire les besoins de santé de la population, et notamment de la population âgée.
- Assurer la continuité et le développement de l'offre de services sur le territoire afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi attirer les cadres des entreprises.
- Réfléchir à la mise en place du très-haut débit afin de permettre le développement des entreprises du territoire.

Un tourisme vert et de passage

- Bénéficier du cadre de vie naturel du territoire afin de développer le tourisme vert et le tourisme de passage.

Un emploi dynamique et diversifié

- Conserver un faible taux de chômage et réduire la part des femmes parmi les chômeurs.
- Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés.
- Assurer le maintien des emplois sur le territoire ainsi qu'une dynamique de création d'emplois.

76

Des établissements scolaires à maintenir et des formations à promouvoir

- Maintenir un tissu homogène d'écoles.
- Promouvoir les formations du territoire.

Un secteur prédominant : l'agriculture

- Conserver un tissu agricole diversifié, signe d'activité rurale.
- Répondre aux inquiétudes liées à la reprise des exploitations.
- Proposer une promotion des circuits courts.

Une offre diversifiée de commerces et de services de proximité

- Maintenir et accompagner le développement du tissu de commerces et services.
 - Maitriser le développement des surfaces commerciales en développant une stratégie d'urbanisme commercial.
-

L'artisanat, créateur d'entreprises sur le territoire

- Encourager la création et la reprise d'entreprises.

L'industrie, source d'emplois sur le territoire

- Valoriser le tissu industriel du territoire.
- Impulser une dynamique de réseau au sein des entreprises du territoire.
- Attirer de nouvelles entreprises et activités.

77

Enfin, de l'analyse des résultats du questionnaire « Ressenti économique des entreprises » a émané un enjeu :

- Améliorer la communication de la Communauté de Communes.

2. Pistes de réflexion



Après avoir réalisé le diagnostic et le questionnaire « Ressenti économique des entreprises », la troisième phase du travail consistait à proposer des pistes d'actions qui pourraient être mise en pratique par la Communauté de Communes.

Elles seront destinées à apporter des bases possibles de travail aux élus afin d'élaborer la future stratégie de développement économique à mettre en place sur le territoire.

Ces différentes pistes d'actions émanent de deux enjeux mis en évidence par le diagnostic mais aussi par les besoins et ressentis économique des chefs d'entreprises identifiés lors de la réalisation du questionnaire.

Ces deux enjeux clés pour le futur développement économique de la Communauté de Communes sont donc :

- Augmenter la communication au sein du territoire, entre la Communauté de Communes et ses habitants, et la promotion du territoire à l'extérieur ;
- Maintenir et développer le tissu économique local.

Chacun de ces enjeux seront présentés par la suite et déclinés sous forme de fiches actions présentant l'action à mener sur le territoire avec une présentation générale de l'action, la justification de sa mise en place pour la Communauté de Communes ainsi que leurs moyens de mise en place. Néanmoins, ces moyens de mises en œuvre sont généralistes c'est-à-dire que ces fiches proposent une manière de mise en place globale, sans entrer dans les détails : coûts financiers notamment et qui reste donc à préciser davantage dans le cas où ces actions seraient reprises par la Communauté de Communes.

2.1. Axe 1 : augmenter la communication au sein du territoire, entre la Communauté de Communes et ses habitants, et la promotion du territoire à l'extérieur

80

Lors de l'enquête « Ressenti économique des entreprises », il est apparu que celles-ci n'étaient peu ou pas au courant des actions, rôles et compétences de la Communauté de Communes. En effet, 55% d'entre elles n'ont pu citer des actions ou compétences et certaines ayant répondu ont affirmé que la Communauté de Communes ne faisait rien sur le territoire ou alors qu'elles n'en étaient pas au courant.

La Communauté de Communes a alors un travail de communication territoriale à effectuer, aussi bien auprès de ses acteurs locaux mais aussi auprès d'acteurs extérieurs. Augmenter la communication au sein d'un territoire et auprès d'acteurs étrangers au territoire c'est augmenter sa promotion, c'est travailler son image. L'image d'un territoire est la représentation qu'il se donne vis-à-vis du public. Elle résulte de la perception par le public d'une multitude d'éléments physiques et immatériels, elle est une image perçue et peut donc être différente de l'image que les acteurs du territoire ont de lui, de l'image émise. L'image d'un territoire lui apporte de la valeur si elle permet de le différencier, valoriser ses composantes, de le repérer parmi les autres territoires. La communication apparaît alors primordiale, mais également le soin et le sens qu'on lui donne.

Pour cet axe de réflexion, il sera proposé diverses actions : le développement du site Internet, une publication plus fréquente du bulletin intercommunal, la création d'une lettre d'informations aux entreprises, le développement du club Entreprendre en Sud Charente, l'édition d'un guide à la création, à la reprise et au développement d'entreprises, la participation à des salons de promotion territoriale et enfin la mise en place de la signalisation matérielle du territoire de la Communauté de Communes.



2.1.1. Axe 1.1. : augmenter la communication de la Communauté de Communes auprès des habitants et des entreprises

Action 1 : Développement du site Internet de la Communauté de Communes

Le site Internet d'un territoire est un ensemble de pages Internet reliées entre elles afin de le présenter. C'est la vitrine du territoire, sa carte de visite. Un site Internet est un moyen efficace, moderne et rapide de faire connaître le territoire à grande échelle en mettant en ligne une documentation accessible à tous.

Le site Internet est aujourd'hui primordial dans la communication quelque soit le sujet traité. En effet, souvent le premier réflexe que l'on peut avoir lorsque l'on entend parler d'un sujet que l'on ne connaît pas, est celui d'aller voir sur Internet afin de trouver des informations.

Le développer c'est améliorer l'image que l'on donne du territoire, c'est coller au plus près des attentes des acteurs du territoire.

Ce moyen de communication s'adresse à tout type de population : les habitants du territoire, les habitants d'autres territoires, les entreprises et acteurs du territoire et les entreprises et acteurs extérieurs au territoire.

Pourquoi réaliser cette action ?

Aujourd'hui, le site de la Communauté de Communes des 3B Sud Charente comprend plusieurs rubriques : « Accueil », « News », « Manifestations culturelles », « Agenda », « Dossiers », « Annonces légales », « Liens » et « Contact ». Ces informations, bien que nécessaires et intéressantes sur le site d'une Communauté de Communes, apparaissent insuffisantes pour les habitants et chefs d'entreprises rencontrés lors de l'enquête « Ressenti économique des entreprises ». En effet, sur de nombreux sites de Communautés de Communes apparaissent des informations concernant l'histoire de leur création, les communes les composant, les associations présentes sur le territoire, les commerces, etc.

Les habitants et chefs d'entreprises attendent de ce site Internet qu'il leur apporte des réponses à leurs questions, et quand on leur demande ce qu'il faudrait sur ce site de nombreuses propositions sont faites : la mise en ligne d'une liste des commerces et entreprises du territoire, l'exposition des rôles et compétences de la Communauté de Communes, la mise en ligne des documents d'urbanisme, ...

Un tel site Internet permettrait à la Communauté de Communes d'augmenter sa communication et sa visibilité auprès de ses habitants mais aussi de personnes extérieures au territoire. Il serait la preuve d'un dynamisme du territoire et de la Communauté de Communes.

Aux vues des populations étrangères qui viennent s'installer sur le territoire, notamment anglophones, il pourrait être judicieux de prévoir une version du site en anglais afin de rendre plus attractif le territoire à ces personnes mais également de faciliter leur intégration en leur fournissant de manière plus accessible les informations dont ils ont besoin.

Comment la réaliser ?

Le tableau qui va suivre est une proposition d'un plan de site, avec ses différentes rubriques et pages, que pourrait être celui de la Communauté de Communes, ainsi que les informations et documents qu'il faudrait créer et mettre à jour régulièrement. Ce plan s'inspire de celui du site actuel de la CC3B, www.cdc3b.com, et de ceux de deux autres sites de Communauté de Communes : celui de la Communauté de Communes des Portes d'Auvergne (43), www.cc-portes-auvergne.fr, et celui de la Communauté de Communes du Pays d'Evron (53), www.cc-pays-evron.fr.

La dernière colonne présente la fréquence de mise à jour qu'il faudrait respecter selon un code couleur : rouge pour une information à mettre à jour toutes les semaines, orange tous les mois voire tous les deux mois, jaune tous les 6 mois voire tous les ans, gris clair à mettre à jour en cas de changement (d'équipe, de personnel) et gris foncé qui ne nécessite pas de mise à jour.

Tableau 26 : Proposition d'un plan de site

Rubrique	Informations	MAJ
Actualités		
A la une	Faits d'actualité du territoire (ex: inauguration, évènement, ...)	
A venir	Agenda de la communauté de communes : conseils communautaires, ...	
Archives	Anciennes actions, anciens faits d'actualité, ...	
La Communauté de Communes		
L'établissement public		
Histoire	Les grandes étapes de la création de la Communauté de Communes.	
Le territoire	Situation géographique, accessibilité, ...	
Présentation	Définition d'une Communauté de Communes et cartographie.	
Compétences	Description des compétences obligatoires et optionnelles.	
Commissions	Présentation des différentes commissions de l'établissement.	
Compte rendus	Différents compte rendus des commissions et conseils communautaires.	
Marchés publics	Consultation des appels d'offre de la Communauté de Communes (en cours et passés) mais aussi des communes.	
Projets et actions		
Projets	Listing des projets.	
Actions	Listing des actions en cours ou réalisées.	
Les communes		
Fiches commune	Une fiche par commune qui présenterait sa localisation, sa démographie, sa superficie, ses atouts (rubrique "à découvrir"), les horaires d'ouverture de sa mairie, le nom du maire, les services présents dans la commune, le site internet éventuel, les documents d'urbanisme, ...	
Informations pratiques		
Les services	Description de l'organigramme de la Communauté de Communes, présentation des différents services et de leurs rôles.	

Fiches services	Une fiche par service qui présente ses employés, ses actions et les personnes à joindre.	
Contact	Adresse, mail, téléphone, fax et horaires d'ouverture de la Communauté de Communes.	
Vie pratique		
Les commerçants	Ces rubriques présentent une liste des acteurs économique de la vie locale du territoire, ces listes pourraient être réalisées après un recensement.	
Les artisans		
La restauration		
L'hébergement		
Vie sociale		
La santé	Liste des services de santé (médecins, ambulanciers, ADMR, ...).	
L'enfance	Liste des services en relation avec l'enfance (associations de parents d'élèves, écoles, relais d'assistante maternelle, ...)	
Autres	Liste des autres services et organisations du territoire (aide à la personne, association caritatives, manifestations, ...)	
Culture, Sports et Loisirs		
Infrastructures communautaires	Présentation des infrastructures gérées par la Communauté de Communes (piscines, centre équestres, ...).	
Le tourisme	Présentation des atouts touristiques du territoire et de la région.	
Les associations	Liste des associations culturelles, sportives et de loisirs du territoire.	

Pour cette action il faudrait recenser l'ensemble des acteurs de la vie du territoire, les commerçants, les artisans, les associations ou encore les écoles. La Communauté de Communes pourra alors choisir des critères pour sélectionner les différents acteurs à prendre en compte ou non et également le mode opératoire du recensement.

La création d'un nouveau site ou la refonte du site actuel pourrait nécessiter le recours à un webmaster, la mise à jour du site nécessiterait quant à elle la nomination de quelqu'un en tant qu'administrateur du site et responsable des mises à jour. Une personne ayant des notions en anglais pourrait effectuer la traduction du site en anglais.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Améliorer la communication de la Communauté de Communes ;
- Promouvoir les formations du territoire.

Action 2 : Publication d'un bulletin intercommunal plus fréquent et plus proche des acteurs économiques

Un bulletin intercommunal, ou journal intercommunal, est un fascicule qui paraît de manière régulière et qui a pour but de présenter à la population les actions et bilans d'une Communauté de Communes.

Le bulletin intercommunal de la CC3B « Info 3B » paraît tous les ans et comprend différentes rubriques récurrentes ou non suivant les années : « Finances » (présentation du budget), « Economie - Emploi » (présentation des actions en matière d'économie et d'aide à l'emploi), « Tourisme - Environnement » (présentation des différents lieux touristiques du territoire et des actions de la CC3B), « Enfance – Jeunesse » (présentation des divers actions et événements), « Sports – Loisirs », « Aide au logement », « Culture » ou encore « Bloc Notes » (agenda, calendrier et contacts utiles).

Chaque rubrique présente les actions de la Communauté de Communes sur le territoire dans le domaine présenté et est illustrée par des photos, des diagrammes ou des interviews.

Ce document s'adresse à l'ensemble de la population du territoire, et des autres territoires s'il est diffusé à l'extérieur de celui-ci.

Pourquoi réaliser cette action ?

Le bulletin intercommunal permet à la Communauté de Communes de communiquer auprès de ses citoyens les actions qu'elle a réalisées pendant un laps de temps prédéfini, actuellement un an. Il est un levier efficace pour faire passer un message, donner une image dynamique de la collectivité. En effet, celui-ci arrivant directement dans la boîte aux lettres de l'habitant, il est la première source d'informations dont celui-ci dispose. Il est ici proposé de le publier de façon plus fréquente, soit tous les six mois, afin d'être encore plus proche de la population et d'éclairer les rôles, actions et compétences de la Communauté de Communes.

Il est apparu lors de l'enquête « Ressenti économique des entreprises » que les chefs d'entreprise n'avaient pas tous la même connaissance des actions réalisées sur le territoire et qu'ils souhaiteraient être inclus dans la politique de communication économique du territoire. Le bulletin pourrait être un moyen de répondre à leurs attentes.

Comment la réaliser ?

Pour ce qui est de l'action économique il pourrait être intéressant de réaliser des zoom sur certains secteurs porteurs du territoire en incluant dans ce bulletin intercommunal des interviews et interventions d'acteurs de l'économie du territoire : des chefs d'entreprises, des représentants de syndicats professionnels, des personnes ressources du

territoire (le Pays Sud Charente, Charente Développement, ...) ou encore des commerçants et artisans, afin de faire part aux citoyens de l'actualité économique du territoire.

Cette rubrique permettrait aussi de faire connaître aux habitants le tissu économique de leur territoire et ainsi inclure le tissu économique dans la politique de communication du territoire.

Il pourrait être également intéressant, à la demande des commerces et entreprises du territoire, de publier fréquemment, une fois par an par exemple, la liste des commerces, artisans et principales entreprises du territoire afin de promouvoir leur activité au sein même de la Communauté de Communes (cette liste pourrait être la même que celle publiée sur le site internet de la Communauté de Communes).

Enfin, il pourrait être intéressant de le mettre en ligne en format PDF sur le site de la Communauté de Communes comme le font déjà certaines Communautés de Communes, celle de la Porte du Sundgau (68) par exemple⁸.

Les moyens à mettre en œuvre pour la publication en elle-même ne sont pas différents de ceux déjà mis en œuvre pour l'actuel bulletin intercommunautaire. Les valeurs ajoutées à l'actuel bulletin sont une fréquence plus grande, de nouveaux types d'informations, la mise en ligne sur le site internet de la Communauté de Communes.

Les listes d'acteurs économiques (entreprises, commerçants, artisans, ...) éditées pour le site internet pourront être réutilisées ici telles quelles.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Améliorer la communication de la Communauté de Communes.

⁸ Site Internet de la Communauté de Communes de la Porte de Sundgau, rubrique « Publication », <http://www.portedusundgau.fr/publications.htm>

Action 3 : Rédaction d'une lettre d'informations économiques aux entreprises annuelle

La lettre d'informations économiques aux entreprises serait une brochure envoyée aux différentes entreprises du territoire de façon annuelle et qui regrouperait des informations diverses sur les actions effectuées par la Communauté de Communes dans le cadre de sa compétence économie, sur le tissu économique du territoire, par exemple les nouvelles entreprises, etc. Cette lettre pourrait également contenir des focus sur certains secteurs clé du territoire et ainsi présenter des interviews d'acteurs précis du tissu économique, des chefs d'entreprises, des commerçants ou artisans, ou encore de personnes actrices dans le domaine du développement économique comme les personnes chargées de l'économie à la Communauté de Communes, au Pays Sud Charente, des représentants de Charente Développement ou même des responsables de Pôle Emploi. Des informations pratiques pourraient également être présentes dans ce document : contacts utiles, informations sur les aides, sur les infrastructures du territoire, ...

86

Pourquoi réaliser cette action ?

Cette lettre serait un moyen d'impliquer les chefs d'entreprises dans la vie économique de la Communauté de Communes et ainsi continuer le travail du questionnaire : montrer aux entreprises du territoire que l'on s'intéresse à elle et qu'elles font partie du développement du territoire. Elle viserait à tenir informés les chefs d'entreprises et à les rendre partie prenante de l'action de la Communauté de Communes sur le territoire.

Comment la réaliser ?

Pour la réalisation de cette lettre, il faudrait choisir annuellement les secteurs d'activités, informations et actions à mettre en avant auprès des entreprises. Il faudrait ensuite en conséquence réaliser les interviews et articles.

Il pourrait également être intéressant de publier cette lettre en format PDF sur le site internet de la Communauté de Communes afin de montrer à toute personne s'intéressant au territoire que la collectivité est dynamique, s'implique dans la vie économique mais également pour présenter les secteurs et entreprises du territoire.

Certaines Communautés de Communes rédigent déjà une lettre d'informations économiques aux entreprises comme la Communauté de Communes de Montesquieu (33) qui la met en ligne sur son site internet, rubrique « Lettre d'informations », <http://www.cc-montesquieu.fr>.

Cette lettre aux entreprises comprend un édito du président de la Communauté de Communes, des rencontres et portraits de chefs d'entreprise, des témoignages d'acteurs économiques, des informations sur les événements à caractère économique du territoire ou encore la présentation des actions économiques de la Communauté de Communes.

Les moyens à mettre en œuvre pour cette action sont peu différents de ceux qui sont déjà mis en œuvre pour le bulletin intercommunautaire et sont majoritairement d'ordre humain.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION:

- Améliorer la communication de la Communauté de Communes.

Action 4 : Animation et développement du club d'entreprises « Entreprendre en Sud Charente »

Un réseau d'entreprises est un système de diverses entités (entreprises) interagissant entre elles. Elles présentent des configurations et des situations variables constituant un maillage de relations entre elles. Ce n'est pas un simple groupe d'individus ou une équipe de projet.

Ce type de réseau est formé dans le but d'organiser des rencontres, de permettre des échanges et de réfléchir aux problèmes des uns et des autres afin de conserver la bonne santé et d'encourager le développement du tissu économique du territoire. La mise en commun de chacune des visions du territoire que peuvent avoir les chefs d'entreprises permet d'obtenir une vision d'ensemble du tissu économique et ceci afin de :

- Repérer les manques éventuels ;
- Organiser des activités à mettre en œuvre ;
- Identifier les ressources à mobiliser ;
- Suivre l'évolution des actions ;
- Recueillir et diffuser l'information.

Afin de coordonner les actions et réflexions du réseau d'entreprises, il est nécessaire d'avoir un animateur dont le rôle est avant tout d'assurer le dynamisme du réseau d'entreprises en donnant envie à ses membres de s'investir et d'être coproductifs. De plus, l'animateur doit pouvoir aller vers les entrepreneurs extérieurs afin de pouvoir mobiliser de nouveaux acteurs pour enrichir le réseau. Il doit également repérer et dialoguer avec les membres pouvant ralentir les initiatives du réseau dans le but d'assurer sa synergie. Enfin, l'animateur doit faire en sorte d'éviter l'obtention d'avantages ou faveurs au détriment des autres membres.

En ce qui concerne le réseau en lui-même, l'animateur est chargé de :

- Gérer l'information du réseau ;
- Représenter le réseau ;
- Valoriser le travail du réseau ;
- Fédérer autour d'intérêts commun ;
- Favoriser les échanges, la convivialité, le plaisir, ... ;
- Donner l'occasion au réseau de fonctionner (si un membre se pose une question, il faut la poser au réseau) ;
- Développer le réseau ;
- Entretenir les valeurs, montrer l'exemple.

Aujourd'hui le club d'entreprises « Entreprendre en Sud Charente » existant au sein de la Communauté de Communes regroupe près de 60 entreprises et est le lieu de réunions mensuelles abordant un thème particulier lié par exemple aux conditions de travail. Il organise également des événements tels que des visites d'entreprises, des rallyes d'entreprises, Il est aussi engagé dans des projets divers comme un groupe de travail sur les déchets ou la formation, la participation à un forum des métiers, le partenariat avec la Mission Locale, ... Le rôle d'animateur du réseau est assuré par Sylvie COT, chargée de mission économie au sein de la Communauté de Communes.

Pourquoi réaliser cette action ?

Une synergie plus importante peut être porteuse de développement pour le monde économique du territoire. Pour être fructueuse, elle doit pouvoir concerner un maximum d'acteurs économiques, soit les entrepreneurs comme les élus de la future CC4B. En effet, les élus n'ayant pas toujours une vision proche de ce qui se passe concrètement dans le monde de l'entreprise, le point de vue des chefs d'entreprises peut être important dans les prises de décision économiques concernant les politiques du territoire. A l'inverse, les entrepreneurs ne peuvent pas influencer sur leur développement sans les compétences de décisions des élus. Une mise en commun des avis et expériences est donc nécessaire si on souhaite avoir une politique économique efficace et en accord avec ce qu'il se passe sur le territoire.

Suite à l'enquête effectuée auprès des chefs d'entreprises du territoire, cette dynamique est d'autant plus importante que 51,7% des chefs d'entreprises du territoire de la Communauté de Communes font partie d'un réseau interprofessionnel. Ceux-ci attendent avant tout de la communication, que cela soit avec d'autres professionnels du même secteur d'activité ou non, et de l'animation comme des actions collectives ou des événements par exemple.

Comment la réaliser ?

En plus des réunions organisées actuellement tous les mois, des réunions plus conséquentes une à deux fois par an rassemblant élus et entrepreneurs autour d'un thème bien particulier pourraient être fructueuses. La présence de partenaires tels que la CCI ou la CMA pourrait également être intéressante afin d'enrichir les discussions.

Ainsi, il serait bon d'organiser des conférences : une intervention d'une trentaine de minutes d'un acteur économique tel qu'un chef d'entreprise ou un élu répondant au thème de l'ordre du jour et exposant son expérience sur la question suivie d'un débat et/ou discussion avec amuse-bouches et boissons par exemple. Cela peut permettre d'installer un climat de convivialité qui peut être propice aux échanges, notamment si la réunion est programmée en fin de journée. Une organisation préalable est à effectuer, considérant les possibles disponibilités des chefs d'entreprises afin de s'assurer de leur présence, prévoir à l'avance les invitations et le lieu de la rencontre, le thème abordé lors de la conférence, ... Pour ce type de rencontre, il faudrait veiller à soigner le choix des ordres du jour de façon à ce qu'ils soient intéressants pour la majorité des entrepreneurs ou alors qu'ils soient sujets à débat et discussions, même s'ils ne concernent qu'une minorité d'entreprises, afin de faire avancer les points de vue et actions et d'assurer une bonne fréquentation à ces réunions. On peut retrouver des exemples de comptes rendus de réunions sur www.club-entrepreneurs-medoc.com dans la rubrique CR et Thèmes par exemple.

L'important reste de conserver un temps de discussion libre entre les acteurs afin qu'ils puissent faire part de leurs réactions et de leurs opinions.

Il a été observé que nombreux sont les membres n'allant pas aux diverses réunions, notamment par manque de temps. Il ne faut cependant pas négliger que les différents membres du club ont leurs propres enjeux, il est donc nécessaire de faire converger au moins une partie des enjeux individuels dans l'enjeu global du club, ce qui permettra alors d'obtenir une participation plus constructive des membres. Ainsi, même si certaines problématiques ne concernent pas tous les membres, le fait de les aborder permettrait de pouvoir répondre à un problème réel observé chez certaines entreprises.

Bien que le rôle de l'animateur soit d'insuffler une certaine dynamique et de proposer des idées pour faire fonctionner le club, il faudrait que les invitations aux rencontres viennent du club lui-même. Cette initiative de la part du club montrerait son véritable entrain à apporter sa pierre à l'édifice dans le milieu économique du territoire.

A une échelle différente, le développement du club peut également passer par la mise en place par les membres du club d'un blog sur les secteurs clefs de l'économie du territoire et ceci dans le but de favoriser les échanges et la promotion du territoire dans le monde entrepreneurial via Internet. Ce blog serait conçu pour le grand public à qui il permettrait de publier des interviews d'entrepreneurs ou encore de faire partager des passions individuelles⁹. Ce blog peut présenter d'autres informations comme l'historique des réunions et des photos de réception par exemple comme c'est le cas pour ces blogs d'entreprises : www.developpement-economique91.fr , www.club-entrepreneurs-medoc.com . Pour des raisons de facilités et de connaissances du réseau, l'animateur serait le mieux placé pour assurer la mise en ligne des informations et leur actualisation.

Ce développement et cette dynamisation du club sont destinés aux chefs d'entreprises composant le club ainsi qu'aux élus car ce sont eux qui prendront les décisions en ce qui concerne le développement économique du territoire. Ainsi, leur communiquer le bilan des réunions du club d'entreprises peut leur apporter des éléments sur les réflexions actuelles des chefs d'entreprises et peut également aider à la compréhension du territoire. Il faut inclure autant que possible les différents partenaires du monde économique comme les chambres consulaires, le Pays Sud Charente, etc. car ils sont également sources d'informations précieuses pouvant être utiles lors de prises de décisions. Le dialogue peut aussi se faire avec des chefs d'entreprises extérieurs au territoire car leurs avis et expériences peuvent aussi enrichir les réflexions menées au sein de la future CC4B.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Impulser une dynamique de réseau au sein des entreprises du territoire.

⁹ *Le guide permanent du développeur économique* - Partie 4 - Animation économique, réseaux d'acteurs, opérations collectives / Chapitre VI - C-D

Action 5 : Publication d'un guide à la création, à la reprise et au développement d'entreprises

Un guide à la création et reprise d'entreprises est un document explicatif destiné aux porteurs de projet de reprise ou création d'entreprises. Il montre la démarche à suivre pas à pas afin de mener à bien son projet.

Il peut répertorier :

- Les étapes clefs de la création ou de la reprise d'entreprises (de l'idée même du projet jusqu'à sa concrétisation en passant par le dossier prévisionnel et les formalités) ;
- Un carnet d'adresses / annuaire des personnes à contacter sur le territoire (contact avec les chambres consulaires, la Communauté de Communes, le Pays Sud Charente, ...) ;
- Une présentation des différents outils d'aide à la création d'entreprise (aides financières, concours, ...) ;
- Un glossaire explicatif des différents termes spécifiques à connaître quand on souhaite créer son entreprise (explications des sigles CCI, ANPE, ...) ;
- Un récapitulatif des aspects juridiques, sociaux et fiscaux de la création ou de la reprise (définition du statut, ...) ;
- Des références pour des compléments d'informations avec une webographie et une bibliographie (site Internet comme www.guidedelacreationdentreprise.com, des ouvrages comme Créer ou reprendre une entreprise, APCE, Éd. d'Organisation, ...) ;
- Articles ou témoignages de création (ou reprise) d'entreprise.

Ce document pourrait avoir des rubriques spécialisées afin d'adapter la démarche de création d'entreprise (ou de reprise) en fonction du type d'entreprise concerné (agriculture, commerce, etc.).

Par ailleurs, beaucoup d'informations sont disponibles sur Internet, notamment via le site www.guidedelacreationdentreprise.com, qui propose des liens utiles et mets à disposition des documents complets.

Pourquoi réaliser cette action ?

Le but ici est de réaliser un guide d'accompagnement dans le processus de création et de reprise d'entreprises qui correspond au territoire afin de rendre ces démarches plus simples.

Suite à la réalisation du questionnaire « Ressenti des entreprises », nous avons pu constater que parmi les actions les plus attendues de la part de la Communauté de Communes se trouvaient celles relatives à l'information. Parmi ces actions citées par les chefs d'entreprise, la moitié sont des demandes de renseignements sur la création, la reprise et le développement d'entreprises.

En effet, certains chefs d'entreprises soulignent ne pas avoir su quels étaient leurs droits ou vers quel organisme se tourner lorsqu'ils avaient des demandes particulières quant aux procédures administratives ou financières.

La question abordant les attentes vis-à-vis des chambres consulaires fait également apparaître le manque d'informations quant à la création d'entreprises. Cette enquête montre que la création d'un guide d'aide à la création et reprise d'entreprises est une action très attendue auprès des acteurs économiques.

Par ailleurs, il a été cité plusieurs fois les bienfaits qu'apporterait la création d'un guide pratique sur la création d'entreprises : ceci faciliterait les démarches et encouragerait de jeunes porteurs de projets à concrétiser leurs initiatives.

Ce guide serait destiné à tous ceux qui désirent créer une entreprise ou reprendre une activité entrepreneuriale et ceci quelque soit le point de départ du projet.

Comment la réaliser ?

La création d'un guide à la création ou à la reprise serait le résultat d'un travail coopératif réalisé en amont qui permettrait d'alléger les démarches de création et de reprise d'entreprises pour tous ceux qui ignore la marche à suivre.

Une ou plusieurs réunions de travail pourraient être faites avec les acteurs économiques présents sur le territoire et ayant pour rôle d'accompagner les porteurs de projets afin d'obtenir un bilan des procédures existantes : cela concernerait donc la CCI, la CMA, la Chambre d'Agriculture, le Pays Sud Charente, Pôle Emploi,

Ce document pourrait avoir des rubriques spécialisées afin d'adapter la démarche de création d'entreprises (ou de reprise) en fonction du type d'entreprise concerné notamment celles les plus représentées sur le territoire (agriculture, commerce, etc.).

Par la suite, ce guide pourrait être disponible au niveau des accueils des structures partenaires à son élaboration, les structures communales et mis en ligne sur le site Internet de la Communauté de Communes. Il pourrait également être fourni durant les demi-journées d'information collective qui ont lieu tous les mardis matin dans les locaux de la CCI à Angoulême.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Maintenir un niveau de services et d'activités actuel et assurer un niveau futur pour subvenir aux besoins des nouvelles populations ;
- Assurer la continuité et le développement de l'offre de services sur le territoire afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi attirer les cadres des entreprises ;
- Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés ;
- Maintenir et accompagner le développement des entreprises du territoire ;
- Encourager la création et la reprise d'entreprises.

2.1.2. Axe 1.2. : promouvoir le territoire de la Communauté de Communes auprès de populations et d'entrepreneurs étrangers

Action 6 : Participation à des salons extérieurs de promotion territoriale

Les salons pour la promotion du territoire sont des lieux de rencontres et d'échanges entre représentants de différents territoires afin de promouvoir leurs atouts, discuter sur les expériences et les projets développés, les différentes difficultés rencontrées, ...

Ces salons sont généralement organisés autour de thématiques et rassemblent des territoires voulant faire connaître leurs particularités dans des domaines bien précis (comme Emball'Ouest, le salon de l'emballage du Grand Ouest ou encore Agroprocess, un salon qui se tient chaque année à Lille et qui rassemble des fournisseurs des industries agroalimentaires). La participation à ce type de salon peut être effectuée soit par des élus qui veulent faire connaître leur territoire, soit par des professionnels souhaitant promouvoir leurs activités auprès d'un large public.

93

Pourquoi réaliser cette action ?

Suite à la réalisation du questionnaire « Ressenti des entreprises », il est apparu que d'après les entrepreneurs locaux, la promotion du territoire et la communication sont les seconds leviers pouvant permettre l'attractivité du territoire.

De plus, le développement des activités présentes ne peut se faire sans une réelle visibilité du territoire. Il faut donc promouvoir ses atouts et attirer de nouveaux acteurs.

Ces salons peuvent être également source d'inspiration et d'innovation pour les secteurs d'activités représentés. Ainsi, cela peut apporter de nouvelles connaissances au sein du territoire, ce qui peut favoriser son développement économique.

Ces salons sont destinés à tout public, que cela soit des particuliers curieux d'en apprendre plus ou de découvrir ce qui existe dans le territoire, des professionnels avides d'enrichir leurs connaissances dans des secteurs bien particuliers, des associations, des communes, etc.... Le but de ces salons est de faire connaître le territoire de façon large et sous tous les angles possibles, que cela soit en termes de territoire ou en termes de secteurs d'activités par le biais d'échanges et de prises de contacts.

Comment la réaliser ?

Tout d'abord, il faut repérer les salons susceptibles de pouvoir accueillir les représentants du territoire afin de mettre en valeur ses atouts caractéristiques (comme par exemple www.emballageweb.com sur le domaine de l'emballage ou encore www.agrojob.com abordant le domaine de l'agroalimentaire). Par la suite, il faut prendre contact avec l'organisme organisateur du salon afin de voir les modalités d'inscription. Il est primordial par ailleurs de préparer les animations, les brochures et les produits dérivés afin de promouvoir le territoire de façon optimale. Il convient ensuite de tenir compte des frais de déplacement et d'hébergement si le salon se situe loin du territoire.

La présentation des territoires au sein de ce genre de salons peut également inclure une description de l'offre de formation existante.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés ;
- Promouvoir les formations du territoire ;
- Valoriser le tissu industriel du territoire.

Action 7 : Mise en place d'une signalétique indiquant le territoire de la Communauté de Communes

Les panneaux de signalisation indiquant l'entrée au sein de la Communauté de Communes sont des indicateurs de l'appartenance des communes à la collectivité.

La photo suivante présente un exemple de panneaux de signalisation installés dans la Communauté de Communes des Trois Rivières dans les Côtes d'Armor (22) qui pourraient être repris ici.

Image 1 : Exemple de signalisation de territoire



Sources : Communauté de Communes des Trois Rivières, Côtes d'Armor (22)

Pourquoi réaliser cette action ?

La question de la promotion du territoire a été abordée dans le questionnaire soumis aux entreprises du territoire : elle apparaît comme étant le second moyen pouvant permettre l'attractivité du territoire.

Les entrées de villes sont le premier contact entre la population et la commune (ou ici, l'intercommunalité) : cette signalétique permettrait de faire connaître l'existence de la Communauté de Communes ainsi que les communes qu'elle regroupe. De plus, l'aspect esthétique de cette signalétique peut être développé (par l'utilisation d'une arche par exemple), ce qui pourrait valoriser certaines entrées de villes du territoire.

Ce type de signalétique aurait donc pour but d'informer aux entrées de villes l'appartenance des communes à la Communauté de Communes afin de faire connaître son existence aux gens de passage comme aux populations locales.

Comment la réaliser ?

Une rencontre avec l'organisme responsable de l'installation des panneaux de signalisation serait nécessaire afin de connaître les modalités d'implantation de ceux-ci sur le territoire tels que des réglementations particulières par exemple. Il est important également de décider quelles communes feront l'objet d'une telle signalisation afin de prévoir le coût de cette action : les panneaux peuvent être installés sur l'ensemble du périmètre délimitant la Communauté de Communes ou aux entrées de chacune des communes la constituant. Un communiqué pourrait être effectué auprès des élus des communes pour les informer du projet et éventuellement connaître leurs opinions sur cette signalisation.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION VISES PAR L'ACTION :

- Améliorer la communication de la Communauté de Communes.

2.2. Axe 2 : maintenir et développer le tissu économique local

L'enquête « Ressenti des entreprises » a permis de mettre en avant que 70% des entreprises interrogées souhaitaient entreprendre des actions de développement pour leurs entreprises à court terme, soit d'ici un à deux ans ; et la moitié des entreprises le ferait dans les cinq années à venir. Cette enquête met alors en évidence la volonté des entrepreneurs de faire évoluer leur entreprise et ceci dans un but de maintien et de développement d'activité. Par ailleurs, le questionnaire réalisé montre que les entrepreneurs attendent beaucoup de la part de la Communauté de Communes en matière d'attractivité du territoire, notamment en ce qui concerne l'amélioration des accès et de la signalétique, un soutien financier et une promotion du territoire. Cela permettrait alors de conserver et de maintenir le tissu économique actuel du territoire, voire de le développer.

Ces faits montrent que le territoire de la Communauté de Communes possède un potentiel économique important qu'il convient de soutenir afin d'encourager de jeunes entreprises à s'installer. La Communauté de Communes doit alors mettre en avant sa compétence économique en soutenant les entreprises du territoire et en favorisant leurs activités.

Afin de répondre à cet enjeu, diverses actions seront développées par la suite, avec entre autres l'amélioration des conditions de stationnement et de voiries ou encore l'organisation de forums des métiers à destinations des étudiants, des demandeurs d'emploi, des entreprises et des recruteurs.

Action 8 : Amélioration des conditions de stationnement et de voirie

Pourquoi réaliser cette action ?

Les entreprises remarquent surtout la nuit la présence de poids lourds qui stationnent de façon anarchique sur certaines zones d'activités ce qui nuit à leur bon fonctionnement. De plus, quelques voiries ne sont à l'heure actuelle pas adaptées à la circulation des poids lourds. C'est le cas dans la ZAE de Plaisance de la voie accédant aux entreprises Transports Petit et Constantin qui n'est pas adaptée aux passages fréquents de poids lourds.

Le but de cette action serait donc de rendre les zones d'activités plus fonctionnelles par la mise en place de parkings et de voiries plus adaptées aux utilisateurs, et tout particulièrement aux poids lourds.

Comment la réaliser ?

Pour éviter que ce phénomène perdure, la Communauté de Communes pourrait inciter les communes ayant des zones d'activités à renforcer la présence des forces de l'ordre, notamment sur la zone de Plaisance où le phénomène est le plus observé. Une signalétique pourrait également être installée afin de renforcer l'interdiction de stationnement pour les camions. Il faudrait pour cela localiser les endroits problématiques au sein des zones d'activités.

Les voies qui posent problème au sein des zones d'activités actuellement devront être adaptées à la circulation importante des poids lourds.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION VISES PAR L'ACTION :

- Maintenir et accompagner le développement des entreprises du territoire.

Action 9 : Mise en place d'une signalétique économique pour les entreprises

La signalétique économique correspond à l'ensemble des panneaux qui annoncent les commerces et les équipements qui ne sont pas pris en charge par les panneaux d'indication, de direction, de jalonnement des aménagements doux, de localisation et d'animation touristique.

Image 2 : Exemple de panneau de signalisation locale



Sources : Charte départementale de la Charente

Dans le cadre de la compétence économie, pour la mise en place de cette signalétique, la Communauté de Communes ne peut agir aujourd'hui qu'au sein de ses zones d'activités. Ainsi, des panneaux d'information ont déjà été installés pour la ZAE de Plaisance : trois totems à l'entrée de la zone proche des axes principaux, un plan montrant l'emplacement des entreprises au centre de la zone et des petites bornes devant chaque entreprise indiquant leur nom. La signalétique est aussi en projet pour la future ZA de Barret et sera basée sur le même principe que celle de la ZAE de Plaisance. Enfin, la signalétique est déjà installée dans la ZA du Tâtre sous la forme d'un panneau directionnel indiquant toutes les entreprises de la zone.

La Communauté de Communes ne peut pas pour l'instant agir sur la signalétique économique au sein des centres bourgs du fait qu'elle n'en possède pas la compétence. Une réflexion sur la modification de ce statut a été faite par les commissions économie et tourisme mais ne sera proposée aux communes qu'en 2012 du fait d'un manque de temps dû au travail sur la procédure de fusion. De plus en 2010 la Communauté de Communes a participé à la commission sur la signalétique d'information locale en collaboration avec d'autres élus des Communautés de Communes, le département, Charente Développement, Charente Tourisme, le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement), l'ABF (Architectes des Bâtiments de France) et les services du Conseil Général. Cette commission a abouti à l'élaboration d'une Charte départementale. Celle-ci explique la définition, la méthode, les recommandations techniques et les modalités de financement pour l'implantation de la signalétique économique afin de guider les collectivités locales qui souhaitent créer leur propre signalisation. Elle permet aussi de rendre homogène la signalisation économique de la Charente.

Pourquoi réaliser cette action ?

Aujourd'hui, il n'existe pas de panneaux indiquant les commerces et les entreprises les plus importants de la Communauté de Communes. Seules les communes de Baignes et d'Oriolles ont déjà installé cette signalisation.

Il s'avère donc nécessaire d'obtenir cette modification statutaire pour agir sur la signalisation économique au sein des centres bourgs. En effet, les artisans et les commerçants ont déjà évoqué depuis quelques années le souhait d'une implantation de ce type de signalisation. Le résultat de l'enquête réalisée montre aussi un manque de signalisation économique puisque 15,3% des entreprises trouvent que les centres bourgs ne sont pas assez attractifs du fait qu'ils ne sont pas assez accessibles et visibles de l'extérieur.

Pour la signalisation au sein des zones d'activités, malgré une signalisation présente sur la ZAE de Plaisance, elle ne s'avère pas être assez lisible et efficace. En effet, d'après les questionnaires réalisés, 19,0% des chefs d'entreprises de cette zone ont souvent déclaré que celle-ci était mal indiquée, que le plan était mal placé et que les routiers s'y perdaient.

100

Comment la réaliser ?

Une fois la modification de statut effectuée, la Communauté de Communes devra respecter la charte départementale. Ainsi elle devra réaliser au préalable une étude permettant de délimiter le réseau de voirie concerné, de recenser les services, les équipements et les commerces les plus importants (en terme de nombre de salariés ou d'influence sur le territoire) qui bénéficieront de cette signalisation, de déterminer la longueur de jalonnement en fonction des entreprises à indiquer et d'établir les fiches carrefours correspondantes compilant les indications concises, simples et claires qui doivent apparaître dans les carrefours. Puis, ces panneaux devront être implantés dans des endroits stratégiques (carrefours routiers, parkings...) et en demandant obligatoirement la permission de voirie auprès de l'agence départementale de l'Aménagement.

Le financement de cette signalisation sera réalisé par le gestionnaire, c'est-à-dire la Communauté de Communes, le Conseil Général ne fournissant pas de subventions. Elle pourra demander un soutien personnel auprès des agences départementales de l'Aménagement et/ou le service Entretien et Exploration des Routes. Enfin, une cotisation pourrait être demandée par la Communauté de Communes auprès des entreprises qui souhaiteraient voir leur présence indiquée par cette signalisation.

Pour les zones d'activités, la signalétique devra être créée via un système de jalonnement progressif depuis la Nationale 10 et la Départementale 731, les deux axes les plus empruntés de la Communauté de Communes. La signalétique à l'intérieur de ces zones doit aussi être complétée avec des panneaux directionnels indiquant les entreprises. Il est possible pour la Communauté de Communes de recevoir une aide financière (Fonds d'aide aux infrastructures d'accueil-Requalification des zones d'activités) par le département pour les projets d'aménagement ou de requalification des zones économiques (qui prend en compte la signalétique et les accès).

ENJEUX VISES PAR L'ACTION VISES PAR L'ACTION :

- Maintenir et accompagner le développement des entreprises du territoire.

Action 10 : Poursuite de la promotion et de l'aide au montage de dossier de diverses aides financières

Il existe trois dispositifs sur lesquels la Communauté de Communes peut s'appuyer.

Tout d'abord, le dispositif CORDEE TPE (Convention Régionale de Développement de l'Emploi par l'Economie des TPE), créé par la commission économie du Pays Sud Charente, qui sera en phase opérationnelle du troisième trimestre 2011 jusqu'à décembre 2013, reprend le relais de l'ORC (Opération Rurale Collective mise en place entre 2003 et 2007). L'ORC était un dispositif en complémentarité avec l'Atelier à la Création qui permettait aux entreprises installées de développer des investissements de modernisation afin qu'elles soient mieux transmises. Le dispositif CORDEE TPE, cofinancé par l'Etat, la Région, le Conseil Général, le Pays Sud Charente (et éventuellement l'AGEFIPH (Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées) ou des Fonds Européens), constitue des aides financières qui pourront servir à mutualiser les fonds afin d'aider les commerçants et les artisans à se moderniser, à se diversifier mais également pour la reprise ou la création d'une entreprise. Le but est ainsi de favoriser le maintien des services de proximité et de redynamiser l'économie locale dans une optique de développement durable des territoires. Les personnes qui peuvent postuler au CORDEE TPE sont les :

- Artisans ou commerçants (de détail ou services), entreprises de moins de 10 salariés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 900000€ et qui sont implantées au Pays Sud Charente, et qui appartiennent à l'ensemble des activités contribuant à offrir une qualité de vie et de services pour le maintien de la population.
- Entreprises en phase de création, transmission-reprise ou développement, entreprises en règle.

Puis, le dispositif BRDE (Bourse Régional Désir d'Entreprendre) est une aide financière réalisée par le Pays Sud Charente et le Conseil Régional pour le soutien à la création et à la reprise d'une entreprise. Elle se réalise dans le cadre de l'Atelier à la Création qui accompagne le créateur tout au long de son projet. Les personnes qui peuvent avoir accès au BRDE sont les personnes voulant construire un projet d'entreprise. Aujourd'hui, en une année, une quinzaine d'entreprises ont disposé de cette aide.

Enfin, le dispositif PFIL (Plate Forme d'Initiatives Locales) est une association émanant des collectivités publiques qui ont pour mission d'aider les porteurs de projet financièrement pour la création, la reprise ou le développement d'une entreprise par le biais du prêt d'honneur, prêt à 0% sans garantie. En Charente, le PFIL est membre de Charente Initiatives. En contrepartie, le porteur de projet doit accepter un parrainage par un chef d'entreprise et un accompagnement par la PFIL.

Cette plate forme permet à des porteurs de projet d'augmenter leurs fonds propres afin de faciliter l'obtention de prêts bancaires. Le PFIL, au même titre que le BRDE, est accessible aux porteurs de projet ou entrepreneurs quel que soit le secteur d'activité.

Pourquoi réaliser cette action ?

La future CC4B doit promouvoir ces trois dispositifs pour impulser la création, le développement et la reprise des entreprises. Cette promotion, par le biais de ces trois dispositifs, permet donc de stimuler la création de nouvelles entreprises mais aussi le développement et la reprise d'entreprises afin de maintenir le tissu économique local et de dynamiser le territoire.

103

Comment la réaliser ?

Le dispositif CORDEE TPE se déroule en étroite collaboration entre la Communauté de Communes, le Pays Sud Charente et les chambres consulaires. La future CC4B aura ainsi un rôle de « Porte d'entrée des entreprises » par le biais de la chargée de mission économie qui devra :

- Informer de l'existence du dispositif CORDEE TPE et le promouvoir (par le biais de bulletins d'information, du site Internet, d'organisation et d'animation de réunions d'information destinées aux entreprises)
- les aider à monter leur dossier, transmettre les dossiers individuels et les tableaux de bord au Pays pour la programmation en Comité de Sélection.

Ces dossiers créés sont examinés par un comité de sélection composés d'élus des Communautés de Communes, du Pays Sud Charente, d'élus partenaires du dispositif (CCI, CMA), des financeurs (préfet du département, présidente du Conseil Régional, du Conseil Général et du Pays Sud Charente) et de techniciens économiques. Des bonifications sont possibles sur critères environnementaux.

Quant aux dispositifs BRDE et au PFIL, la Communauté de Communes, par le biais de la chargée de mission économie, pourrait informer les entreprises souhaitant s'implanter sur le territoire et ayant besoin d'aides financières de se tourner vers ces dispositifs. Pour le dispositif BRDE, le dossier décrivant leur projet doit être déposé au Pays Sud Charente et sera contrôlé par un jury local avec des élus du territoire et du syndicat de pays, et des partenaires techniques (CCI, CMA, associations sur l'aspect financier ou sur la formation, Pôle Emploi).



ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Maintenir un niveau de services et d'activités actuel et assurer un niveau futur pour subvenir aux besoins des nouvelles populations ;
- Assurer la continuité et le développement de l'offre de services sur le territoire afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi attirer les cadres des entreprises ;
- Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés ;
- Maintenir et accompagner le développement des entreprises du territoire ;
- Encourager la création et la reprise d'entreprises.

Action 11 : Mise en place d'actions leviers, notamment auprès de Pôle Emploi

La Communauté de Communes pourrait proposer au Pôle Emploi des actions en fonction de l'actualité du travail sur le territoire. Un exemple récent, mis en place par Pôle Emploi, est la réalisation de mesures d'aide à la reconversion et de focus concernant certains types d'emploi qui recrutent du personnel. Ces actions proposées pourraient concerner essentiellement les femmes, personnes qui sont les plus représentées parmi les chômeurs avec une part plus élevée que la moyenne nationale et la moyenne départementale. Les jeunes aussi pourraient être visés par ce dispositif car ils représentent une part non négligeable des chômeurs de la Communauté de Communes.

105

Pourquoi réaliser cette action ?

Cette action permettrait au service d'Etat qu'est le Pôle Emploi d'être au plus proche du territoire et de ses populations, via la connaissance en matière économique de la Communauté de Communes. Cela permettrait un plus fort dynamisme et une meilleure réactivité du territoire face à l'évolution permanente du marché du travail.

Comment la réaliser ?

Le but ici serait de maintenir voire d'intensifier les relations de partenariat entre le Pôle Emploi et la Communauté de Communes. Ce rôle serait celui de la chargée de mission économie de la Communauté de Communes.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Conserver un faible taux de chômage et réduire la part des femmes parmi les chômeurs.

Action 12 : Organisation de forums de métiers à destination des étudiants, des demandeurs d'emploi, des entreprises et des recruteurs

Un forum des métiers est un forum organisé de manière régulière, dédié aux demandeurs d'emploi et aux entreprises locales. Il a pour but de faciliter la rencontre et le recrutement.

Le forum des métiers constitue également une plateforme d'informations efficace pour l'emploi en aidant les demandeurs et les entreprises à répondre à leurs besoins. Les entreprises locales peuvent y rencontrer les participants pour des échanges de contacts, de CV et pour éventuellement y avoir un contact direct pour un entretien d'embauche.

106

Pourquoi réaliser cette action ?

Le forum des métiers permettrait à la Communauté de Communes d'avoir un meilleur dynamisme sur le marché du travail local en collectant les offres d'emplois et en aidant le public dans la recherche d'emploi lors de ces forums. Ainsi la collectivité apporterait par le biais de cette action un dynamisme de réseau d'entreprises avec les entreprises locales.

La mise en place d'un forum des métiers pourrait à l'échelle de la Communauté de Communes apporter des solutions possibles aux problèmes rencontrés actuellement en matière d'emploi, la sur représentativité des femmes dans la part totale des chômeurs par exemple. La mise en place de ces forums pourraient être également une réponse possible aux problèmes de recrutement rencontrés sur le territoire. En effet, lors du questionnaire effectué au près des entrepreneurs locaux, 53,0% d'entre eux ont déclaré rencontrer des difficultés de recrutement.

Comment la réaliser ?

Afin de mettre en place un forum pour l'emploi la Communauté de Communes, porteuse de l'action, devra travailler à l'élaboration de cette action en collaboration avec différents partenaires : le Pôle Emploi, la mission locale, la CCI et la CMA.

Elle sera chargée de démarcher, mobiliser les entreprises locales pour les faire participer au forum.

Une fréquence semestrielle pour un tel événement semble pour commencer être correcte. Cette fréquence pourra être modifiée en fonction des résultats observés sur ces forums. De plus ces forums pourront être organisés selon un thème spécifique. Ainsi, un forum pourra être organisé pour un secteur d'activité particulier présent sur le territoire. On peut citer celui des services, par exemple, puisqu'il constitue actuellement le secteur rencontrant le plus de difficultés (30% des entreprises rencontrant des difficultés de

recrutement) ou encore le secteur du Bâtiment et Travaux Publics : créateur d'un nombre important d'entreprises.

En terme de coûts la collectivité devra assurer le prêt du matériel à l'organisation du forum pour les participants : salle accueillant le forum, matériels divers (tables, chaises, accès Internet). La collectivité sera également chargée de diffuser l'événement à travers de la communication auprès des entreprises mais aussi des demandeurs d'emploi via le Pôle Emploi par exemple. Une communication via le site Internet de la Communauté de Communes pourra être également menée.

Il sera intéressant d'établir après l'organisation du premier forum une enquête de satisfaction auprès des entreprises locales et des demandeurs d'emploi présents afin de quantifier les résultats et retombées apportés grâce à cette action.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Promouvoir les formations du territoire ;
- Conserver un faible taux de chômage et réduire la part des femmes parmi les chômeurs.

Action 13 : Création d'un guichet unique d'aide à la création et à la reprise d'entreprises

La mise en place d'un guichet unique (qu'il soit physique ou virtuel) est une action permettant de faciliter les démarches des entrepreneurs ou des porteurs de projet, d'accompagner les entreprises et les projets tout au long du processus d'implantation.

Ce service réunit les acteurs économique du territoire dans une seule structure de développement économique instaurée par la Communauté de Communes, se présentant comme le principal interlocuteur pour accompagner les entreprises dans leurs projets quelque soit leur nature : création, développement, formation, transmission, innovation,... . Ainsi, ce guichet apportera une réponse plus efficace aux demandeurs.

Néanmoins, on distingue deux types de guichet unique : le guichet physique et le guichet électronique.

Le guichet unique physique est une structure pour les formalités générales. Des personnes physiques sont au cœur du processus et en sont donc les interlocuteurs.

Le guichet unique électronique quant à lui est un portail Internet destiné à simplifier les démarches et les accompagnements des entreprises et des projets. Cette procédure permet de réaliser en ligne des formalités administratives ou encore de consulter des informations sur le projet voulant être mis en place.

Pourquoi réaliser cette action ?

Il sera décidé pour l'action souhaitée à mettre en place de privilégier le guichet unique physique qui permet de garder un contact humain essentiel sur le territoire.

La création d'un tel service au sein de la Communauté de Communes permettra de renforcer le rôle de la Communauté de Communes en matière d'accueil des porteurs de projet et d'aide à l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire.

Ce service apportera également un meilleur accompagnement au développement des entreprises en soutenant l'emploi, l'innovation et la création de nouvelles activités sur le territoire.

Cette mutualisation de services aboutira enfin au renforcement de l'efficacité des interventions publiques en orientant les demandes des entreprises ou des porteurs de projet vers les dispositifs les mieux adaptés.

Comment la réaliser ?

La Communauté de Communes devra tout d'abord identifier de manière précise le périmètre des activités de ce service : choix des activités relevant du service, partenaires présents dans le service,...

Il serait intéressant de trouver au sein de ce service : les chambres consulaires (CMA, CCI et Chambre d'Agriculture), banques, assurances, experts comptables mais aussi conseillers juridiques. Ces partenaires devront être démarchés par la Communauté de Communes.

Ainsi, le travail de la Communauté de Communes devra être mené en collaboration avec différents partenaires. Chaque partenaire du guichet devra fournir deux types de services aux entreprises les consultant : de l'information sur les formalités de la création d'entreprises mais aussi un accès direct à ces formalités.

Le guichet pourra mettre à disposition des entreprises le guide à la création ou à la reprise d'entreprises créé (action détaillée dans la fiche « guide création d'entreprises »)

Le fonctionnement de ce service pourra être assuré par l'actuelle chargée de la mission économie. Elle devra vérifier la recevabilité des demandes et les transmettre aux partenaires publics concernées pour le traitement du contenu. Elle devra assurer ensuite le suivi des dossiers tout au long de leur instruction afin de pouvoir fournir à tout moment des informations aux entreprises.

Ce service pourrait se tenir dans les locaux de la Communauté de Communes et pourrait avoir une fréquence d'ouverture tout d'abord bimestrielle afin de permettre d'évaluer la fréquentation de celui-ci par les entreprises.

La Communauté de Communes sera également chargée d'assurer la communication de l'ouverture de ce service.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Encourager la création et la reprise d'entreprises.

Action 14 : Organisation de concours à la création et à la reprise d'entreprises

Un concours à la création et à la reprise d'entreprises est un concours mettant en concurrence différents porteurs de projets d'entreprises. Son but pourra être d'apporter à certains porteurs de projets sélectionnés par un jury une aide financière mais aussi humaine dans la réalisation et le montage de leur projet.

Ce type de projet est à mettre en place en partenariat avec les chambres consulaires (chambre des métiers et de l'artisanat, chambre du commerce et de l'industrie, chambre d'agriculture), des banques et des comptables.

Le public sensibilisé par l'action sera défini par le type de concours mis en place. Il pourra être à destination de toute personne souhaitant créer ou reprendre, ou ayant créé ou repris une entreprise dans la future CC4B depuis le 1^{er} janvier de l'année en cours.

110

Pourquoi réaliser cette action ?

La mise en place d'un tel concours sur le territoire permettrait de favoriser et d'encourager les initiatives à la création d'activités nouvelles sur le territoire tout en les accompagnant. Cette démarche permettrait également de favoriser le développement local et d'ancrer au territoire les petites entreprises nombreuses sur la future CC4B (95% des entreprises sont des très petites entreprises : TPE). Enfin, cette action pourrait apporter une meilleure visibilité économique à l'échelle d'un territoire plus vaste à la Communauté de Communes.

Comment la réaliser ?

Ce type d'action nécessite l'implication de différents partenaires comme il a été cité précédemment : Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre du Commerce et de l'Industrie, Chambre d'Agriculture, comptables et banquiers.

Afin de mettre en œuvre une telle action, il est tout d'abord important de choisir la finalité souhaitée de l'action.

En effet, on peut tout d'abord choisir de mettre en place ce type d'action pour rendre plus attractif la création ou la reprise d'entreprise sur le territoire.

Il est également possible d'orienter ce concours afin de répondre à des problématiques propres au territoire d'autant plus que ces thématiques peuvent varier d'année en année. Ainsi, au sein de la future CC4B on peut par exemple émettre le thème suivant : « Les métiers au féminin », puisque le territoire est caractérisé par une sur-représentativité des femmes parmi les chômeurs (60 % de la part totale), il peut être intéressant de mettre en place ce thème pour permettre de créer une dynamique à la création d'entreprises chez les femmes et ainsi d'apporter l'exemple pour d'autres femmes.

Il peut être également intéressant d'axer ce concours sur un secteur d'activité particulier tel que : l'artisanat, les services, l'industrie ou encore l'agriculture afin de pallier à certaines carences observées ou tout simplement de favoriser la création d'entreprises dans un secteur clé de l'économie locale.

La composition d'un jury de sélection est également nécessaire à l'organisation de ce concours. Il pourra être composé de chefs d'entreprises installés sur le territoire ; d'acteurs économiques liés au domaine de l'entreprise : banques, comptables ; de représentants des chambres de commerce et d'industrie et des métiers de l'artisanat et de la chargée de la mission économie de la future CC4B.

La mise en place d'un concours à la création et/ou reprises d'entreprises nécessite de trouver un financement pour les dotations attribuées aux vainqueurs du concours ainsi que pour la communication de l'événement. Ces financements pourront provenir de subventions effectuées par les partenaires de type : banques, comptables. Ils pourront également provenir d'entreprises locales partenaires du concours.

Ces entreprises pourront grâce à leur partenariat être membre du jury de sélection mais aussi apporter leur savoir-faire et leurs connaissances sur le tissu économique local et sur la création d'entreprises auprès des membres du concours.

Pour trouver ces entreprises partenaires une brochure présentant : le projet, son but, ses modalités de déroulement devra être établie par la Communauté de Communes afin de susciter la participation des entreprises.

Une charte définissant les modalités du concours devra être réalisée afin d'anticiper tous litiges possible. Un exemple type de charte sera proposé par la suite, celui-ci s'inspirant du « Concours Création - Implantation d'Entreprise 2010 - 2011 » de la Communauté de Communes Locminé située dans le Morbihan. Il sera basé sur le cas d'un concours lié à la création de nouvelles activités sur le territoire.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Maintenir un niveau de services et d'activités actuel et assurer un niveau futur pour subvenir aux besoins des nouvelles populations ;
- Assurer la continuité et le développement de l'offre de services sur le territoire afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi attirer les cadres des entreprises ;
- Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés ;
- Répondre aux inquiétudes liées à la reprise des exploitations agricoles ;
- Encourager la création et la reprise d'entreprises.

Action 15 : Réflexion autour de la constitution ou non de réserves foncières

112

Depuis le schéma de développement économique de 2005, en matière d'aménagement lié au foncier, la Communauté de Communes a procédé à la viabilisation de la réserve foncière de 6 hectares constituée antérieurement sur la zone d'activités économique (ZAE) de Plaisance. Cette zone occupe ainsi actuellement une superficie de 24 hectares. Depuis fin 2010, tous les lots de la première tranche d'aménagement (avant 2009) ont été vendus. La future CC4B a également procédé à l'aménagement de la ZAE Triquedondaine à Barbezieux : zone de 1,2 ha composée de 4 lots de petites surfaces pour des entreprises du secteur tertiaire.

De plus la Communauté de Communes met en place différents projets de réalisation de zones d'activités sur son territoire. Suite à la demande d'entreprises implantées sur la commune de Barret, la Communauté de Communes est en train de procéder à l'aménagement d'une nouvelle zone d'activités le long de la départementale 731. Cette zone aura une surface totale de 2.6 ha pour 4 lots.

La future CC4B est également en train d'acquérir, pour une superficie totale de 2,2 ha, des terrains sur la commune de Brossac dû à l'implantation d'une base de chantier liée à la future LGV.

Enfin, la future CC4B entreprend la création d'une zone d'activités sur la commune de Jurignac, en bordure de la RN10 à 10min de l'agglomération d'Angoulême, sur une surface d'environ 4 ha.

D'après le questionnaire réalisé au près des entreprises du territoire, il n'est pas ressorti que l'aménagement de nouveaux terrains semblaient être une priorité pour ces dernières. En effet, les entreprises n'ont cité la mise à disposition de plus de terrains qu'à 20,2% (soit la 4^{ème} réponse citée) dans la partie recensant les moyens pour améliorer l'attractivité du territoire.

La création de nouvelles réserves foncières ne semble donc pas être une priorité d'action à mettre en place par la Communauté de Communes actuellement. Néanmoins différentes interrogations subsistent pour l'avenir, notamment sur la réalisation de futures réserves foncières sur la zone du Tâtre qui avec la mise en 2x2 voies de la RN 10 bénéficiera d'un échangeur.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Maitriser le marché foncier et limiter un éventuel phénomène d'étalement urbain ;
- Prévoir une potentielle augmentation de la demande d'implantation d'entreprises sur les ZA du territoire ;

Action 16 : Mise à disposition des entrepreneurs des locaux commerciaux et/ou de bureaux de centre ville, suivant le concept des ateliers relais

113

En 2005, lors du précédent Schéma de Développement Economique, la Communauté de Communes avait décidé de mettre en place des bâtiments d'accueil, sur des terrains viabilisés de la ZA de Plaisance. Ces bâtiments, au nombre de quatre, sont des halls d'atelier polyvalents qui permettent l'accueil d'entreprises du secteur secondaire et artisanal, en création ou en développement avec, à la clef, des créations d'emplois. Il était également prévu l'acquisition de locaux d'entreprises vacants, comme ceux de la laiterie de Baignes, afin de les restaurer et de les proposer en tant qu'ateliers relais, acquisitions qui n'ont finalement pas eu lieu. A l'origine ils devaient être loués à un prix attractif avec un contrat de location à titre précaire de 23 mois¹⁰.

Aujourd'hui, il est proposé d'étendre ce concept à des immeubles commerciaux de centre ville ou à des immeubles de bureaux. La Communauté de Communes acquerrait des immeubles aujourd'hui vacants en centre ville dont le rez-de-chaussée comprendrait un local commercial. Après restauration et mise aux normes elle pourrait le louer à un commerçant ou artisan souhaitant créer une activité ou développer une activité déjà existante. Les étages de cet immeuble pourraient être convertis en bureaux ou habitations loués par la collectivité. Ce concept permettrait aux entrepreneurs, commerçants et artisans le souhaitant d'avoir un accès à la propriété différé.

Cette action s'adresse à différents types de population : les commerçants, entrepreneurs et artisans souhaitant créer un commerce de centre bourg ; les commerçants, entrepreneurs et artisans déjà installés sur le territoire souhaitant développer leur activité mais encore les commerçants, entrepreneurs et artisans déjà installés sur le territoire donc le local ne convient pas à leur activité.

Pourquoi réaliser cette action ?

Les entreprises rencontrées lors de l'enquête « Ressenti économique des entreprises » ont à plusieurs reprises évoqué les ateliers relais en disant que le concept était bon mais qu'il serait intéressant de l'étendre à des locaux commerciaux et/ou de bureaux. En effet, nombre de commerçants ou d'artisans avouent avoir des difficultés avec leur local et aimeraient en changer pour en obtenir un plus adéquat à leur activité. Souvent des travaux trop importants sur les locaux disponibles sur le territoire ou un manque d'informations empêchent ces entrepreneurs de développer leur activité. Ce concept permettrait de mettre à disposition des locaux commerciaux et de bureaux opérationnels.

¹⁰ Schéma de Développement Economique, Communauté de Communes des 3B Sud Charente, octobre 2005.

De plus, cette action permettrait la rénovation d'immeubles et locaux commerciaux aujourd'hui vacants, elle participerait donc à la redynamisation des centres bourg de la Communauté de Communes et en augmenterait l'attractivité et le dynamisme.

En effet, ces bâtiments vacants peuvent être qualifiés de « friches » car ils sont inutilisés et souvent ne peuvent être réutilisés dans l'état, ils nécessitent un projet technique et marketing qui devra prendre en compte les enjeux sociaux, environnementaux et urbanistiques¹¹.

Plus que maintenir et développer le tissu économique local, cette action développerait et améliorerait l'image que les habitants et les personnes extérieures au territoire ont de celui-ci. On peut en effet citer les chefs d'entreprises, souvent occupant eux-mêmes des locaux en centre ville, qui qualifient les centres bourg du territoire moyennement ou pas du tout attractifs du fait du manque de commerces et du nombre de bâtiments vacants. Cette mesure permettrait de ramener de la vie aux cœurs de villages du territoire.

Comment la réaliser ?

La revalorisation de friches, ici de locaux commerciaux et bâtiments vacants de centre ville, doit répondre à une certaine méthodologie, il faut en effet analyser son site suivant différentes thématiques : sa qualité (fonctionnalité, qualité paysagère et architecturale, ...), son environnement (accessibilité, proximité des services, localisation, ...) ou encore la dynamique du territoire. Un tel projet peut être mené en trois phases¹².

Il faut tout d'abord établir l'état des lieux et définir les potentiels du bâtiment en réalisant son diagnostic technique (situation, état général, qualités spatiales, ...), l'analyse de son environnement (avantages et inconvénients, impacts du projet) qui est un point important dans le cadre d'un projet en centre-bourg, l'appréciation de la demande et du marché et enfin l'analyse des résultats du diagnostic.

Ensuite vient l'étude des scénarios d'évolution du site en tenant compte de leur faisabilité, le coût des travaux, l'intégration dans le territoire, le potentiel de création d'emplois. Ces scénarios doivent ensuite être retranscrits en programmes d'aménagement qui seront étudiés de façon à analyser leur faisabilité juridique et financière.

Enfin, après ces différentes études, le choix stratégique peut se faire et ainsi engendrer un plan directeur d'ensemble et un bilan technique, juridique et financier du projet choisi.

¹¹ *Guide permanent du développeur économique*, Partie 3 – Aménagement, foncier et immobilier économique/ Chapitre X - A.

¹² *Guide permanent du développeur économique*, Partie 3 – Aménagement, foncier et immobilier économique/ Chapitre X - B.

Pour cette action, il est proposé à la Communauté de Communes d'acquérir des immeubles vacants dans les centres bourg, d'en établir le plan de réhabilitation et d'en financer la rénovation et la mise aux normes. Au même titre que les ateliers relais, ces locaux pourraient être cédés au comptant, loués avec un bail précaire de 23 mois, loués puis vendus ou vendus à règlement échelonné. Les prix de vente et de locations devraient couvrir les frais engagés par la Communauté de Communes mais rester attractifs pour les entrepreneurs.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Maitriser le marché foncier et limiter un éventuel phénomène d'étalement urbain ;
- Prévoir une potentielle augmentation de la demande d'implantation des entreprises sur les ZA du territoire ;

Action 17 : Réflexion autour de la mise en place d'un pôle d'excellence dans le domaine de l'emballage et de l'imprimerie

Les pôles de compétitivité :

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire donné des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation travaillant en partenariat afin de développer des synergies et des coopérations. La dimension technologique comme critère de spécialisation occupe une place prépondérante qu'il s'agisse d'un pôle relevant d'un secteur de la haute technologie ou d'un secteur industriel plus traditionnel. D'autres partenaires dont les pouvoirs publics, nationaux et locaux, ainsi que des services autres que les membres du pôle sont associés.

L'enjeu est de s'appuyer sur les synergies et des projets collaboratifs et innovants pour permettre aux entreprises impliquées de prendre une position de premier plan dans leurs domaines en France et à l'international.

Les grappes d'entreprises :

Lancé en octobre 2009 par le gouvernement, les grappes d'entreprises sont constituées et dirigées principalement par des Très Petites Entreprises (TPE) et des Petites et Moyennes Entreprises (PME). Ces structures ont un fort ancrage territorial et associent, selon les contextes, des grandes entreprises et des acteurs de la formation, de la recherche et de l'innovation, comme le font également les pôles de compétitivité. Elles apportent des services concrets aux entreprises, en particulier pour les aider à asseoir leur stratégie sur leurs marchés et à améliorer leur compétitivité. Elles favorisent les coopérations avec les autres acteurs publics et privés, notamment de la formation, de la gestion de l'emploi et de l'innovation.

Alors que les pôles de compétitivité ont un positionnement principalement axé sur le développement de la Recherche et Développement (R&D) et de l'innovation technologique, les grappes d'entreprises se positionnent sur le développement de l'innovation sous toutes ses formes et sur des actions plus proches du marché pour les entreprises.

Pourquoi réaliser cette action ?

La Communauté de Communes possède sur son territoire plusieurs entreprises appartenant à l'industrie de l'emballage et de l'impression : Amcor Flexibles, Plastiques Venthénat, Nordlinger, Tacon Placages et Décor, S.A.S Constantin, Poly' Imprim. La mise en œuvre d'un tel dispositif permettrait pour le territoire de réaliser des économies d'échelle en partageant des services (formation des salariés, achats groupés sur des produits non stratégiques ou des matières premières, plaquette de communication,...).

Ce système permettrait également d'accéder aux innovations et de s'ouvrir sur de nouveaux marchés en produisant une valeur ajoutée collective supérieure à la somme des valeurs ajoutées individuelles. Les entreprises en s'associant pourraient additionner leurs savoir-faire et ainsi développer de nouvelles compétences. Enfin, la mise en place d'une telle structure permettrait de faciliter la gestion des ressources humaines : partage des coûts de formation, création de groupements d'employeurs pour apporter des réponses collectives adaptées aux besoins des entreprises.

De plus la réalisation d'un tel dispositif au sein de la Communauté de Communes permettrait de répondre aux enjeux d'accueil de nouvelles entreprises mais aussi à celui de la création d'emplois sur le territoire

Comment la réaliser ?

Bien que possédant plusieurs entreprises dans le domaine de l'industrie de l'emballage et de l'impression d'autres conditions sont nécessaires et capitales pour la réalisation d'un pôle de compétitivité ou encore d'une grappe d'entreprises sur le territoire. Le pôle de compétitivité axant principalement le développement sur le domaine du R&D en partenariat avec des universités, il semble donc difficile de mettre en place une telle structure sur la Communauté de Communes ne possédant pas de grandes universités à proximité bien que Bordeaux ne se trouve qu'à moins d'une heure de trajet.

Les grappes d'entreprises se positionnant elle sur un développement de l'innovation sous toutes ses formes et sur des actions plus proches du marché pour les entreprises sembleraient donc être une meilleure approche à mettre en place pour les entreprises de la Communauté de Communes.

Néanmoins, une étude de faisabilité s'avèrerait être nécessaire à réaliser par la Communauté de Communes afin de définir les termes possibles d'action pour établir une synergie de groupe d'entreprises de ce secteur industriel et ainsi le développer comme un atout économique sur le territoire. Cette étude pourrait également faire apparaître les limites à la mise en place d'une telle action.

ENJEUX VISES PAR L'ACTION :

- Impulser une dynamique de réseau au sein des entreprises du territoire.

2.3. Récapitulatif des actions et enjeux correspondants

Actions	Enjeux
Action 1 : Développement du site Internet de la Communauté de Communes	Améliorer la communication de la Communauté de Communes
	Promouvoir les formations du territoire
Action 2 : Publication d'un bulletin intercommunal plus fréquent et plus proche des acteurs économiques	Améliorer la communication de la Communauté de Communes
Action 3 : Rédaction d'une lettre d'informations économiques aux entreprises annuelle	Améliorer la communication de la Communauté de Communes
Action 4 : Animation et développement du club d'entreprises	Impulser une dynamique de réseau au sein des entreprises du territoire
Action 5 : Publication d'un guide à la création, à la reprise et au développement d'entreprises	Maintenir un niveau de services et d'activités actuel et assurer un niveau futur pour subvenir aux besoins des nouvelles populations
	Assurer la continuité et le développement de l'offre de services sur le territoire afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi attirer les cadres des entreprises
	Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés
	Maintenir et accompagner le développement des entreprises du territoire
	Encourager la création et la reprise d'entreprises
Action 6 : Participation à des salons extérieurs de promotion territoriale	Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés
	Promouvoir les formations du territoire
	Valoriser le tissu industriel du territoire
Action 7 : Mise en place d'une signalétique indiquant le territoire de la Communauté de Communes	Améliorer la communication de la Communauté de Communes
Action 8 : Amélioration des conditions de stationnement et de la voirie	Maintenir et accompagner le développement des entreprises du territoire
Action 9 : Mise en place d'une signalétique économique pour les entreprises	Maintenir et accompagner le développement des entreprises du territoire
Action 10 : Poursuite de la promotion et de l'aide au montage de dossier de diverses aides financières	Maintenir un niveau de services et d'activités actuel et assurer un niveau futur pour subvenir aux besoins des nouvelles populations
	Assurer la continuité et le développement de l'offre de services sur le territoire afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi attirer les cadres des entreprises

	Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés
	Maintenir et accompagner le développement des entreprises du territoire
	Encourager la création et la reprise d'entreprises
Action 11 : Mise en place d'actions leviers, notamment auprès de Pôle Emploi	Conserver un faible taux de chômage et réduire la part des femmes parmi els chômeurs
Action 12 : Organisation de forums des métiers à destination des étudiants, des demandeurs d'emploi, des entreprises et des recruteurs	Promouvoir les formations du territoire
	Conserver un faible taux de chômage et réduire la part des femmes parmi els chômeurs
Action 13 : Création d'un guichet unique d'aide à la création et à la reprise d'entreprises	Encourager la création et la reprise d'entreprises
Action 14 : Organisation de concours à la création et à la reprise d'entreprises	Maintenir un niveau de services et d'activités actuel et assurer un niveau futur pour subvenir aux besoins des nouvelles populations
	Assurer al continuité et le développement de l'offre de services sur le territoire afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi attirer les cadres des entreprises
	Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés
	Répondre aux inquiétudes liées à la reprise des exploitations
	Encourager la création et la reprise d'entreprises
Action 15 : Réflexion autour de la constitution ou non de réserves foncières	Maitriser le marché foncier et limiter un éventuel phénomène d'étalement urbain
	Prévoir une potentielle augmentation de la demande d'implantation d'entreprises sur les ZA du territoire
	Maintenir et accompagner le développement des entreprises du territoire
Action 16 : Mise à disposition des entrepreneurs des locaux commerciaux et/ou de bureaux de centre ville, suivant le concept des ateliers relais	Maitriser le marché foncier et limiter un éventuel phénomène d'étalement urbain
	Prévoir une potentielle augmentation de la demande d'implantation d'entreprises sur les ZA du territoire
	Maintenir et accompagner le développement des entreprises du territoire
Action 17 : Réflexion autour de la mise en place d'un pôle d'excellence dans le domaine de l'emballage et de l'imprimerie	Impulser une dynamique de réseau au sein des entreprises du territoire

Conclusion

La réactualisation du diagnostic du Schéma de Développement Economique de 2005 de la Communauté de Communes des 3B Sud Charente propose une analyse plus poussée et complète intégrant de nouveaux domaines d'activités et tente d'apporter des bases à la réflexion sur la politique de développement économique du territoire que les élus mettront en place dans les années à venir.

La Communauté de Communes rencontre de manière générale un problème de communication, inhérent à toutes les intercommunalités, que ce soit sur sa définition, ses statuts, ses rôles et ses actions. Pour tenter de remédier à cela, plusieurs actions ont été proposées afin d'améliorer cette communication.

Par ailleurs, il émane de la réactualisation du Schéma de Développement Economique que le territoire nécessite un maintien et un développement de son activité économique. Différents types d'actions ont été proposées en ce sens : des actions financières, des actions d'aménagement ou encore des actions de soutien et de communication.

Les deux axes de réflexion afin de permettre le développement économique du territoire qui ressortent de l'étude réalisée sont une amélioration de la communication de la Communauté de Communes et un maintien et développement de l'activité économique du territoire.

Au cours du travail, les outils utilisés ont été bien accueillis et appréciés des acteurs économiques tels les chefs d'entreprises du territoire, les représentants des structures de développement économique ou les élus du territoire, notamment la dimension participative du travail avec le recours à une enquête auprès des entreprises et de nombreux entretiens.

La démarche de questionnaire auprès des entreprises a été perçue comme un premier contact avec la Communauté de Communes par de nombreuses entreprises et a ainsi enclenché le processus d'amélioration de la communication au sein du territoire.

Cette démarche a permis aux stagiaires de conforter la vision qu'ils avaient du territoire après l'étude du diagnostic et les différents entretiens réalisés.

Au terme de cette étude, une réunion publique de présentation des résultats à laquelle étaient conviés les élus du territoire et les chefs d'entreprise rencontrés lors de l'enquête a été organisée.

Cette réunion a permis de confronter les résultats aux attentes des élus et entrepreneurs locaux et ainsi de les intégrer dans la politique de développement économique de la future Communauté de Communes des 4B.

En outre, elle a permis aux élus du territoire d'avoir une meilleure connaissance des besoins et attentes des entreprises.

Après l'émission des enjeux de développement économique du territoire plusieurs actions ont été proposées. Il relève aujourd'hui de la compétence de la Communauté de Communes de choisir et cibler les actions à réaliser en priorité, cela dans le cadre de l'arrêt de l'augmentation annuelle du budget de la collectivité due à la taxe professionnelle.

L'expérience apparaît alors enrichissante tant du côté des stagiaires que de celui de la Communauté de Communes. L'étude a permis aux stagiaires d'appréhender un territoire sur lequel ils ont pu acquérir un nouveau regard basé sur l'économie et aux élus du territoire de disposer d'une nouvelle analyse confirmant certaines de leurs observations et proposant une nouvelle vision de celui-ci.

Il appartient désormais aux élus d'adopter une nouvelle politique de développement économique tenant compte de ces nouveaux éléments et des axes de réflexion proposés.

Bibliographie/Webographie

Livres :

- + DELAMARRE, Aliette. *La prospective territoriale*, Paris, La documentation française, 2002, 110 p.
- + POMMIER, Paulette. *Entreprises et développement économique local*, Paris, La documentation française, 2004, 103 p.
- + MOUHOUD, El Mouhoub, *Economie des services et développement des territoires*, Paris, La documentation française, 2010, 103 p.
- + HUGON, Alain, *Le guide permanent du développeur économique*, Voiron, 2010, 935 p.

122

Schémas :

- + Communauté de Communes des 3B Sud Charente. *Schéma de Développement économique*, 2005, 45p.
- + Chambre de Commerce et d'Industrie de Charente : LE CARPENTIER Thibault, *Le Schéma de développement commercial*, 2008, 150 p.

Chartes :

- + Charte Départementale de Signalisation d'Information Locale, 2010, 7 p.
- + Règlement Concours Création-Implantation d'entreprise 2010-2011 : Locminé Communauté, 2011, 6 p.
- + Règlement Concours de la Création et de la reprise : Aube Initiative, 2011, 6 p.

Etudes et rapports :

- + Région Poitou-Charentes. *Diagnostic Santé-Social du Pays Sud-Charente*, 2007 , 18 p.
 - + Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Charente. *Etude transmission d'entreprise en Sud Charente*, 2011, 8 p.
 - + Pays Sud Charente. *Convention de partenariat technique CORDEE TPE Sud Charente*, 2011, 6 p.
 - + Pays Sud Charente. *Règlement CORDEE TPE 2011-2013 du Pays Sud Charente*, 2011, 5 p.
 - + Assemblée des Communautés de France. *L'action économique des communautés*, 2010, 46 p.
 - + Communauté de Communes Aubusson-Felletin. *Etude de stratégie de développement économique*, 2009, 95 p.
 - + Conseil Economique Social et Environnemental Poitou-Charentes. *L'attractivité industrielle de Poitou-Charentes*, 2011, 62 p.
 - + Chambre d'Agriculture et l'Association de Développement Agricole du Sud Charente. *Enquête sur la vente directe en Sud Charente*, 2009, 62 p.
 - + Centre d'Etude et de Ressources sur la Diversification. *Résultats Poitou-Charentes de l'étude de la consommation des produits fermiers*, 2007, 18 p.
-

- + Chambre de Commerce et d'Industrie de Charente. *Chiffres-clés de l'économie de la Charente*, 2010, 22 p.
- + Ministère de l'agriculture. *Recensement général agricole de la France*, 2000, 9 p.
- + DATAR. *Les systèmes productifs locaux : des modes spécifiques de développement économique territorial en France*, 1999, 79 p.
- + INSEE. *Chiffres clés CC des 3B Sud Charente*, 2010, 19 p.
- + INSEE. *Chiffres clés CC du Blanzacais*, 2010, 19 p.
- + CC3B. *Rapport annuel d'activité*, 2009, 67 p.
- + CC3B. *Rapport annuel d'activité*, 2008, 38 p.
- + CC3B. *Rapport annuel d'activité*, 2007, 53 p.
- + Syndicat Mixte du Pays Sud Charente. *Candidature Appel à projets LEADER*, Mai 2008, 83 p.
- + COUSTENOBLE, Thomas. *Guichet unique : Aperçu des nouvelles technologies au service du Citoyen (particulier et entreprise)*, Avril 2006, 7 p.

Revues :

- + « Info 3B », novembre 2008, 16 p.
- + « Info 3B », novembre 2009, 24 p.
- + « Info 3B », octobre 2010, 32 p.
- + « Lettre ouverte aux consommateurs, aux commerçants et aux élus : pour un commerce harmonieux et des villes dynamiques », *Charente Libre*, 17 mai 2011.

Documents publicitaires :

- + CC3B. *Zones d'activités économiques de Barbezieux*, 2009, 3 p.
- + Pays Sud Charente. *CORDEE TPE*, 2011, 3 p.
- + Réseau des Boutiques de Gestion. *Concours Talents de la création d'entreprise*. 2011, 15 p.

Entrevues :

- + Entretien avec Gérard CHARTIER-TALZAC, chargé Développement, Charente Développement (2011, 6 mai) ;
- + Entretien avec Jean-Pierre SALLEE, maire de Blanzac (2011, 9 mai) ;
- + Entretien avec Daniel SAUVAITRE, agriculteur, ancien président de la Communauté de Communes des 3B, maire de Reignac, président de l'Association Nationale des Pommes-Poires (ANPP) (2011, 10 mai) ;
- + Entretien avec Joseph ROUSSELIERE, maire de la commune de Brossac (2011, 11 mai) ;
- + Entretien avec Pierre JAULIN, conseiller général du canton de Baignes, maire de la commune de Baignes et vice président de la Communauté de Communes des 3B (2011, 11 mai) ;
- + Entretien avec Joël GUERN, adjoint à la commune de Barbezieux (Finances et urbanisme), vice président de la Communauté de Communes des 3B chargé de l'économie, (2011, 17 mai) ;
- + Entretien avec Thierry CHAUVIN, chef d'entreprise, président du Club Entreprendre

- en Sud Charente (2011, 12 mai) ;
- + Entretien avec Séverine GROULET, chargée de mission économie emploi au pays Sud Charente et animatrice de l'Atelier de la Création Sud Charente (2011, 17 mai)
- + Entretien avec Jean-Pierre BARBOT, maire de Mainfonds et président de la Communauté de Communes du Blanzacais (2011, 17 mai)

Comptes rendus de réunions :

- + Délibérations du conseil communautaire de la CC3B, Compétence Economie ;
- + Délibérations du conseil communautaire de la CC3B, Compétence Zones d'Activités.

Notes de cours :

- + CARRIERE, Jean-Paul. *Aménagement et politiques territoriales*, EPU Tours, années 2009-2010. ;
- + DEMAZIERE, Christophe. *Environnement économique*, EPU Tours, années 2009-2010 ;
- + GRALEPOIS, Mathilde. *Le développement local dans l'histoire de la décentralisation française*, EPU Tours, années 2009-2010 ;
- + REGEASSE, Aurélie. *Ingénierie de développement territorial*, EPU Tours, années 2009-2010 ;
- + GRALEPOIS, Mathilde. *Droit des collectivités locales*, EPU Tours, années 2010-2011 ;
- + JACQUOT, Sébastien. *Méthodologie de diagnostic territorial et d'analyse des lieux et sites*, Université d'Angers, années 2007-2008.

Bases de données :

- + Bases de données de la CMA ;
- + Bases de données de la CCI ;
- + Bases de données de la Chambre d'Agriculture ;
- + Bases de données de Pôle Emploi ;
- + Bases de données ARCTIQUE, Cartes et Données ;
- + Dispositif Outil d'aide au Diagnostic d'Implantation Locale ;
- + Bases de données financières de la CC3B.

Sites Internet :

- Sites généraux :
 - + Charente Développement : www.charente-developpement.com
 - + Communauté de Communes des 3B Sud Charente : www.cdc3b.com
 - + Conseil Général de la Charente : www.cg16.fr
 - + Conseil Régional du Poitou-Charentes : www.poitou-charentes.fr
 - + Directions Interdépartementales des Routes (DIR) Atlantique : <http://www.dir.atlantique.developpement-durable.gouv.fr/>
 - + Pays Sud Charente : www.pays-sud-charente.com
 - + Préfecture de la Charente : www.charente-maritime.pref.gouv.fr

- Réactualisation du SDE :

- + CCI de la Charente : www.angouleme.cci.fr
- + CMA de la Charente : www.cma-charente.fr
- + Chambre d'agriculture : www.chambres-agriculture.fr
- + Commune de Blanzac : blanzac-porcheresse.fr
- + Commune de Brossac : brossac-nature.fr
- + Etang Vallier : www.etangvallier.com
- + Institut Atlantique d'Aménagement du Territoire : www.iaat.org
- + INSEE : www.insee.fr
- + Gites de France : www.gites-de-france.com
- + Portail de villes et communes : www.communes.com
- + Site officiel du tourisme en Charente : www.lacharente.com
- + Tourisme au niveau de la Communauté de Communes des 3B Sud Charente : ot3b.tourisme-sud-charente.fr
- + Tourisme au sein du Poitou-Charentes : www.poitou-charentes.jedecouvrelafrance.com
- + Tourisme en Sud Charente : www.tourisme-sud-charente.fr
- + Union de Recouvrement pour la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales : www.urssaf.fr/

- Pistes de réflexion :

- + Club d'entreprises du Médoc : www.club-entrepreneurs-medoc.com
- + Communauté de Communes de Montesquieu (33) : www.cc-montesquieu.fr
- + Communauté de Communes du Pays d'Evron (53) : www.cc-pays-evron.fr
- + Communauté de Communes des Portes d'Auvergne (43) : www.cc-portes-auvergne.fr
- + Communauté de Communes des Portes du Sungdau (68) : www.portesdusungdau.fr
- + Communauté de Communes du Val Essonne : www.cc-val-essonne.fr
- + Développement économique dans la Val d'Yerres (91) : www.developpement-economique91.fr
- + Guide de la création d'entreprise : www.guidedelacreationdentreprise.com
- + Portail de l'Aménagement du territoire : www.territoires.gouv.fr/grappes-dentreprises
- + Portail des Pôles de compétitivité : www.competitivite.gouv.fr
- + Site International de l'emballage : www.emballageweb.com
- + Site d'emploi lié à l'Agroalimentaire : www.agrojob.com

Table des illustrations

Cartes :

Carte 1 : Localisation de la future CC4B dans le département de la Charente	19
Carte 2 : Densité de population du territoire par commune	23
Carte 3 : La RN 10 sur le territoire de la future CC4B	26
Carte 4 : La RD 731 sur le territoire de la future CC4B	27
Carte 5 : Offre de services médicaux et médico-sociaux sur le territoire	31
Carte 6 : Répartition des établissements scolaires sur la future CC4B	46
Carte 7 : Répartition des boulangeries-pâtisseries en 2005 et 2011	58
Carte 8 : Répartition des boucheries-charcuteries en 2005 et 2011	59
Carte 9 : Répartition des restaurants en 2005 et 2011	61
Carte 10 : Répartition des salons de coiffures, des blanchisseries et des salons de beauté en 2005 et 2011	62

Graphiques :

Graphique 1 : Evolution de la Taxe Professionnelle (en millions d'euros)	17
Graphique 2 : Evolution des CSP de la future CC4B entre 1999 et 2007	40
Graphique 3 : Evolution du chômage depuis 2008	41
Graphique 4 : Répartition de l'emploi par canton	42
Graphique 5 : Répartition du nombre d'emploi par secteur d'activités	43
Graphique 6 : Répartition des entreprises par secteur d'activités	43
Graphique 7 : Evolution de l'âge des exploitants agricole sur le territoire de la future CC4B	52
Graphique 8 : Répartition des entreprises de l'artisanat dans la future CC4B	66
Graphique 9 : Les entreprises du bâtiment et des travaux publics	67

Images :

Image 1 : Exemple de signalisation du territoire	95
Image 2 : Exemple de panneau de signalisation locale	98

Tableaux :

Tableau 1 : Evolution du budget principale de la CC3BN entre 2009 et 2011	13
Tableau 2 : Recettes et Dépenses pour la MCPE	14
Tableau 3 : Recettes et Dépenses pour les Bâtiments d'accueil d'entreprises	14
Tableau 4 : Dépenses pour la crèche Multi accueil de Barbezieux	15
Tableau 5 : Recettes et Dépenses pour le château de Barbezieux	15
Tableau 6 : Dépenses pour la Voie Verte.....	15
Tableau 7 : Dépenses pour le cinéma de Barbezieux	16
Tableau 8 : Actions et Dépenses de la CC3B entre 2005 et 2010	16
Tableau 9 : Evolutions des soldes naturel et migratoire de la CC3B, de la CC du Blanzacais et de la Charente entre 1999 et 2007	22
Tableau 10 : Evolution du trafic de véhicules et la part de poids lourds sur la Nationale 10 entre 2005 et 2010	25
Tableau 11 : Fréquentation des antennes touristiques du Pays Sud Charente entre 2008 et 2010	35
Tableau 12 : Structures d'hébergement touristique de la future CC4B	36
Tableau 13 : Fréquentation des structures d'hébergement du Pays Sud Charente et de la Charente entre 2007 et 2010	37
Tableau 14 : Principaux employeurs du territoire	44
Tableau 15 : Evolution des effectifs des établissements scolaire entre 2007 et 2010 ...	47
Tableau 16 : Evolution du nombre d'exploitations agricoles par canton entre 1979 et 2000	50
Tableau 17 : Répartition des surfaces agricoles utilisées sur le territoire en 2000	51
Tableau 18 : Répartition des différents types de commerces de la future CC4B et de la Charente en 2010	56
Tableau 19 : Les grandes surfaces du territoire	57
Tableau 20 : Répartition des différents types de services de la future CC4B et de la Charente en 2010	60
Tableau 21 : Liste non exhaustive des entreprises liées aux transports	64
Tableau 22 : la création d'entreprises dans l'artisanat	67
Tableau 23 : La création d'entreprises artisanales dans le secteur du bâtiment et des travaux publics	68
Tableau 24 : Les entreprises industrielles du territoire	71
Tableau 25 : La création d'entreprises industrielles sur le territoire depuis 2005	74
Tableau 26 : Proposition d'un plan de site	82

Table des matières

Sommaire	3
Remerciements	6
Introduction	8
Présentation de la mission	9
Structure de l'étude	10
1. Réactualisation du diagnostic du Schéma de Développement Economique de 2005	11
1.1. Une Communauté de Communes dynamique dans ses domaines de compétence	12
1.1.1. Le budget de la Communauté de Communes	13
1.1.2. Les actions de la Communauté de Communes depuis 2005	13
1.1.2.1. Les dépenses de la compétence économie	13
1.1.2.2. Les dépenses des autres compétences	15
1.1.2.3. Récapitulatif des actions et dépenses de la CC3B	16
1.1.3. La réforme de la taxe professionnelle (TP)	17
1.2. Localisation et démographie	18
1.2.1. Un territoire à trente minutes d'Angoulême et à une heure de Bordeaux	18
1.2.2. Une population en légère évolution.....	21
1.3. Un mode de déplacement essentiellement routier	24
1.3.1. Un grand axe structurant Nord-Sud	25
1.3.2. ... secondé par un axe est-ouest	27
1.3.3. La nouvelle ligne LGV porteuse de dynamisme local limité	28
1.4. Un territoire dont le cadre de vie est adapté à ses populations	29
1.4.1. Les services médicaux et médico-sociaux, présents mais non suffisants	30
1.4.2. Un service d'accueil à la petite enfance efficace et développé ...	32
1.4.3. De nombreuses infrastructures de culture, sports et loisirs	32
1.4.4. Une Communauté de Communes qui travaille à l'amélioration de son habitat	33
1.4.5. Une couverture Internet encore à améliorer	33
1.5. Un tourisme vert et de passage	34
1.5.1. L'évolution du tourisme	35
1.5.2. Les structures d'hébergement touristique	36
1.5.3. La fréquentation des structures d'accueil touristique	37
1.6. Un emploi dynamique et diversifié	38
1.6.1. La population active.....	39
1.6.2. Les catégories socioprofessionnelles (CSP)	39
1.6.3. Le chômage	40
1.6.4. L'offre d'emploi et sa répartition	41
1.6.5. L'action de la Communauté de Communes en matière d'emploi	44

1.7. Des établissements scolaires à maintenir et des formations à promouvoir	45
1.7.1. L'offre de formation du territoire	46
1.7.2. L'évolution des effectifs dans les établissements du territoire	47
1.7.3. Le ressenti des entreprises sur les formations	48
1.8. Un secteur prédominant : l'agriculture	49
1.8.1. Un nombre d'exploitations agricoles en perpétuelle diminution	50
1.8.2. La typologie des exploitations agricoles	51
1.8.3. La moyenne des exploitants agricoles de plus en plus élevée ...	52
1.9. Une offre diversifiée de commerces et de services de proximité	54
1.9.1. La répartition des commerces sur le territoire	55
1.9.2. Des grandes surfaces de plus en plus présentes... ..	56
1.9.3. ... sur un territoire où demeurent des commerces de proximité	58
1.9.3.1. Un nombre de boulangeries-pâtisseries en baisse	58
1.9.3.2. Un nombre de boucheries-charcuteries stable	59
1.9.4. La répartition des services sur le territoire	60
1.9.4.1. Des restaurants de plus en plus nombreux	60
1.9.4.2. Une augmentation du nombre de salons de coiffure, de salon de beauté et de blanchisseries	61
1.9.4.3. Les transports, service bien représenté sur le territoire grâce à la RN10	63
1.10. L'artisanat, créateur d'entreprises sur le territoire	65
1.10.1. Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) : un secteur prépondérant de l'artisanat sur le territoire	67
1.10.2. La création d'entreprises dans l'artisanat	67
1.11. L'industrie, source d'emplois sur le territoire	69
1.11.1. Historique industriel du territoire de la Communauté de Communes	70
1.11.2. Présentation du secteur de l'industrie sur le territoire	70
1.11.2.1. Les entreprises industrielles	70
1.11.2.2. Les principaux secteurs d'activités industrielles	73
1.11.2.3. L'évolution des industries sur le territoire	73
1.12. Synthèse des enjeux	75
2. Pistes de réflexion	78
2.1. Axe 1 : augmenter la communication au sein du territoire, entre la Communauté de Communes et ses habitants, et la promotion du territoire à l'extérieur	80
2.1.1. Axe 1.1. : augmenter la communication de la Communauté de Communes auprès des habitants et des entreprises	81
Action 1 : Développement du site Internet de la Communauté de Communes	81
Action 2 : publication d'un bulletin intercommunal plus fréquent et plus proche des acteurs économiques	84
Action 3 : Rédaction d'une lettre annuelle d'informations économiques aux entreprises	86
Action 4 : Animation et développement du club d'entreprises	88

« Entreprendre en Sud Charente »	
Action 5 : Publication d'un guide à la création, à la reprise et au développement d'entreprises	91
2.1.2. Axe 1.2. : promouvoir le territoire de la Communauté de Communes auprès de populations et d'entrepreneurs étrangers	93
Action 6 : Participation à des salons extérieurs de promotion territoriale	93
Action 7 : Mise en place d'une signalétique indiquant le territoire de la Communauté de Communes	95
2.2. Axe 2 : maintenir et développer le tissu économique local	97
Action 8 : Amélioration des conditions de stationnement et de la voirie	98
Action 9 : Mise en place d'une signalétique économique pour les entreprises	99
Action 10 : Poursuite de la promotion et de l'aide au montage de dossier de diverses aides financières	102
Action 11 : Mise en place d'actions leviers, notamment auprès de Pôle Emploi	105
Action 12 : Organisation de forums des métiers à destination des étudiants, des demandeurs d'emploi, des entreprises et des recruteurs	106
Action 13 : Création d'un guichet unique d'aide à la création et à la reprise d'entreprises	108
Action 14 : Organisation de concours à la création et à la reprise d'entreprises	110
Action 15 : Réflexion autour de la constitution ou non de réserves foncières	112
Action 16 : Mise à disposition des entrepreneurs des locaux commerciaux et/ou de bureaux de centre ville suivant le concept des ateliers relais	113
Action 17 : Réflexion autour de la mise en place d'un pôle d'excellence dans le domaine de l'emballage et de l'imprimerie	116
2.3. Récapitulatif des actions et enjeux correspondants	118
Conclusion	120
Bibliographie	122
Table des illustrations	126
Table des matières	128
Annexes	132
Annexe 1 – Liste des communes, leur population et leur superficie	133
Annexe 2 – Liste des membres du club d'entreprises « Entreprendre en Sud Charente »	135

Annexe 3 – Liste des entreprises présentes sur les zones d’activités communautaires	138
Annexe 4 – Répartition des entreprises questionnées selon le secteur et le nombre d’employés	140
Annexe 5 – Répartition des enjeux selon leurs destinataires	142
Annexe 6 – Règlement du concours à la création (action 14)	145
Annexe 7 – Diaporama de la présentation aux élus et chefs d’entreprise du travail effectué	149

ANNEXES



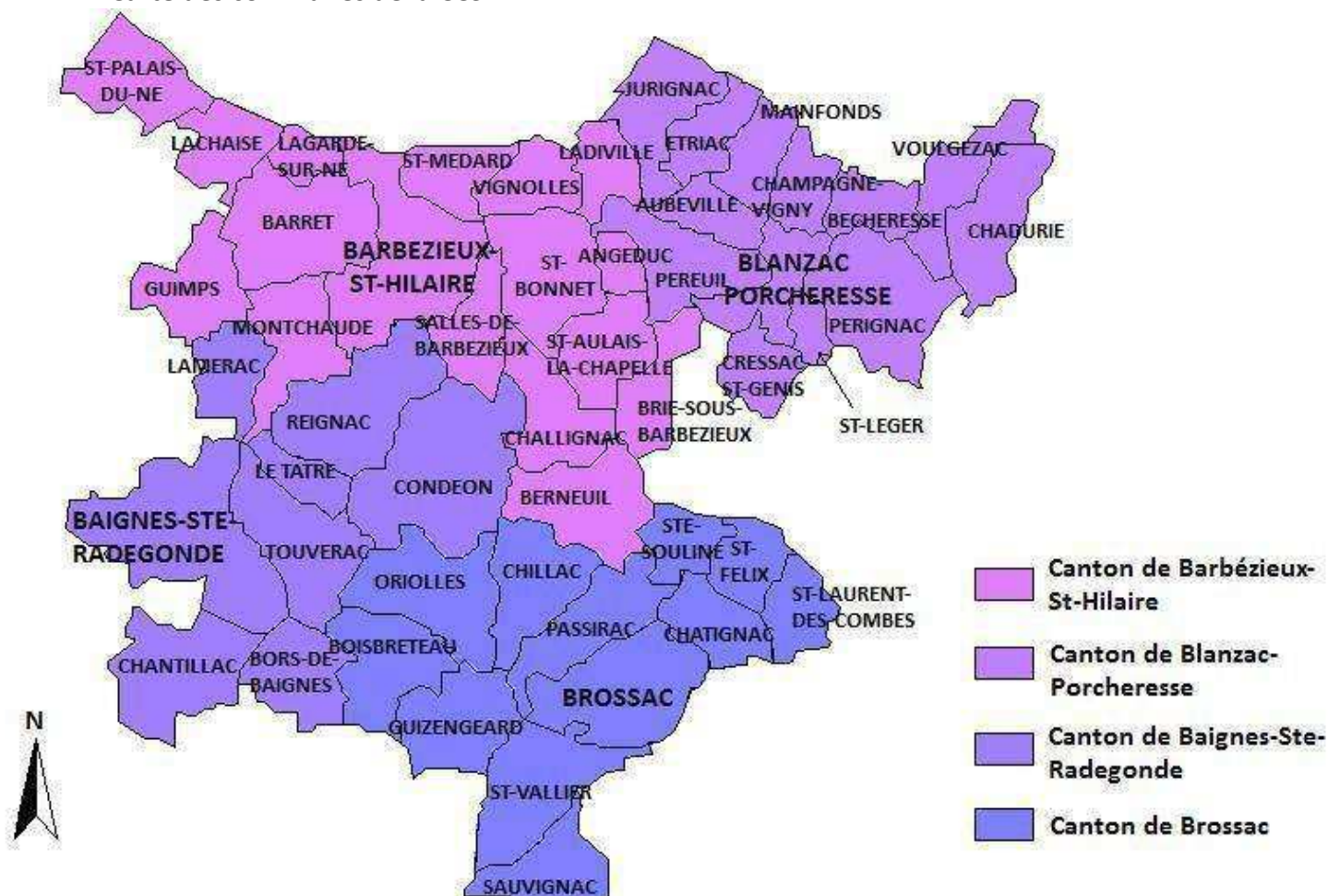
Annexe 1 – Liste des communes, leur population et leur superficie

Communes	Canton	Population Municipale	Population à part	Population Totale 2010	Superficie (m²)
Baignes-Ste-Radegonde	Baignes-Ste-Radegonde	1 282	24	1 306	3 122
Bors-De-Baignes	Baignes-Ste-Radegonde	128	0	128	1 228
Chantillac	Baignes-Ste-Radegonde	278	2	280	1 805
Condéon	Baignes-Ste-Radegonde	553	13	566	3 140
Lamérac	Baignes-Ste-Radegonde	197	6	203	921
Le Tâtre	Baignes-Ste-Radegonde	324	10	334	613
Reignac	Baignes-Ste-Radegonde	634	26	660	2214
Touvérac	Baignes-Ste-Radegonde	726	12	738	1819
Angeduc	Barbezieux-St-Hilaire	108	1	109	359
Barbézieux-St-Hilaire	Barbezieux-St-Hilaire	4 645	181	4 826	2 655
Barret	Barbezieux-St-Hilaire	897	28	925	2 237
Berneuil	Barbezieux-St-Hilaire	329	6	335	1 655
Brie-Sous-Barbézieux	Barbezieux-St-Hilaire	109	6	115	650
Challignac	Barbezieux-St-Hilaire	299	11	310	1 321
Guimps	Barbezieux-St-Hilaire	498	13	511	1 260
Lachaise	Barbezieux-St-Hilaire	285	7	292	943
Ladiville	Barbezieux-St-Hilaire	128	5	133	719
Lagarde-Sur-Né	Barbezieux-St-Hilaire	179	2	181	412
Montchaude	Barbezieux-St-Hilaire	518	7	525	1 418
St-Aulais-La-Chapelle	Barbezieux-St-Hilaire	238	2	240	1 484
St-Bonnet	Barbezieux-St-Hilaire	383	9	392	1 777
St-Médard	Barbezieux-St-Hilaire	243	12	255	824
St-Palais-Du-Né	Barbezieux-St-Hilaire	277	6	283	1 360
Salles-De-Barbézieux	Barbezieux-St-Hilaire	426	66	492	985
Vignolles	Barbezieux-St-Hilaire	182	3	185	880
Aubeville	Blanzac-Porcheresse	138	3	141	822
Bécheresse	Blanzac-Porcheresse	231	6	237	838
Blanzac-Porcheresse	Blanzac-Porcheresse	823	24	847	1 084
Chaduire	Blanzac-Porcheresse	517	12	529	1 642
Champagne-Vigny	Blanzac-Porcheresse	200	2	202	831
Cressac-St-Genis	Blanzac-Porcheresse	153	1	154	878
Etriac	Blanzac-Porcheresse	186	5	191	947

Jurignac	Blanzac-Porcheresse	523	11	534	1 600
Mainfonds	Blanzac-Porcheresse	165	2	167	926
Péreuil	Blanzac-Porcheresse	414	9	423	1 718
Pérignac	Blanzac-Porcheresse	542	6	548	2 552
St-Léger	Blanzac-Porcheresse	124	1	125	421
Voulgezac	Blanzac-Porcheresse	273	7	280	1 342
Boisbreteau	Brossac	124	0	124	1 516
Brossac	Brossac	549	20	569	2 184
Chatignac	Brossac	205	2	207	975
Chillac	Brossac	199	0	199	1 461
Guizengeard	Brossac	167	2	169	1 476
Oriolles	Brossac	241	6	247	1 830
Passirac	Brossac	255	7	262	1 467
Sauvignac	Brossac	113	6	119	1 162
Ste-Souline	Brossac	92	1	93	732
St-Félix	Brossac	124	3	127	808
St-Laurent-des-Combes	Brossac	152	1	153	767
St-Vallier	Brossac	104	1	105	1 821
Total		20 480	596	21 076	67 601

Sources : CC3B et Chambre d'Agriculture

Carte des communes de la CC3B



Annexe 2 – Liste des membres du club d’entreprises « Entreprendre en Sud Charente »

NOM Prénom	SOCIETE	ADRESSE
AUDOIN Vincent	Carrières AUSOIN et Fils	16120 GRAVES ST AMANT
ALLAIN Jean-Charles	AXA Assurance	18 Bd Chanzy 16300 BARBEZIEUX
ANSO Alain	Charente Pneus SARL	Les Combes 16300 BARBEZIEUX
BACLE Jean-Pierre	Tailleur de pierres	41 avenue Vignola 16300 BARBEZIEUX
BARBEAU Emmanuel	Tacon Décor France	Route de Chalais 16300 BARBEZIEUX
BLUTEAU Joseph	Bluteau Pépinières Paysage	Le Peuras 16300 REIGNAC
BORDAGE/PEROT Dominique	Association des BTS	7 avenue Pierre Mendés France 16300 BARBEZIEUX
BOUYER Guy	Barbezieux Matériaux	4 avenue des Alouettes 16300 BARBEZIEUX
BOUCHERIE J-Dominique	Chauffage Sanitaire	76 rue Victor Hugo 16300 BARBEZIEUX
CATONNET Jean-Pierre	SARL S.C.R.D.	Les Alouettes Route de St Médard 16300 BARBEZIEUX
CHAN-PAO Didier	CP Express	St Georges 16440 CLAIX
CHAUVIN Thierry	Transport Chauvin	Montville 16300 St MEDARD
COMBEAU Joëlle	AAISC/CAP Jeunes	32 rue de la motte 16300 BARBEZIEUX
CONSTANTIN Denis	Constantin SA	3 rte de Chalais 16300 BARBEZIEUX
CORLUY Gérard	SARL Etang Vallier	16480 BROSSAC
COUGNON Alain	Mecanic 2000	ZA Plaisance 16300 BARBEZIEUX
COUTURE Philippe	Caisse d’Epargne	18 Bd Gambetta 16300 BARBEZIEUX
COUTUS Pascale	Inter 3 B	12 rue Victor Hugo 16300 BARBEZIEUX
DAVIAS Christophe	Davias SARL	75 bis rue de la république 16300 BARBEZIEUX
DELATTE Benoît BENETREAU Philippe	SA Giraud Construction	Route de Cognac 16300 BARRET
DEPLECH Etienne	Delpech Fougerat	Font Giraud

		16300 BARRET
DIF Paul	Meubles DIF	Route d'Angoulême BP 21 16300 BARBEZIEUX
DOURIEU Jacques	Géomètre-Expert	33 Bd Gambetta 16300 BARBEZIEUX
ELIS Gérard	Mécanique Générale	La Maladrie 16300 BARBEZIEUX
EVEN Nicolas	SAS Even	ZA de Plaisance 16300 BARBEZIEUX
FERNANDES Francis	EURL Barbezieux Auto Bilan	Avenue de l'Europe 16300 BARBEZIEUX
FONTENAUD Stéphane	Barbezieux Antennes Services	33 Rue du Docteur Meslier 16300 BARBEZIEUX
FORNEL Jean-Pierre	Fornel Frères S.A.S.	Route de Chalais 16300 BARBEZIEUX
FORT Claire	SARL Planet'Hair	1 rue des Tours 16300 BARBEZIEUX
GABORIT Chantal	Crèche de Barbezieux (La Coopé des petits B)	La Verduze 16300 BARBEZIEUX
GALLOIS Olivier	Centre Leclerc	9 bis rue du Cmmtd Foucaud 16300 BARBEZIEUX
GALMAND Cécile	SARL O'Colory	48 bis rue Cmmtd Foucaud 16300 BARBEZIEUX
GARD Patricia	Groupama	18 rue Saint Antoine 16300 BARBEZIEUX
HUCHE Jean-Marie	Sud Charente Formation	16 rue du Docteur Meslier 16300 BARBEZIEUX
HURE	SARL Hure Agri Consult	Le Maine Audinon 16300 SAINT MEDARD
LACHAIZE	Espace Intérim	47 rue Marcel Meslier 16300 BARBEZIEUX
LAIDIN Jean-Michel	FIMECO	12 rue Elir Vinet 16300 BARBEZIEUX
LATORCE Xavier	Sud Charente Transport SAS	Chez Robert 16480 BOISBRETEAU
LEBOULANGER Catherine	DAVIGEL	6 route de Montmoreau 16300 BARBEZIEUX
LOTTE Danielle	Mission Locale	32 rue de la Motte 16300 BARBEZIEUX
MERCIER Frédéric	SARL GM Bois	16480 ORIOLES
NADON Laurent	EURL Transport de Bois	Chez Gallenon 1300 BARRET
NANOT HERBRETEAU Françoise	Architecte DPLG	6 place de la Fontaine 16210 CHALAIS
NAULEAU Michel	EARL du Taillant	Le TAillant

		16190 POULLIGNAC
NORMANDIN Aline	Transports Normandin	La Verduze 16300 BARRET
NORDLINGER Laurence	SA Michel Nordlinger	BP 1 16300 BARBEZIEUX
ORIOLE Florian	SBE	ZA Plaisance 16300 BARBEZIEUX
PETIT Patrick	Transports Petit	Terres Douces 16210 ST AVIT
PROVOST Jean-Jacques	AMCOR Flexibles Venthenat	Route de Chalais 16300 BARBEZIEUX
ROUSTAN Paul-Henri	Société Générale	12 rue Gaudonne 16100 COGNAC
SADOUL Etienne	Salome	Le champ de la ville 16360 REIGNAC
SAUVAITRE Daniel	SARL Tastet	Le Tastet 16360 REIGNAC
SAUVAITRE Olivier	SARL Maine Laure	Les Chaussades 16360 LE TATRE
VIMPERE Dominique	Banque Populaire du Centre	5 ter Bd Chanzy 16300 BARBEZIEUX
LATORCE Xavier	TESSONNEAU	Chez Robert 16480 BOISBRETEAU
VENTHENAT Alain	Plastiques Venthenat	ZA La Font Close 16300 BARBEZIEUX
VILCHEZ Estéban	GAN Assurances	11 Bd Chanzy 16300 BARBEZIEUX
SWISTEK Florence	AGC Charente (CER France)	125 avenue de l'Europe 16300 BARBEZIEUX

Membres du Bureau 2010-2011 :

Nom	Fonction
M. CHAUVIN Thierry	Président
Mme. NORDLINGER Laurence	Vice-présidente
M. EVEN Nicolas	Vice-président
M. VENTHENAT Alain	Trésorier
M. DELATTE Benoît	Secrétaire
M. ANSO Alain	
M. MERCIER Frédéric	
M. BACLE Jean-Pierre	
M. VIMPERE Dominique	

Annexe 3 – Liste des entreprises présentes sur les zones d'activités communautaires

Zone d'activités	Secteur	Entreprise	Activité
Avenue de l'Europe	Artisanat	Nebout et Valentin	Menuiserie bois - Charpente - Pose fenêtres
	Commerce	Intermarché	Grande surface alimentaire
		Bricomarché	Grande surface alimentaire
		Carrefour Market	Grande surface alimentaire
		Lidl	Grande surface alimentaire
		Ford	Concessionnaire automobile
		Citroën	Concessionnaire automobile
		Valin	Aliments bétail
		DAVIAS Electricité	Electricité générale
	Services	Elephant Bleu	Station de lavage véhicule léger
		Dekra	Contrôle technique automobile
		Max Auto	Garage automobile
Barret	Artisanat	Renoux	Coutellerie d'art
	Commerce	Stock'Fouille	Magasin discount
	Industrie	Giraud	Construction métallique - Couverture - Bardage - Désamiantage
		Tonnellerie Erable	Fabrication d'emballages bois
	Services	Transports Nadon	Transports
Brossac	Commerce	Decaud	Commerce de gros de bois et de matériaux de construction
Le Tâtre	Artisanat	Distillerie Chaignaud	Distillerie
	Commerce	Hôtel Les Pins	Hôtel
	Industrie	Noblebois	Placage bois
		NORDLINGER	Unité de tranchage
	Services	Bouarm Palettes	Fabrication et réparation de palettes
		SBVP	Recyclage de pneus
		STC Transports Chaignaud	Transports
Le Vivier	Commerce	Point Vert	Jardinerie
		René David SARL	Grains, engrais
	Industrie	PolyImprim'	Imprimerie
	Services	Garage Laudet	Mécanique agricole
Triquedon-daine	Commerce	Le cellier des princes	Vente de vin, épicerie fine
	Services	Cabinet vétérinaire, Dr Cluzel	Vétérinaire
		Laboratoire d'analyses médicales Lavielle-Dupuy	Laboratoire d'analyses
		CréaDent Concept	Prothésiste dentaire

Zone d'activités	Secteur	Entreprise	Activité
Plaisance	Artisanat	SARL Bacle Jean-Pierre	Tailleur de pierres
		SARL La noblesse d'un matériau	Tailleur de pierres
	Commerce	Fornel et frères	Commerce de gros fruits et légumes
		Garandeau Matériaux	Commerce de matériaux
		Compagnie pétrolière de l'ouest	Commerce de carburants
		Plaisance Agri	Commerce de gros céréales/aliments
		LC Bois SARL	Négoce bois
		Fransbonhomme	Distribution (irrigation, canalisations, assainissement et travaux publics)
	Construction	Barbézieux Locations	Terrassements
		Barbezieux Locations Marceau	Travaux Publics
		Les compagnons de St Jacques	Travaux Publics
	Industrie	BCCL	Centrale béton
		Constantin	Sérigraphie
		Les moulins de St Preuil	Boulangerie Pâtisserie industrielle
		SA Jean-Marie Reynaud	Fabrication enceintes
		SAS Nordlinger	Fabrication et commercialisation de bande de chant d'enrobage
		AMCOR Flexible France	Fabrication d'emballages
		DAVIGEL	Fabrication de produits surgelés
		Plastique Venthenat et Cie	Fabrication de plastiques
		Cerrita SARL	Serrurerie métallerie - tôlerie industrielle
		FD3B	Façonnage
		Hélices Valex	Fabrication d'hélices
	Services	Localoc Contrôle	Contrôle technique
		La Poste	Centre de tri postal
		Massiat	Matériel de boulangerie - Réparation
		Mecanic 2000 Cougnon	Mécanique - Garage automobile
		SARL Verboi	Garage automobile - Station de lavage de camions
		Barbézieux Auto Bilan	Contrôle technique
		SAUR	Service des eaux
		Transports Petit	Transports
		SAS Even	Centre routier
		EDF GDF	Electricité gaz

Transports Bernon	Transports
Locatoumat	Location de matériel
LMP Sécurité MCD	Services de sécurité

Annexe 4 – Répartition des entreprises questionnées selon le secteur et le nombre d'employés

Nom de l'entreprise	Secteur (selon le code NAF)	Nombre de salariés (incluant CDI et CDD)
Amcor Flexibles	Industrie	244
SAS Leclerc	Commerce	165
Fornel Frères SAS	Industrie	85
Société Motoculture Herriberly	Commerce	72
Constantin	Industrie	70
Fontenoy Immobilier	Service	65
Giraud Contruction	Industrie	54
SAS Even	Service	53
SARL Tastet	Commerce	50
Les compagnons de Saint Jacques	BTP	48
Est Guenon SAS	Commerce	44
Plastiques Venthenat	Industrie	42
Nordlinger Michel	Service	40
Tonnellerie Mercier	Industrie	40
Transports Petit	Service	38
Transports Normandin	Service	36
SA Piveteau	Commerce	35
Transports Chauvin	Service	27
Tacon placages	Industrie	21
Transport Chauvin Bernard	Service	20
Plateforme de distribution de courrier La Poste	Service	19
Nebout et Valentin	BTP	18
SAUR	Service	16
Bricomarché	Commerce	15
RTR Scori Atlantique	Industrie	15
Cabinet Fimeco	Service	14
Ets Chaignaud	Commerce	14
LMP Sécurité	BTP	14
SARL Menuiserie Belly et fils	BTP	14
Vitivista	Commerce	14
Intermarché	Commerce	13
Mécanique 2000	Commerce	12
Moulinier Jean-Claude	Commerce	12
Bacle Pierre et Granit	Industrie	9
Entreprise Soulard-Deacud	Commerce	9
Meubles DIF	Commerce	9
Garandeau Matériaux	Commerce	8

SARL Huré Agri Consult	Commerce	8
Banque Populaire Centre Atlantique	Service	7
Crea-Dent Concept	Industrie	7
Davias Electricité	BTP	7
EURL Transport de bois	Service	7
Salomé	BTP	7
SARL Bonnaudin Père et fils	BTP	7
SARL Pradelle de la Forêt	Agriculture	7
SAS Jean-Marie Reynaud	Industrie	7
CERITTA	Industrie	6
Ligne Bois	Industrie	6
Pharmacie Jaulin	Commerce	6
Babrbezieux matériaux	Commerce	5
Crédit Agricole	Service	5
Groupama	Service	5
Espace Interim	Service	5
ICCAF	Service	5
Monnereau Immobilier	Service	5
Pharmacie du parc	Commerce	5
Restaurant l'Authentique	Service	5
SARL Etang Vallier	BTP	5
AXA	Service	4
Boucherie Charcuterie Courraud	Industrie	4
Couchet Thierry Menuiserie	BTP	4
Chez Fatima	Commerce	4
Dourieu Jacques	Service	4
GAN Assurances	Service	4
Marcombe	Agriculture	4
On y revient SARL	Industrie	4
Au pâton gourmand	Industrie	3
Barbezieux Locations Marceau	BTP	3
Chauffage-sanitaire Boucherie JD.	BTP	3
Clinique vétérinaire	Service	3
Frans Bonhomme	Commerce	3
Groupe GDV Berge&Co	Industrie	3
Immobilier Sud Charente	Service	3
Locatoumat	Service	3
Mécanique Générale	Industrie	3
Pharmacie des Halles	Commerce	3
Planet'Hair	Service	3

Annexe 5 – Répartition des enjeux selon leurs destinataires

Le tableau suivant répartit les enjeux émis dans le diagnostic et dans le questionnaire selon leurs destinataires : la population, les entreprises et le développement économique de la Communauté de Communes.

	Population	Entreprises	Développement économique du territoire
Une Communauté de Communes dynamique dans ses domaines de compétences	Continuer de faire preuve de dynamisme et de réactivité dans le domaine de l'économie		
			Analyser au mieux les actions à réaliser en priorité pour pallier aux réductions du budget
Localisation et démographie			Bénéficier de la proximité de bassins économiques dynamiques
			Maîtriser le marché foncier et limiter un éventuel phénomène d'étalement urbain
Une population en légère évolution	Maintenir un niveau de services et d'activités actuel suffisant et assurer un niveau futur pour subvenir aux besoins des nouvelles populations (population âgée et ménages arrivants)		
		Conserver le caractère agricole du territoire, gage d'activité économique et d'une certaine qualité de vie.	
Un mode de déplacement essentiellement routier			Prévoir une potentielle augmentation de la demande d'implantation d'entreprises sur les ZA du territoire
			Anticiper le départ de la base de chantier LGV

	Population	Entreprises	Développement économique du territoire
Un territoire dont le cadre de vie est adapté à ses populations	Satisfaire les besoins de santé de la population et notamment de la population âgée		
	Assurer la continuité et le développement de l'offre de services sur le territoire afin d'améliorer le cadre de vie et ainsi attirer les cadres des entreprises		
		Réfléchir à la mise en place du très haut-débit afin de permettre le développement des entreprises du territoire	
Un tourisme vert et de passage		Bénéficier du cadre de vie naturel du territoire afin de développer le tourisme vert et le tourisme de passage	
Un emploi dynamique et diversifié	Conserver un faible taux de chômage et réduire la part des femmes parmi les chômeurs		
			Promouvoir le territoire et améliorer les services afin d'attirer une population aux salaires plus élevés
		Assurer le maintien des emplois sur le territoire ainsi qu'une dynamique de création d'emplois	
Des établissements scolaires à maintenir et des formations à promouvoir	Maintenir un tissu homogène d'écoles		
	Promouvoir les formations du territoire		

Population		Entreprises	Développement économique du territoire
Un secteur prédominant : l'agriculture		Conserver un tissu agricole diversifié, signe d'activité rurale	
		Répondre aux inquiétudes liées à la reprise des exploitations	
		Proposer une promotion des circuits courts	
Une offre diversifiée de commerces et de services de proximité			Maîtriser le développement des surfaces commerciales en développant une stratégie d'urbanisme commercial
		Maintenir et accompagner le développement du tissu de commerces et de services	
L'artisanat, créateur d'entreprises sur le territoire		Encourager la création et la reprise d'entreprises	
		Valoriser le tissu industriel du territoire	
L'industrie, source d'emplois sur le territoire		Impulser une dynamique de réseau au sein des entreprises du territoire	
Questionnaire	Améliorer la communication de la Communauté de Communes		

Annexe 6 – Règlement du concours à la création (Action 14)

REGLEMENT

« Concours Création Entreprises Communauté de Communes des 4B Sud-Charente »

ARTICLE 1 : Présentation

La communauté de communes des 4B Sud-Charente en partenariat avec les acteurs du développement économique de la Charente, organise un Concours favorisant l'accueil de nouvelles activités sur son territoire. Le concours vise à stimuler les initiatives de créations d'activités nouvelles et innovantes sur son territoire.

ARTICLE 2 : Typologie des candidats

Le concours est ouvert à toute personne ou groupe de personnes ayant un projet de création ou de développement d'entreprise.

✓ Peuvent se porter candidats :

Les porteurs de projets, personne physique majeure, ne faisant l'objet d'aucune condamnation pour faillite personnelle ou interdiction de gérer.

✓ Ne peuvent être candidats :

Toutes personnes amenées à participer à l'élaboration de ce concours de création d'entreprises et les membres de leur famille.

ARTICLE 3 : Modalités

Tout participant présentant un dossier de candidature déclare que son projet est sa seule propriété intellectuelle ou celle de son équipe. Les candidats s'engagent à ne communiquer que des informations exactes, réelles et sincères.

Les candidats pourront se voir demander des précisions ou justifications supplémentaires par les organisateurs en cas de besoin.

L'organisateur du concours se réserve le droit de rejeter tous dossiers illisibles, incomplets ou raturés. Après vérification des documents et lorsque le dossier est complet, un accusé de réception sera adressé au candidat par email.

ARTICLE 4 : Frais de participation

La participation au concours est gratuite. Toutefois, les frais liés aux déplacements, lors de la sélection et de la remise des prix, seront à la charge des participants.

ARTICLE 5 : Présentation et composition des dossiers de candidature

Les dossiers de candidature devront impérativement comprendre :

- ✓ Un descriptif du produit, du procédé ou du service et/ou les avantages concurrentiels du produit,
- ✓ L'état d'avancement du projet de création ou du projet de développement,
- ✓ L'état des connaissances de l'environnement du produit, du marché tant sur le plan qualitatif que quantitatif,
- ✓ Suivant l'état d'avancement, la définition des principales orientations stratégiques,
- ✓ Un dossier financier comprenant au moins un compte de résultats prévisionnel à 3 ans, ainsi qu'un plan de financement,
- ✓ Un CV du créateur et des principaux associés, avec pour chacun le niveau d'implication et éventuellement d'apport au projet,
- ✓ Une fiche synthétique présentant le projet dans ses grandes lignes,
- ✓ Une lettre d'engagement des candidats.

147

ARTICLE 6 : Critères de sélection

Un jury examinera les dossiers et sélectionnera les lauréats en fonction des critères suivants :

- ✓ Les caractéristiques du projet,
- ✓ La viabilité économique et financière du projet,
- ✓ L'existence d'un marché et l'offre déjà existante sur le territoire,
- ✓ La motivation quant à la création ou la reprise d'une entreprise,
- ✓ La création d'emploi.

Les projets présentant une caractéristique innovante pour le territoire seront particulièrement recherchés.

Après une première sélection, les candidats retenus seront invités à venir présenter leur projet devant le jury. Les délibérations se dérouleront à huis clos et les candidats seront informés individuellement de la décision du jury, qui déterminera les lauréats.

Après leur désignation comme lauréat et à tous moments pendant la phase de mise en œuvre du projet devant aboutir à leur création et leur implantation sur le territoire de la Communauté de Communes des 4B, les candidats s'engagent à communiquer l'ensemble des informations liées à la mise en œuvre du projet, notamment les partenariats déclarés ou sollicités, les aspects financiers, techniques et/ou commerciaux.

ARTICLE 7 : Prix

Le concours est doté d'un montant qui sera partagé entre les lauréats.

En outre, la Communauté de Communes, s'engage à mettre à la disposition des lauréats les conditions d'hébergement nécessaires au développement des projets, dans la limite de ses disponibilités (bureaux, ateliers, terrains...) et à des conditions tarifaires intéressantes.

Les lauréats bénéficieront d'un accompagnement s'ajoutant au prix en numéraire comprenant des conseils économiques, un appui pour l'identification, la sollicitation et le montage de dossiers d'aides publiques apporté par les chambres consulaires et la Communauté de Communes ainsi que d'un appui technique

148

ARTICLE 8 : Confidentialité

Tous les membres du jury du concours signeront un engagement de confidentialité pour protéger les projets d'entreprises qu'ils seront chargés d'examiner.

ARTICLE 9 : Attribution des prix

Le prix sera remis au représentant légal dont le nom figurera dans le dossier de candidature.

Le versement du prix sera conditionné par la signature d'une convention par laquelle le Porteur du projet s'engagera notamment :

- ✓ à accepter son prix et à installer son activité sur le territoire de la Communauté de Communes dans un délai de 8 mois, après proclamation des résultats. Ce délai pourra être prolongé pour tenir compte de cas particuliers justifiés, et après accord notifié par écrit par l'organisateur du concours.

- ✓ Le prix sera effectivement versé à la société par l'organisateur et les partenaires du concours après sa démarche d'immatriculation au registre de commerce et à la date de son implantation sur la Communauté de Communes.

- ✓ La totalité du prix en numéraire devra être apportée soit au capital social de l'entreprise soit au compte courant des associés.

Il sera strictement interdit au lauréat d'utiliser le prix offert par les partenaires à d'autres fins que celles plébiscitées par le jury. En cas d'irrégularité, le jury se réserve la possibilité de retirer le prix déjà attribué.

En cas de non-respect des clauses vues à l'article 6 par les lauréats désignés, les organisateurs se réservent le droit de proclamer comme nouveau lauréat le ou les suivants immédiats, désignés sur les délibérations du jury.

Les lauréats s'engagent à être présents lors de la remise des prix, et à participer à toute action de promotion directement liée au concours, à ses retombées, pour la Communauté de Communes et les partenaires du concours.

ARTICLE 10 : Responsabilité des organisateurs

La Communauté de Communes se réserve le droit de modifier, d'écourter ou d'annuler le concours. Sa responsabilité ne saurait être engagée de ce fait. Les résultats des délibérations du jury ne peuvent donner lieu à aucune contestation.

ARTICLE 11 : Engagements du candidat

Chaque candidat s'engage à respecter tous les points du présent règlement et à présenter sa candidature sur un dossier type pouvant être retiré auprès de la Communauté de Communes.

En cas de non-respect du règlement par un candidat, les organisateurs se réservent le droit d'annuler sa candidature.

Par ailleurs, les candidats s'engagent à n'intenter aucun recours concernant les conditions d'organisation du concours, les résultats et les décisions du jury.

Annexe 7 – Diaporama de la présentation aux élus et chefs d'entreprise du travail effectué

150

Réactualisation du Schéma de Développement Economique

Présentation
29 juin 2011



Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Cadre de la mission

2

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Raisons de la mission

Cadre	• Compétence économie : compétence obligatoire d'une Communauté de Communes
Diagnostic	• Diverses réformes : taxe professionnelle et collectivités locales
Enquête	• Contexte de la fusion entre la CC3B et la CC du Blanzacais • 2005 : réalisation du Schéma de Développement Economique • Actions concrètes réalisées à 90% environ

3

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Actions réalisées par la CC3B

Cadre	• Axe 1 : Développer les zones d'activités
Diagnostic	• Axe 2 : Constituer une offre immobilière polyvalente
Enquête	• Axe 3 : Accompagner le développement des entreprises

4

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Objectifs de la mission


Cadre	• Disposer d'une analyse du tissu économique local et de l'emploi
Diagnostic	• Appréhender les attentes et besoins des chefs d'entreprises et leur perception du territoire
Enquête	➔ Donner aux élus des pistes de réflexion pour orienter le développement économique du territoire

5

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Réactualisation du Schéma de Développement Economique

**POLYTECH**
TOURS
Département Développement

Commerces, Services et Artisanat

Cadre


Diagnostic

Enquête

- 40% de l'emploi soit 3 000 emplois
- 17% de l'emploi dans le commerce
15% de l'emploi dans les services
8% de l'emploi dans l'artisanat
- 41% des entreprises soit 1 200 entreprises

14

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

**POLYTECH**
TOURS
Département Développement

Commerces, Services et Artisanat

Cadre


Diagnostic

Enquête

- Le commerce
 - Des grandes surfaces de plus en plus présentes
 - Une surface commerciale par habitant deux fois plus importante que la moyenne départementale et trois fois plus importante que la moyenne nationale.
 - Des domaines diversifiés (alimentaire, habillement, jardinage, meubles, ...).
- Un tissu de commerces de proximité qui se maintient

15

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

**POLYTECH**
TOURS
Département Développement

Commerces, Services et Artisanat

Cadre


Diagnostic

Enquête

- Les services
 - Des restaurants de plus en plus nombreux (48 en 2010)
 - Entre 2005 et 2011 : 27 créations et 15 radiations
 - Les activités liées aux transports bien représentées sur le territoire
 - 27 transporteurs soit 282 emplois
 - Le centre routier SAS EVEN, 53 emplois

16

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

**POLYTECH**
TOURS
Département Développement

Commerces, Services et Artisanat

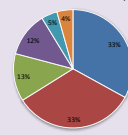
Cadre

Diagnostic

Enquête

- L'artisanat
 - L'artisanat est composé des entreprises de moins de 10 salariés dans les secteurs de l'alimentation, le bâtiment, la fabrication et les services
 - 200 entreprises pour 700 emplois
 - Un secteur prédominant avec 37% des entreprises : le BTP


Les entreprises du bâtiment



- Près de la moitié de la création d'entreprises : 42 créations

17

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

**POLYTECH**
TOURS
Département Développement

L'industrie

Cadre


Diagnostic

Enquête

- Une cinquantaine d'entreprises qui regroupent 15% de l'emploi.
- Des entreprises historiquement implantées sur le territoire : AMCOR, DAVIGEL, LES MOULINS DE ST PREUIL.
- Une typologie de l'industrie diversifiée :
 - L'industrie du plastique avec 25% de l'emploi industriel ;
 - L'industrie agroalimentaire avec 20% de l'emploi industriel ;
 - L'industrie du bois et du papier avec 15% de l'emploi industriel.

18

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

**POLYTECH**
TOURS
Département Développement

Synthèse

Cadre


Diagnostic

Enquête

- Un territoire stratégiquement bien situé
- Un faible taux de chômage mais une sur-représentativité des femmes
- Un tissu de petites entreprises
- Un tissu d'entreprises locales mais pas de nouvelles activités
- Un tissu commercial, artisanal et de services dense
- Une industrie implantée historiquement et qui embauche mais fébrilité due à des centres de décision lointains
- Une agriculture en difficulté

19


Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

**POLYTECH**
TOURS
Département Développement

Résultats de l'enquête: « Ressenti économique des entreprises »

20

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

**POLYTECH**
TOURS
Département Développement

Résultats de l'enquête « Ressenti économique des entreprises »

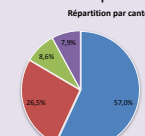
Cadre

Diagnostic

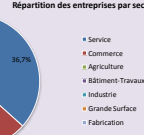
Enquête

- Présentation du panel
 - 151 entreprises rencontrées

Répartition par canton



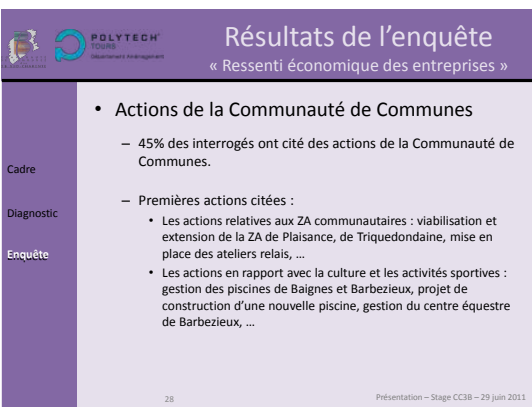
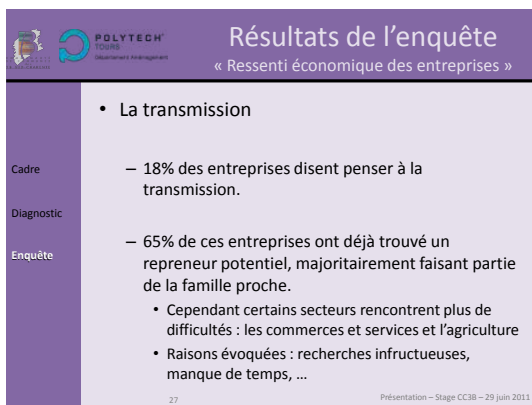
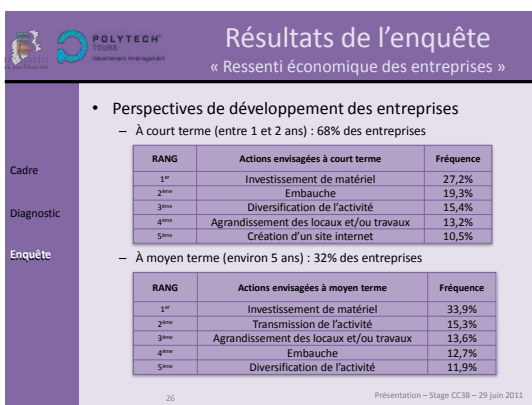
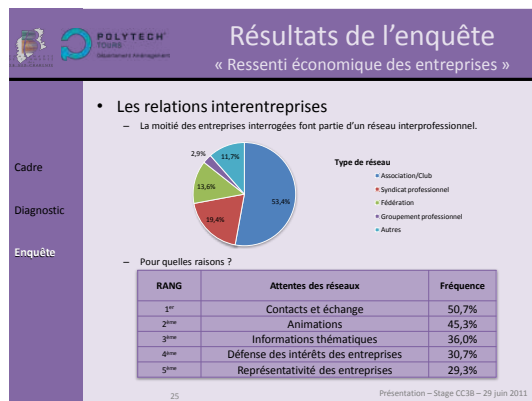
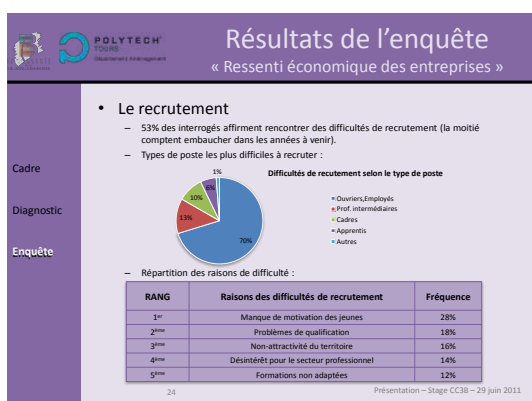
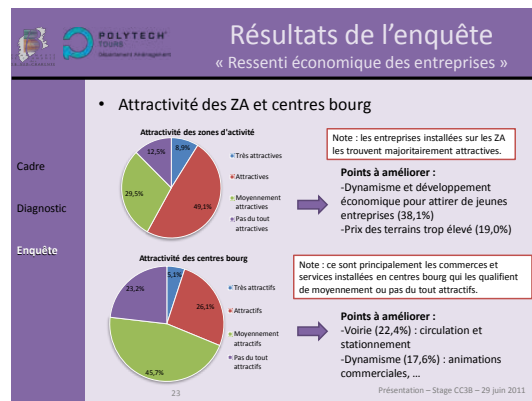
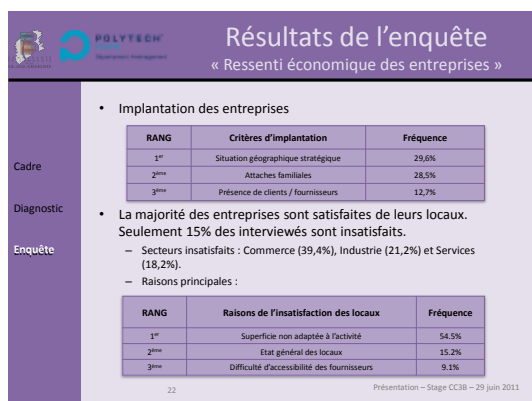
Répartition des entreprises par secteur



21

Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Réactualisation du Schéma de Développement Economique



Réactualisation du Schéma de Développement Economique

Résultats de l'enquête
« Ressenti économique des entreprises »

Enquête

- Moyens d'amélioration de l'attractivité du territoire

RANG	Moyens d'amélioration	Fréquence
1 ^{er}	Aides financières : - Aide à la création, à la reprise et au développement d'entreprises	30,8%
2 ^{ème}	Promotion du territoire et communication	27,9%
3 ^{ème}	Accompagnement et soutien des acteurs locaux : - Guichet unique d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises	26%
4 ^{ème}	Aides immobilières : - Offre de bâtiments et terrains à la vente ou à la location	12,9%

30 Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Résultats de l'enquête
« Ressenti économique des entreprises »

Enquête

- Attentes vis-à-vis de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, de la Chambre d'Agriculture :

RANG	Critères d'implantation	Fréquence
1 ^{er}	Aides : - Aides aux entreprises autres que PME et TPE - Aides aux prestataires de services - Aides pour la reprise, création et transmission d'entreprises	24,5%
2 ^{ème}	Travail sur la proximité : - Ecoute entre les différentes chambres consulaires - Plus de proximité avec les acteurs locaux et petites entreprises	20,7%
3 ^{ème}	Informations diverses : - Information juridiques et pénales - Informations sur les formations - Informations thématiques en rapport avec l'actualité	18,9%

31 Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Résultats de l'enquête
« Ressenti économique des entreprises »

Enquête

- Quelques remarques

- Communauté de Communes qui apparaît dynamique et efficace, ayant une bonne implication dans la vie économique.
- Questionnaire bien accueilli par les entreprises.

32 Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Résultats de l'enquête
« Ressenti économique des entreprises »

Enquête

- Synthèse

- Les entreprises sont globalement satisfaites de leurs locaux
- Des difficultés de recrutement sont observées chez une grande partie des entreprises rencontrées
- Transmission assurée pour les 2/3 des entreprises l'envisageant
- Implantation d'entreprises basée sur la situation géographique et le cadre familial
- Une méconnaissance du rôle et des actions de la Communauté de Communes est remarquée
- Les entreprises ont de nombreuses attentes en termes d'amélioration des aménagements existants et de l'attractivité du territoire (offre immobilière pour la création)

33 Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Enquête
« Ressenti économique des entreprises »

Enquête

- Pistes de réflexion émanant de l'enquête

- Impliquer les entreprises dans la vie économique de la Communauté de Communes
- Faudrait-il étendre le concept des ateliers relais à des immeubles de bureaux ou des commerces de centre-ville?
- Faudrait-il développer sur le territoire un Pôle d'excellence dans le domaine de l'emballage?

34 Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Quelles évolutions pour demain ?

35 Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Quelles évolutions pour demain ?

- Améliorer l'attractivité du territoire et la communication de la Communauté de Communes
- Comment anticiper l'avenir économique du territoire ?
 - Faut-il continuer à créer des réserves foncières et investir dans l'immobilier ?
- Comment renforcer l'économie locale ?
 - Faut-il mettre en place des dispositifs financiers ou une assistance au montage de dossier ?
- Quel positionnement économique adopter pour la Communauté de Communes pour maintenir le tissu local ?
- Faut-il développer et réorienter les actions du club d'entreprises ?

36 Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011

Merci de votre attention

37 Présentation – Stage CC3B – 29 juin 2011



Ressenti économique des entreprises

Questionnaire
Résultats

Communauté de communes des 3B Sud Charente

Tuteur : LARRIBE Sébastien

BECKING Claire
CARNEIRO Anthony
DUVAL Charlotte
SOULIER Aurélie
TANG Hua

Sommaire

Sommaire	3
Introduction	4
Questionnaire – Exemple du formulaire	5
Questionnaire – Résultats	10
I. Présentation du panel	11
II. Résultats	13
1) L'entreprise, son activité, des locaux, ...	13
2) Le recrutement	28
3) Les perspectives d'évolution de l'entreprise	31
4) Accueil et accompagnement des entreprises	33
5) Autres remarques	40

Introduction

Le questionnaire « Ressenti Economique des Entreprises » a été réalisé en réponse à la commande de la Communauté de Communes des 3B Sud Charente en parallèle de la réactualisation du Schéma de développement Economique. Il a pour but de recueillir les attentes et besoins des entreprises et d'évaluer l'attractivité du territoire afin d'aider au mieux les élus dans la stratégie économique future à adopter et à développer sur le territoire.

Ce questionnaire a été réalisé en partenariat avec les chambres consulaires : Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et d'Industrie et Chambre d'Agriculture. Après avoir été approuvé par la Communauté de Communes et ces partenaires, le questionnaire a été soumis à différentes entreprises du territoire pendant une durée d'environ un mois.

Le panel des entreprises interrogées était composé des membres du club d'entreprises « Entreprendre en Sud Charente », des entreprises installées sur la ZAE de Plaisance, de celles installées sur les autres zones d'activités du territoire, des commerçants et artisans de centre-bourg et ainsi que d'autres entreprises et exploitations constituant le tissu économique local.

A l'issue du questionnaire, 151 réponses des entreprises ont été recueillies et ce dans les cantons de Baignes, Barbezieux, Brossac et dans la Communauté de Communes du Blanzacais.

La suite de ce document présente un exemplaire du questionnaire et l'analyse des résultats qui a été faite.

NB : Certaines questions demandant un ordre de priorité dans les réponses choisies, un système de pondération a été mis en place. Une réponse citée en rang 1 vaudra pour 3 réponses, une citée en rang 2 pour 2 et une citée en rang 3 pour une.

QUESTIONNAIRE

Exemplaire du formulaire



Numéro du questionnaire : _____

Ressenti économique des entreprises

Ce questionnaire est réalisé dans le cadre de la réactualisation du Schéma de Développement Economique du territoire de la future Communauté de Communes 3B Sud Charente et du Blanzacais.

Il ne prend que 10 minutes et a pour objectif de recueillir vos attentes et besoins et d'évaluer l'attractivité du territoire.

1) Présentation de votre entreprise

a. L'activité de votre entreprise

Statut de l'entreprise :

☐ Entreprise individuelle

☐ SARL

☐ EARL

☐ SA

☐ GAEC

☐ Autres : _____

Votre code NAF (anciennement code APE) : _____

Produit(s)/Service(s) proposé(s) : _____

b. Le site de votre entreprise

Etes-vous locataire ou propriétaire de vos locaux ?

☐ Locataire : loyer de _____ / an

Superficie de vos locaux : _____

☐ Propriétaire

Vos locaux conviennent-ils à votre activité ?

☐ Oui

☐ Non

Sinon, pourquoi (3 réponses classées par ordre de priorité) :

☐ Difficulté d'accessibilité des fournisseurs

☐ Superficie non adaptée (problème de stockage)

☐ Difficulté d'accessibilité des clients

☐ Locaux pas aux normes

☐ Etat général

☐ Autres : _____

☐ Loyer trop élevé

c. Le personnel de l'entreprise

	CDI	CDD	Apprentis	Intérimaires	Saisonniers
Nombre moyen annuel					

Votre conjoint(e) travaille-t-il(elle) dans votre entreprise ?

☐ Non

☐ Oui en tant qu'associé

☐ Oui en tant que conjoint collaborateur

☐ Oui en tant que salarié

d. Ancienneté :

De l'entreprise : _____

e. Localisation de l'entreprise

Votre entreprise est localisée :

☐ Dans le centre bourg

☐ Dans une zone d'activités

☐ En périphérie

☐ Autres : _____

A-t-elle toujours été localisée ici ?

☐ Oui

☐ Non : Ancienne localisation : _____

Raisons du départ : _____

Raisons du choix de la nouvelle localisation : _____

f. Implantation de l'entreprise

Quels sont les critères d'implantation de votre entreprise (3 réponses classées par ordre de priorité) ?

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Situation géographique stratégique | <input type="checkbox"/> Mesures incitatives d'aide à l'implantation |
| <input type="checkbox"/> Attaches familiales/Originaire du territoire | <input type="checkbox"/> Taux de taxe professionnelle |
| <input type="checkbox"/> Opportunités (foncières, immobilières) | <input type="checkbox"/> Prix du terrain / Montant du loyer |
| <input type="checkbox"/> Présence de clients et fournisseurs | <input type="checkbox"/> Autres : _____ |
| <input type="checkbox"/> Qualité de vie | <input type="checkbox"/> Ne se prononce pas |

Pour quelles raisons utilisez-vous internet dans le cadre de votre activité professionnelle ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Gestion financière | <input type="checkbox"/> Votre site internet |
| <input type="checkbox"/> Gestion administrative | <input type="checkbox"/> Autres : _____ |
| <input type="checkbox"/> Commandes (clients, fournisseurs) | <input type="checkbox"/> Ne se prononce pas |
| <input type="checkbox"/> Télédéclarations | |

7

Selon vous les zones d'activités et les centres bourg de la communauté de communes sont-ils attractifs ?

Zones d'activités	Centres bourg
<input type="checkbox"/> Très attractives	<input type="checkbox"/> Très attractifs
<input type="checkbox"/> Attractives	<input type="checkbox"/> Attractifs
<input type="checkbox"/> Moyennement attractives	<input type="checkbox"/> Moyennement attractifs
<input type="checkbox"/> Pas du tout attractives	<input type="checkbox"/> Pas du tout attractifs
<input type="checkbox"/> Ne se prononce pas	<input type="checkbox"/> Ne se prononce pas

Si moyennement ou pas du tout attractifs, quels sont les points à améliorer ?

g. Relations interentreprises

Faites-vous partie d'un réseau interprofessionnel ?

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Club d'entreprises | <input type="checkbox"/> Syndicat professionnel |
| <input type="checkbox"/> Association de commerçants | <input type="checkbox"/> Autres : _____ |
| <input type="checkbox"/> Association d'artisans | <input type="checkbox"/> Non, aucun réseau |
| <input type="checkbox"/> Association d'agriculteurs | |

Nom du ou des réseaux : _____

Qu'attendez-vous du ou des réseaux (3 réponses par ordre de priorité) ?

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Informations thématiques | <input type="checkbox"/> Défense des intérêts des entreprises |
| <input type="checkbox"/> Actions collectives | <input type="checkbox"/> Autres : _____ |
| <input type="checkbox"/> Communication | <input type="checkbox"/> Ne se prononce pas |
| <input type="checkbox"/> Représentativité des entreprises | |

h. Clients de l'entreprise

Quelle est l'origine de vos clients ?

- | | |
|------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> Locale | <input type="checkbox"/> Nationale |
| <input type="checkbox"/> Régionale | <input type="checkbox"/> Internationale |

Vos clients sont :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Des particuliers | <input type="checkbox"/> Des associations |
| <input type="checkbox"/> Des professionnels | <input type="checkbox"/> Autres : _____ |
| <input type="checkbox"/> Des collectivités | |

i. Fournisseurs de l'entreprise

Quelle est l'origine de vos fournisseurs ?

- | | |
|------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> Locale | <input type="checkbox"/> Nationale |
| <input type="checkbox"/> Régionale | <input type="checkbox"/> Internationale |

2) Le recrutement

Rencontrez-vous des difficultés de recrutement ?

- ☐ Oui
☐ Non

Si oui, sur quels types de postes (3 réponses maximum, par ordre de difficulté) ?

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Cadres | <input type="checkbox"/> Apprentis |
| <input type="checkbox"/> Professions intermédiaires | <input type="checkbox"/> Autres : _____ |
| <input type="checkbox"/> Ouvriers, employés | |

Quelles sont selon vous les raisons de ces difficultés (3 réponses classées par ordre de priorité) ?

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Problème de qualification | <input type="checkbox"/> Problème de logement |
| <input type="checkbox"/> Formations non adaptées | <input type="checkbox"/> Non-attractivité du territoire |
| <input type="checkbox"/> Manque de motivation des jeunes | <input type="checkbox"/> Désintérêt pour le secteur professionnel |
| <input type="checkbox"/> Problème de fidélisation des employés | <input type="checkbox"/> Autres : _____ |

3) Les perspectives d'évolution de votre entreprise

Qu'envisagez-vous (cochez les cases correspondantes) ?

Actions	A court terme (entre 1 et 2 ans)	A moyen terme (5 ans)
Agrandissement des locaux et/ou travaux		
Investissement de matériel		
Projet d'implantation ou de déménagement		
Dans une ZA communautaire (Plaisance, Barret, Brossac, ...) ?		
Diversification de l'activité (nouveaux produits, métiers, services, activités)		
Embauche de personnel		
Licenciements		
Création d'un site internet		
Transmission de l'activité		
Arrêt de l'activité		

Si arrêt de l'activité, quelles en seraient les causes ? _____

Si transmission de l'activité, avez-vous trouvé le repreneur potentiel ?

- ☐ Oui, précisez qui est-ce : _____
Si vous avez rencontré des difficultés, quelles étaient-elles ? _____
- ☐ Non, précisez pourquoi : _____

4) Accueil et accompagnement des entreprises

Quelles actions de la communauté de communes connaissez-vous ?

Quelles sont vos attentes et propositions vis-à-vis de la communauté de communes (3 réponses classées par ordre de priorité) ?

- ☐ Plus d'implication des élus
- ☐ Plus d'information sur l'aide à la création, à la reprise et au développement d'entreprises
- ☐ Une amélioration de la signalétique
- ☐ Une amélioration des accès
- ☐ Autres : _____
- ☐ Ne se prononce pas

9

Selon vous, comment favoriser l'attractivité du territoire (3 réponses classées par ordre de priorité) ?

- ☐ Un guichet unique pour l'accompagnement et la création d'entreprises
- ☐ Une aide à la création et à la reprise, ou au développement
- ☐ Une mise à disposition de plus de bâtiments
- ☐ Une mise à disposition de plus de terrains
- ☐ Une augmentation de la promotion du territoire
- ☐ Autres : _____
- ☐ Ne se prononce pas

Quels services utilisez-vous de la chambre des métiers et de l'artisanat, de la chambre de commerce et d'industrie ou de la chambre d'agriculture ?

- ☐ Accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises
- ☐ Accompagnement au développement de l'entreprise
- ☐ Accompagnement d'entreprises en difficulté
- ☐ Formalités administratives (créations, radiations, ...)
- ☐ Formations
- ☐ Autres : _____
- ☐ Ne se prononce pas

Quelles sont vos attentes et besoins vis-à-vis des chambres consulaires ?

Quels sont vos besoins pour l'avenir ?

5) Autres remarques

Nous vous remercions de votre attention et nous tenons à votre disposition pour toute question relative au questionnaire.

QUESTIONNAIRE

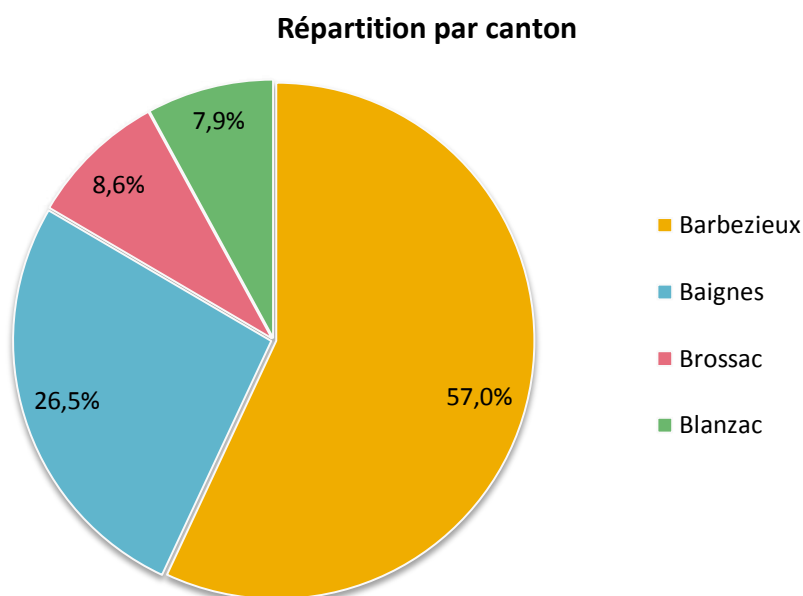
Résultats



I. Présentation du panel

Les diagrammes suivants présentent l'ensemble du panel des entreprises interrogées pour le questionnaire : leur localisation, les statuts des entreprises, leur secteur d'activités,

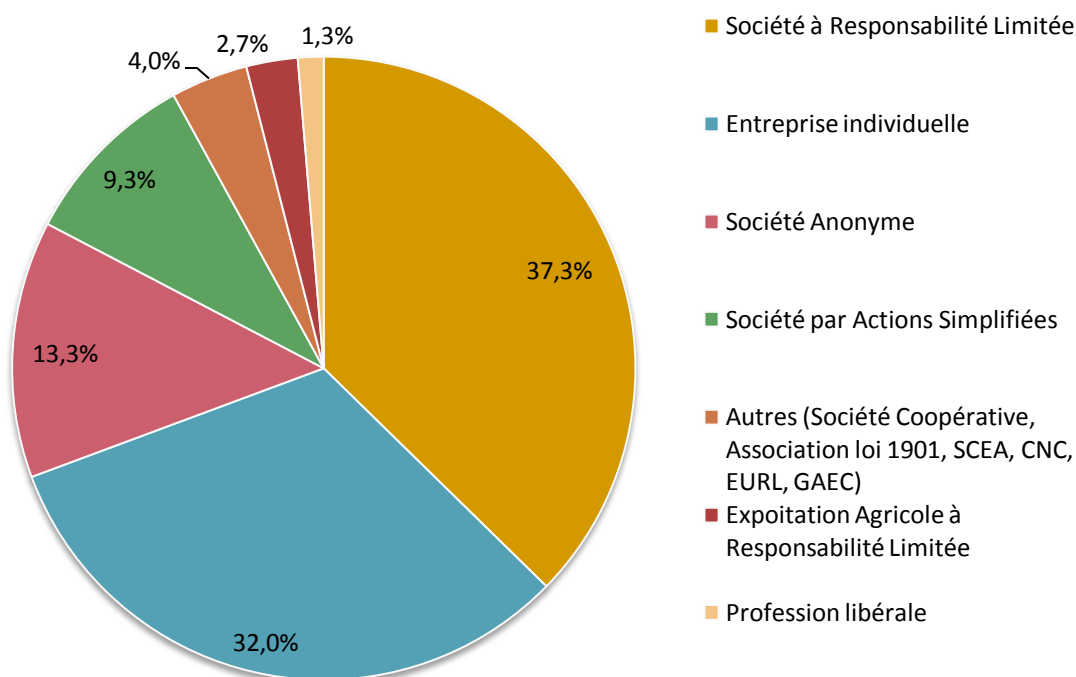
Localisation des entreprises par canton



11

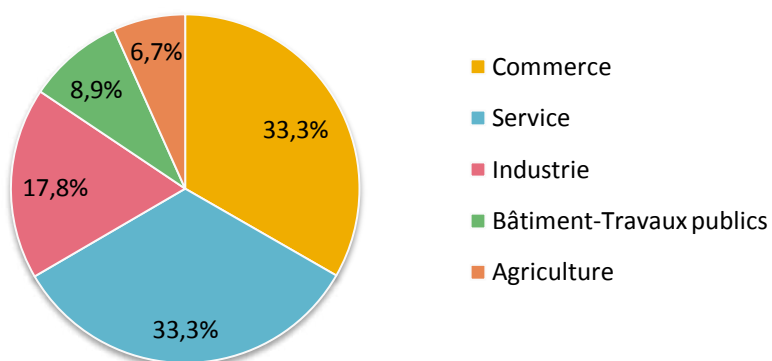
Statut des entreprises rencontrées

Répartition des statuts des entreprises questionnées



Secteur d'activités des entreprises rencontrées

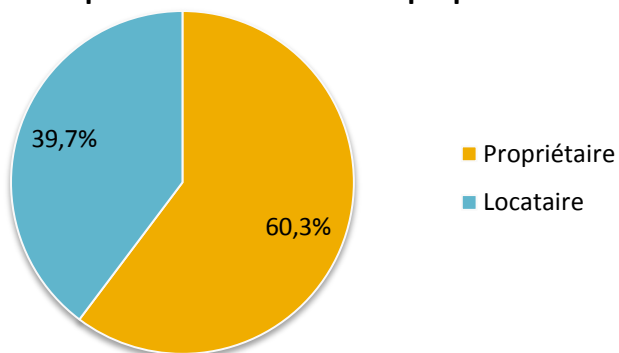
Répartition par secteur



12

Etes-vous locataire ou propriétaire des locaux ?

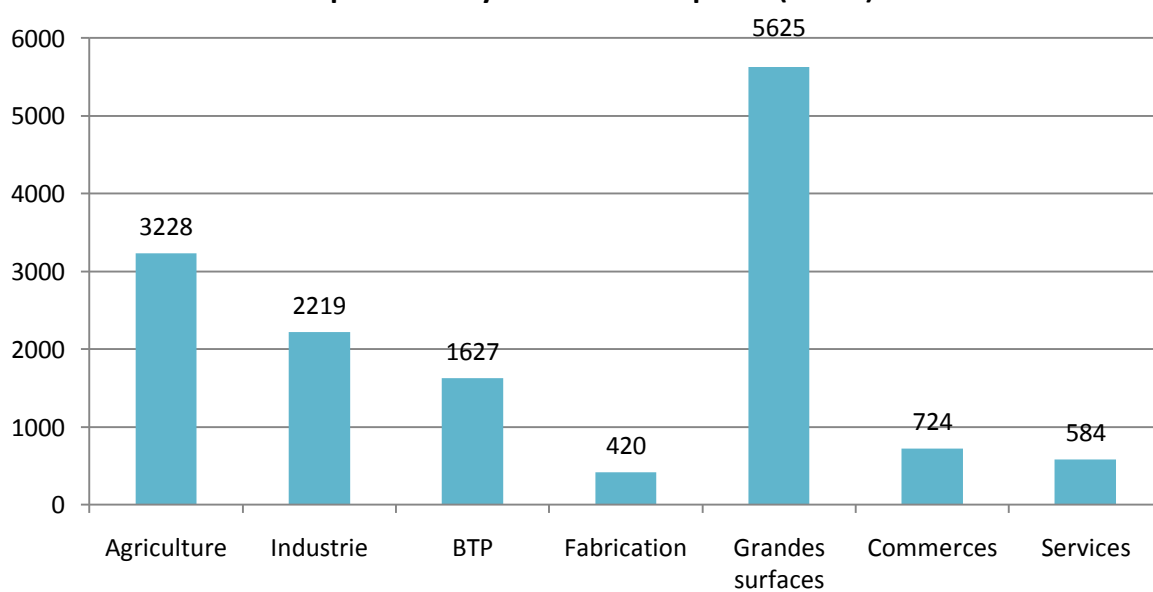
Proportion de locataires et propriétaires



Superficie des locaux :

Les superficies des entreprises rencontrées corroborent les tendances nationales.

Superficie moyenne des entreprises (en m²)



II. Résultats

1) L'entreprise, son activité, ses locaux, ...

i. Les locaux

Les locaux conviennent-ils à l'activité ?

60,3% des entreprises interrogées sont propriétaires. Parmi eux, seulement 11,0% déclarent que leurs locaux ne sont pas adaptés à leur activité dont 40% sont des commerces de proximité.

D'autre part, 20,0% des locataires présents sur le territoire ne sont pas satisfaits de leurs locaux. Quasiment la moitié des entreprises insatisfaites sont des commerces.

13

	Entreprises satisfaites de leurs locaux	Entreprises insatisfaites de leurs locaux
Entreprises propriétaires de leurs locaux	53,6% des entreprises	6,6% des entreprises
<i>Dont agriculture</i>	13,6%	30,0%
<i>Dont industrie</i>	9,9%	20,0%
<i>Dont fabrication</i>	0,0%	0,0%
<i>Dont BTP</i>	8,6%	0,0%
<i>Dont commerces de grande distribution</i>	6,2%	0,0%
<i>Dont commerces</i>	19,8%	40,0%
<i>Dont services</i>	42,0%	10,0%
Entreprises locataires de leurs locaux	31,8% des entreprises	7,9% des entreprises
<i>Dont agriculture</i>	4,2%	0,0%
<i>Dont industrie</i>	4,2%	16,7%
<i>Dont fabrication</i>	4,2%	16,7%
<i>Dont BTP</i>	12,5%	8,3%
<i>Dont commerces de grande distribution</i>	0,0%	0,0%
<i>Dont commerces</i>	37,5%	41,7%
<i>Dont services</i>	37,5%	16,7%

Si les locaux ne conviennent pas à l'activité, pourquoi (3 réponses classées par ordre de priorité) ?

Afin de connaître les raisons de cette insatisfaction, diverses réponses étaient proposées : « la difficulté d'accessibilité des fournisseurs », « la difficulté d'accessibilité des clients », « l'état général des locaux », « le loyer trop élevé », « la superficie non adaptée avec notamment des problèmes de stockage », « les locaux qui ne sont pas aux normes » ou éventuellement d'autres propositions. Les entreprises questionnées devaient choisir trois réponses au maximum et les classer par ordre de priorité.

Ainsi, la raison principale des insatisfactions des entreprises s'avère être la superficie des locaux qui n'est pas assez importante et qui n'est pas adaptée à leur activité. 66,7% des entreprises ont en effet placé cette réponse comme première cause d'insatisfaction et 54,5% l'ont au moins citée une fois. La deuxième raison, avec 14,3% des entreprises qui le placent au premier rang, est l'état général insalubre des locaux. 15,2% des entreprises l'ont citée dans l'une des trois raisons d'insatisfaction.

Le tableau suivant classe les réponses choisies selon l'ordre de priorité défini dans la méthode expliquée précédemment.

Classement	Raisons de l'insatisfaction des locaux	Fréquence	Fréquence pondérée
1	Superficie non adaptée à l'activité	54,5%	61,2%
2	Etat général des locaux	15.2%	14,1%
3	Difficulté d'accessibilité des fournisseurs	9.1%	9,4%
4	Loyer des locaux trop élevé	9.1%	5,9%
5	Difficulté d'accessibilité des clients	3.0%	3,5%
6	Difficulté d'achat de terrain à la CC3B	3.0%	3,5%
7	Locaux non aux normes	3.0%	2,4%

14

Le tableau suivant présente la répartition des raisons d'insatisfaction des locaux en fonction des différents secteurs d'activités :

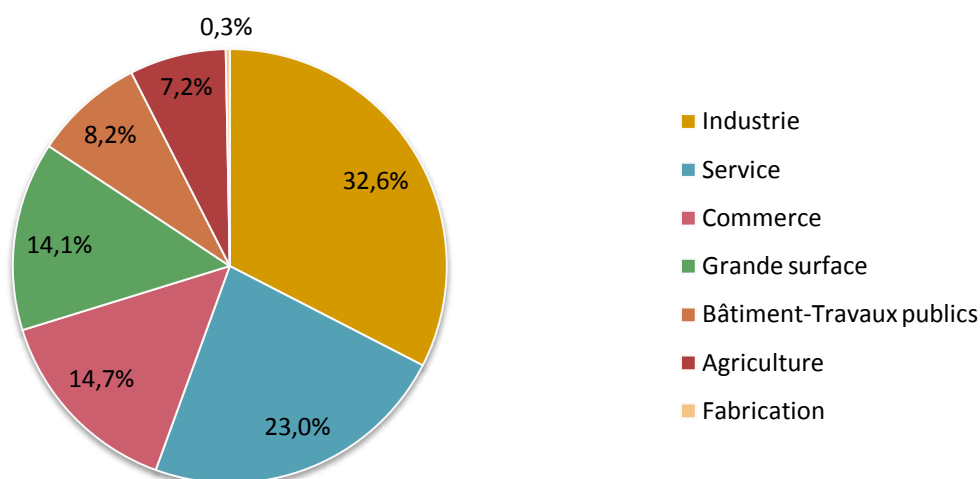
Superficie non adaptée à l'activité						
Agriculture	Commerce	Grande Surface	Industrie	Fabrication	BTP	Services
5.5%	44,4%	0%	16,7%	5,5%	5,5%	22.2%
Etat général des locaux						
Agriculture	Commerce	Grande Surface	Industrie	Fabrication	BTP	Services
40,0%	0%	0%	20,0%	20,0%	0%	20,0%
Difficulté d'accessibilité des fournisseurs						
Agriculture	Commerce	Grande Surface	Industrie	Fabrication	BTP	Services
0%	66,6%	0%	0%	33,3%	0%	0%
Loyer des locaux trop élevé						
Agriculture	Commerce	Grande Surface	Industrie	Fabrication	BTP	Services
0%	66,6%	0%	33,3%	0%	0%	0%
Difficulté d'accessibilité des clients						
Agriculture	Commerce	Grande Surface	Industrie	Fabrication	BTP	Services
0%	0%	0%	0%	0%	0%	100,0%
Difficulté d'achat de terrains à la CC3B						
Agriculture	Commerce	Grande Surface	Industrie	Fabrication	BTP	Services
0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%
Locaux non aux normes						
Agriculture	Commerce	Grande Surface	Industrie	Fabrication	BTP	Services
0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%

ii. Le personnel de l'entreprise

Personnel

Les entreprises interrogées ont été regroupées selon 7 secteurs d'activités : industrie, services, commerce, grande surface, bâtiment-travaux publics, agriculture et fabrication. Le secteur de l'industrie compte le plus d'emploi avec 40,6% des employés.

Répartition de l'emploi par secteur



15

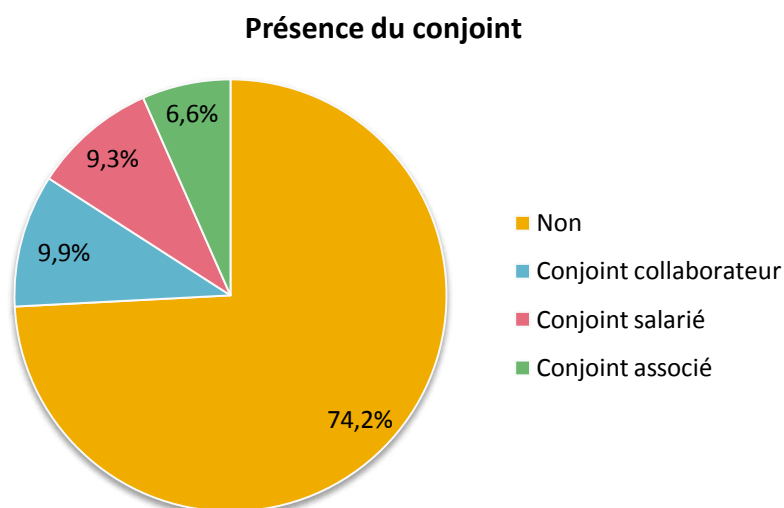
Effectif moyen par entreprise et par type de contrat de travail

	Industrie	Service	Commerce	Grande surface	BTP	Agriculture	Fabrication
CDI	43,7	6,5	6,0	38,5	11,1	4,4	1,3
CDD	0,5	1,2	0,2	2,5	0,5	0,3	0,0
Apprentis	0,5	0,3	0,3	0,8	0,5	0,0	0,3
Intérimaires	4,4	0,1	0,0	3,5	0,2	0,0	0,0
Saisonniers	0,2	0,2	0,3	0,8	0,0	4,2	0,0
Total	49,3	8,2	6,7	46,2	12,4	8,8	1,5

La répartition des cinq grands types de contrat de travail selon le secteur d'activités montre une part conséquente du nombre de CDI, en effet seul 17% des employés n'en ont pas. On retrouve ici que les entreprises de l'industrie recrutent les plus des CDI (43,7 employés par entreprise en moyenne). Malgré que Les grandes surfaces représentent 4% des entreprises totales, elles embauchent 46,2 employés en moyenne dont 38,5 employés ont un CDI. Par ailleurs, les intérimaires sont employés essentiellement dans l'industrie et les grandes surfaces, avec respectivement 4,4 et 3,5 employés par an et par entreprise en moyenne. Les exploitations agricoles ont majoritairement recours à des contrats à durées variables (4,2 saisonniers par an en moyenne).

Votre conjoint(e) travaille-t-il(elle) dans l'entreprise ?

La question était de savoir ici si le conjoint (ou la conjointe) du chef d'entreprise travaillait au sein du même établissement. Ainsi, il (ou elle) peut être soit conjoint(e) associé(e), soit conjoint(e) salarié(e), soit conjoint(e) collaborateur (collaboratrice) ou soit il (elle) ne travaille pas dans le même établissement.



16

En général, on observe plus de conjoints collaborateurs dans les commerces et les services que dans les autres secteurs. Les conjoints associés sont plus présents dans les établissements de fabrication et de bâtiments et travaux publics. Enfin, les conjoints salariés sont plus nombreux chez les commerces et les établissements de bâtiments et travaux publics alors que les services ont la particularité de répertorier très peu d'entreprises où le chef d'entreprise et son conjoint (ou sa conjointe) travaillent ensemble.

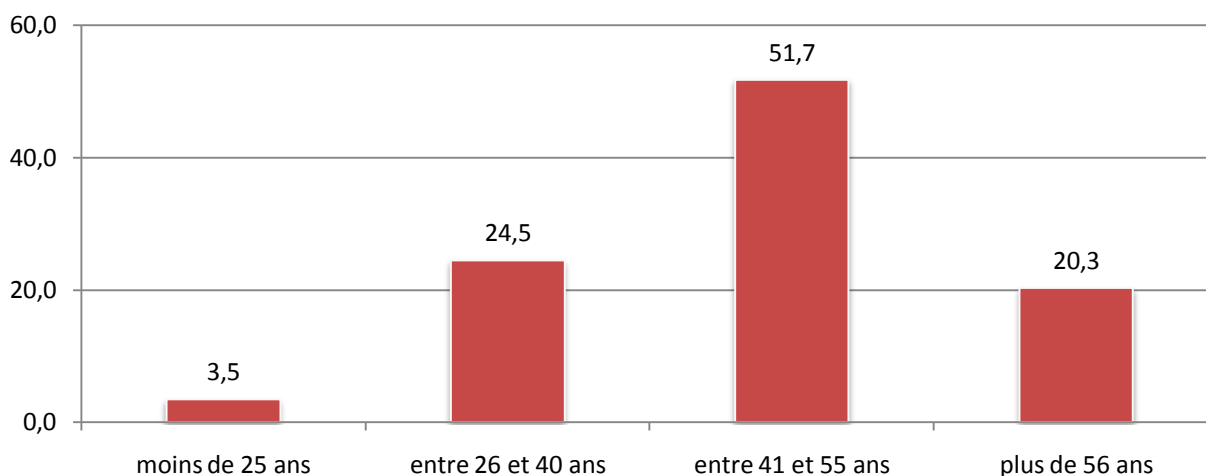
	Non	Conjoint collaborateur	Conjoint associé	Conjoint salarié
Agriculture	87,5%	12,5%	0,0%	0,0%
Industrie	92,9%	0,0%	7,1%	0,0%
Fabrication	75,0%	0,0%	25,0%	0,0%
Bâtiments-Travaux Publics	57,1%	7,1%	21,4%	14,3%
Commerces	58,1%	20,9%	2,3%	18,6%
Grandes surfaces	60,0%	20,0%	20,0%	0,0%
Services	83,6%	3,6%	5,5%	7,3%

iii. Ancienneté :

Age du chef d'entreprise

Suite au questionnaire réalisé on constate que la moitié des interviewés ont entre 41 et 55 ans. On peut alors dire que principalement, ce sont des personnes expérimentées professionnellement qui sont à la tête des entreprises sur le territoire. Le plus jeune entrepreneur rencontré est âgé de 22 ans et le plus âgé de 66 ans.

Pourcentage des chefs d'entreprises par classe d'âges dans la future CC4B



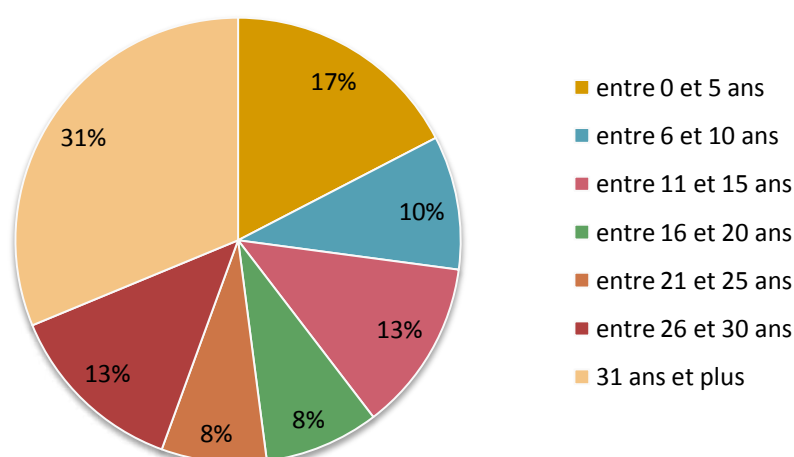
17

Ancienneté de l'entreprise

La moitié des entreprises interrogées ont entre 6 et 30 ans d'existence. 17% du total des entreprises ont moins de 5ans, ce qui induit que l'on a une part non négligeable de jeunes entreprises au sein de la future CC4B. Enfin, un tiers des entreprises rencontrées ont 31 ans et plus.

L'âge des entreprises du territoire d'étude s'étend de quelques mois à environ 125 ans.

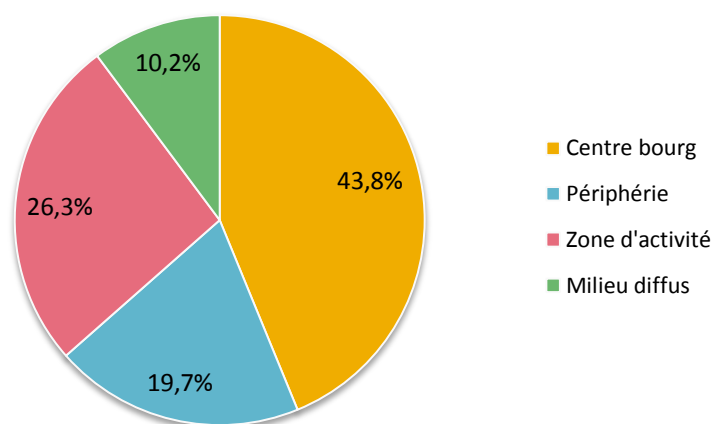
Ancienneté des entreprises de la future CC4B



iv. Localisation de l'entreprise

Où est localisée l'entreprise ?

Répartition de la localisation des entreprises



18

A-t-elle toujours été localisée ici ?

Sur les 151 entreprises interrogées, 64% ont toujours gardé la même localisation depuis leur création et 36% ont connu une ou plusieurs délocalisations.

On remarque que les entreprises ayant connu le plus de délocalisations sont celles se situant au sein des zones d'activités du territoire alors que celles étant en centre bourg ont globalement toujours été localisées au même endroit. En effet, on peut penser que la création de zones d'activités sur le territoire a attiré des entreprises déjà existantes qui souhaitaient profiter de ce que peut leur apporter cette nouvelle implantation. Les entreprises situées en milieu diffus sont globalement des entreprises familiales qu'elles soient artisanales ou agricoles, ce qui explique que les propriétaires des locaux conservent leurs biens sans chercher à se délocaliser.

Le tableau suivant présente les proportions entre les entreprises ayant toujours été localisées à leur adresse actuelle (« Oui ») et les autres (« Non »).

	Oui	Non
Centre bourg	72%	28%
Périphérie	37%	67%
Zone d'activités	39%	61%
Milieu diffus	100%	0%

Quelles ont été les raisons de la délocalisation ?

Sur les 50 entreprises interrogées et ayant connu des localisations différentes avant aujourd'hui, 12 proviennent d'un territoire extérieur à celui de la future CC4B.

Il est possible de classer les raisons de changement de localisation des entreprises en différentes catégories :

- Les raisons commerciale ;
- Les raisons de localisation ;

- Les raisons liées aux terrains et bâtiments ;
- Les raisons liées aux chefs d'entreprises ;
- Les raisons économiques.

Pour ce qui est des raisons commerciales, les principales raisons du choix de la nouvelle localisation sont la visibilité de l'entreprise et le développement de son activité.

RAISONS COMMERCIALES	
Raisons du départ	Raisons du choix de la nouvelle localisation
Trop loin de la clientèle	Visibilité de l'entreprise
Pas de perspective économique dans la branche	Pour développer l'activité de l'entreprise
Trop loin des zones urbaines	Rapprochement de la clientèle
Perte du client principal	Plaisance comme unique ZA
Manque de commerces et de visibilité	Plus pratique
Raisons commerciales	Opportunités commerciales
pas assez vendeur	Présence de beaucoup de commerces

19

Pour ce qui est des raisons de localisation, la nouvelle localisation des entreprises est essentiellement due à la proximité de la RN10. Par la suite, le fait que la ZA de Plaisance soit la seule du territoire au moment de l'installation des entreprises a joué beaucoup dans la prise de décision pour ce qui est de l'implantation. Enfin, la proximité de Barbezieux et de plusieurs commerces sont deux autres facteurs non négligeables.

RAISONS DE LOCALISATION	
Raisons du départ	Raisons du choix de la nouvelle localisation
Trop loin de la clientèle	Proximité de la RN10
Manque de commerce dans les lieux	Etre entre Nantes et Bordeaux
Problème de stationnement	Plaisance était la seule ZA proposée
Cadre de vie	Rester proche de Barbezieux
	Proche de beaucoup de commerces
	Bonne localisation
	Stationnement disponible

La principale raison de départ des entreprises de leur lieu d'origine en ce qui concerne les bâtiments et les terrains est incontestablement le manque de place. Par la suite, les deux facteurs qui ressortent également sont la non-adaptation des locaux à l'activité exercée et le mauvais état de ces derniers.

Le choix de la nouvelle localisation a été motivé majoritairement par les opportunités foncières ou immobilières et leur disponibilité. Par ailleurs, on voit que certains entrepreneurs ont également cherché des locaux plus grands. Enfin les opportunités de construction sur la zone d'activité de Plaisance a été un élément décisif pour quelques entreprises.

RAISONS LIEES AUX TERRAINS/BATIMENTS	
Raisons du départ	Raisons du choix de la nouvelle localisation
Manque de place	Bâtiment/terrain disponible à la vente
Locaux non adaptés ou non fonctionnels	Construction de bâtiments sur Plaisance
Manque de place	Locaux plus adaptés
Vente de locaux	Plus de place
Manque de stationnement	Lieu de stockage
Local en mauvais état	
Transfert de bâtiments	

La raison de délocalisation des entreprises la plus importante pour ce qui est des motifs liés aux chefs d'entreprises est avant tout familiale.

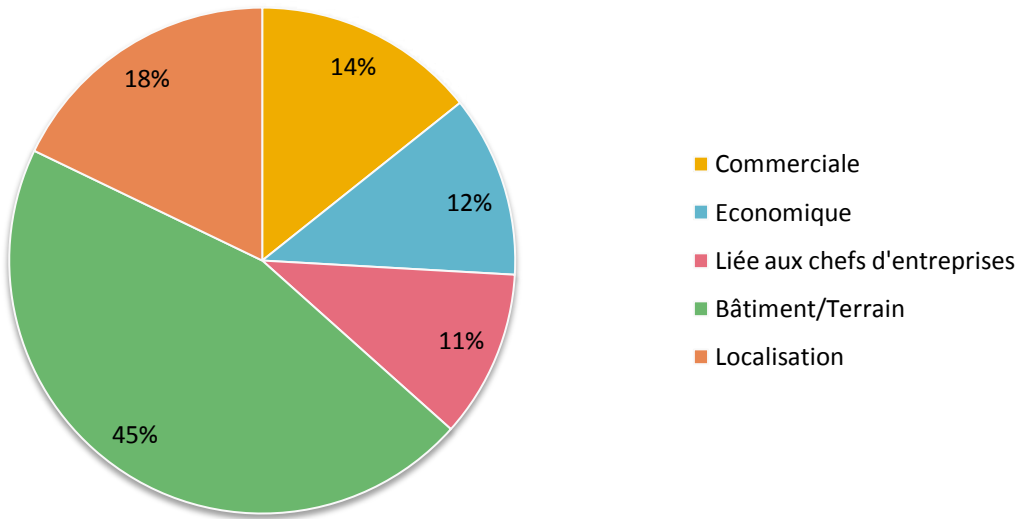
RAISONS LIEES AUX CHEFS D'ENTREPRISE	
Raisons du départ	Raisons du choix de la nouvelle localisation
Raisons familiales	Connaissance de l'ancien propriétaire
Revenir sur son territoire d'origine	Volonté de gérer seul son entreprise
Raisons professionnelles	Raisons personnelles
Collaborateurs	Attaches familiales
Problèmes de cogérance	
Séparation de l'entreprise familiale en deux activités distinctes	

Dans le domaine des raisons économiques, la nouvelle localisation des entreprises a souvent été motivée par les opportunités d'achat. Par la suite, on peut voir que le fait de trouver des locaux au même prix mais plus grand a été également un élément de prise de décision pour le changement de lieu d'implantation des entreprises.

RAISONS ECONOMIQUES	
Raisons du départ	Raisons du choix de la nouvelle localisation
Etre locataire	Opportunité d'achat de terrain / bâtiment
	Moins cher
	Local au même prix et plus grand
	Aide financière de la CC3B

Avec les données récoltées, on peut voir que les principales raisons de délocalisation des entreprises ont été avant toute chose liées aux facteurs des locaux et terrains.

Raisons de délocalisation des entreprises



v. Implantation de l'entreprise

Quels ont été les critères d'implantation de l'entreprise (3 réponses classées par ordre de priorité) ?

Sur les 151 interrogés, seuls 5 ne se sont pas prononcés sur la question.

Cette information a été collectée de sorte que l'on puisse déterminer les trois principaux critères d'implantation des entreprises.

Afin de faire apparaître la notion de priorité dans le tableau suivant, les chiffres seront basés sur le système de pondération. Ainsi, on peut voir que c'est avant tout la situation stratégique des locaux utilisés par les entreprises et les attaches familiales qui font que les entrepreneurs se sont installés sur le territoire. Les critères de qualité de vie et d'opportunités foncières et immobilières n'arrivent que bien après dans la liste des préférences des entrepreneurs.

21

RANG	Critères d'implantation	Fréquence	Fréquence pondérée
1 ^{er}	Situation géographique stratégique	26,0%	30,5%
2 ^e	Attaches familiales	23,7%	26,4%
3 ^e	Présence de clients / fournisseurs	14,5%	12,5%

Pour quelles raisons utilisez-vous Internet dans le cadre de votre activité professionnelle ?

Sur les 151 entreprises questionnées, seulement 18 n'utilisent pas Internet dans le cadre de leurs activités, ce qui correspond à 12% du panel.

L'utilisation d'Internet est variée au sein des entreprises et se caractérise principalement par tout ce qui concerne les commandes avec les clients ou avec les fournisseurs, la gestion financière et administrative et les télédéclarations.

Internet est également sollicité pour tout ce qui touche à l'utilisation d'un site Internet, la recherche d'informations et la communication (entre partenaires, collègues ou avec les clients). A moindre mesure, on peut aussi voir sa contribution dans les domaines de la publicité d'entreprise, la gestion de stocks, les services après vente ou encore l'utilisation de l'outil Internet pour mettre de la musique dans des établissements de bar et restauration.

Il est important de souligner que 50 entreprises sur les 151 interrogées possèdent leur propre site Internet, ce qui correspond au tiers d'entre elles.

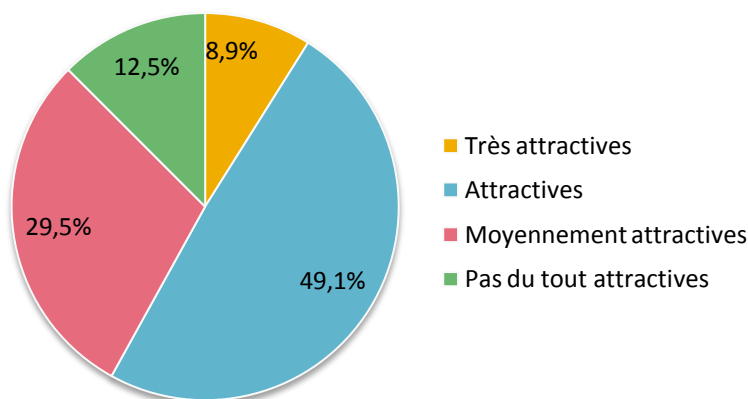
Selon vous les zones d'activités et les centres bourg de la communauté de communes sont-ils attractifs ?

- Les zones d'activités

Parmi les 151 entreprises questionnées, 27,2% des entreprises interrogées n'ont pas d'avis sur les zones d'activités. Ces entreprises correspondent pour la plupart aux commerces de bourg qui ne trouvent pas d'intérêt à s'implanter dans ce type de zone réservé essentiellement aux industries, aux entreprises de commerces de gros et de bâtiments-travaux publics.

Parmi les entreprises ayant donné un avis sur cette question, 58% pensent que les zones d'activités de la communauté de communes sont attractives. Ces réponses proviennent pour la plupart (près de 70%) des entreprises qui sont déjà installées dans une zone d'activité comme la ZA de Plaisance.

Attractivité des zones d'activité de la communauté de communes



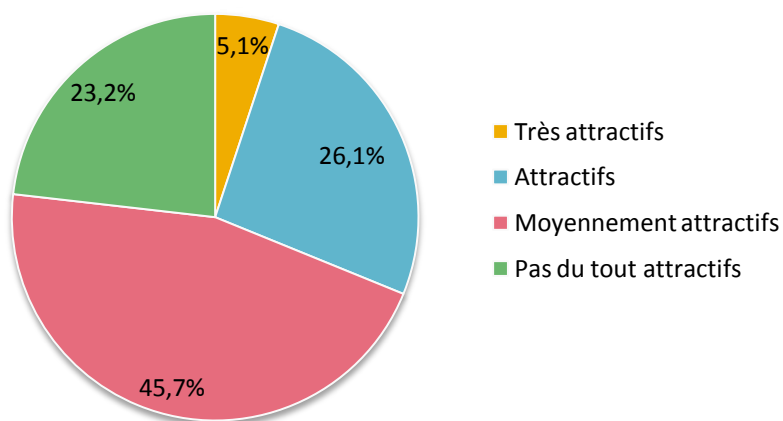
22

- Les centres bourg

Parmi les 151 entreprises questionnées, 9,3% n'ont pas d'avis sur cette question.

68,9% des entreprises rencontrées ont déclaré que les centres bourgs n'étaient peu voire pas du tout attractifs. Ces réponses proviennent majoritairement des commerces de bourg mais aussi des services et d'entreprises de BTP.

Attractivité des centres bourgs de la communauté de communes



Si moyennement ou pas du tout attractifs, quels sont les points à améliorer ?

La question suivante était de savoir les points à améliorer pour rendre les zones d'activités et centres-bourgs plus attractifs.

- Les zones d'activités

38,1% de ces entreprises ont **souhaité plus de développement et de dynamisme économique** des zones d'activités par le biais d'une meilleure implication des élus et d'une amélioration du cadre de vie afin de pouvoir attirer plus de jeunes. Cependant, elles ont aussi conscience de la présence d'une population vieillissante et d'atouts liés aux transports, avec la route nationale 10 et la future LGV au sein de la future CC4B.

Un autre point à améliorer, avec 19,0% des entreprises qui l'ont cité, serait **le prix des terrains trop élevé** qui empêcherait l'implantation de nouvelles entreprises.

D'autres propositions sont évoquées à une plus petite échelle : une amélioration de la signalétique avec l'implantation de nouveaux fléchages, une amélioration des accès et du stationnement notamment pour rendre la desserte de ces zones plus sécurisée, ou encore une image du territoire à moderniser afin d'attirer de grandes entreprises et ainsi permettre la création de nouveaux emplois.

- Les centres bourg

La première idée qui ressort est **de remédier aux problèmes de stationnement et de circulation des centres villes**. 22,4% des entreprises, 30,8% des commerçants et 42,9% des entreprises du BTP citent cette idée et espèrent avec cette proposition une augmentation de la clientèle mais également une meilleure desserte pour les fournisseurs des commerces des centres bourgs.

17,6% des entreprises composés de 50,0% des industries, de 15,4% des commerces et de 40% des grandes surfaces ont également cité **un manque de dynamisme économique** au sein des centres bourgs. Ces entreprises souhaiteraient également une meilleure implication des élus. Les entreprises ont principalement cité :

- L'augmentation du nombre d'animations par le biais de foires et d'évènements commerciaux, surtout pour Baignes ;
- Le marché bihebdomadaire de Barbezieux qui est plutôt bien perçu par les commerçants du centre bourg et qui déclarent que cette manifestation amène de la clientèle et donc du dynamisme à la ville.

Ensuite, pour 16,5% des entreprises qui regroupent 17,3% des services et 15,4% des commerces, le souhait **d'une meilleure attractivité des centres bourgs** qui pourrait attirer de la nouvelle clientèle et rendre le cadre de vie plus agréable. En effet certains problèmes ont été cités à de nombreuses reprises, notamment :

- Pour Barbezieux, un manque de végétaux, des maisons aux façades trop ternes, une trop grande présence de voitures ainsi qu'un manque d'espaces publics ;
- Pour Brossac, le réaménagement de la place centrale, aujourd'hui occupé entièrement par les voitures ;
- Pour Blanzac, la diminution du nombre de bâtiments vacants en centre bourg.

Puis, 16,4% des entreprises regroupant 25% des services évoquent **la concurrence entre les commerces de grande distribution à la périphérie et les commerces et services du centre bourg**. En effet, selon ces entreprises, la trop grande présence des commerces de grande distribution empêche sur le bon développement des services et commerces de bourg. Ces entreprises souhaiteraient ainsi l'arrêt du développement des commerces de grande distribution et plus de considération.

Ensuite, 15,3% des entreprises pensent que **les centres bourgs ne sont pas assez accessibles et visibles de l'extérieur**. Ces entreprises représentées par 19,2% des commerces et 21,7% des services souhaiteraient en effet renforcer les relations et la communication entre les centres bourgs et leurs périphéries ; les cas les plus cités sont :

- entre le centre bourg de Barbezieux trop enclavé et les zones d'activité de Plaisance ou de l'avenue de l'Europe trop tournées vers l'extérieur.
- entre la place du château et les rues commerçantes de Barbezieux.
- à Brossac entre son centre bourg et l'étang Vallier.

Quelques idées plutôt utopiques sont évoquées comme la mise en place de navettes ou encore de chemins de randonnées.

Certaines entreprises ont également évoqué le souhait d'être plus visibles sur Internet par le biais de la création d'un site répertoriant l'ensemble des entreprises de la future CC4B.

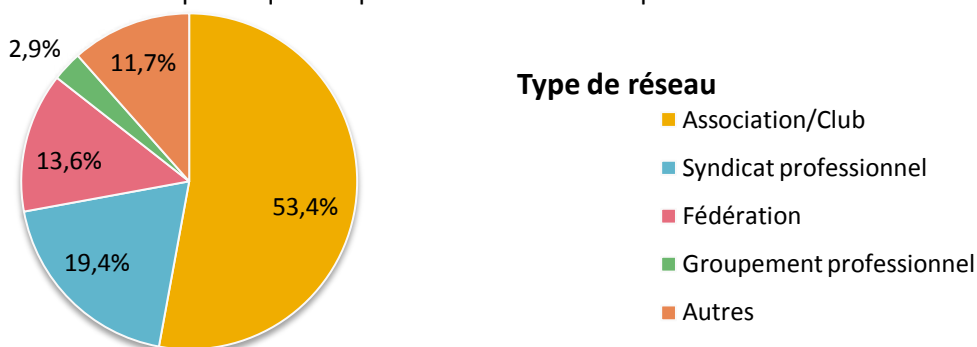
Ensuite, 10,6% des entreprises rassemblant 30,0% des industries pensent que **le centre bourg n'est pas assez attractif du fait d'un manque de commerces, de services et d'hébergements**. Elles rajoutent que la présence de nombreux logements vacants induisent des coûts de rénovation importants. Le loyer trop élevé est parfois cité comme frein à l'attractivité du centre bourg. Le manque d'hébergements entraîne aussi une faible attractivité pour les cadres ne venant pas de la Communauté de Communes.

Finalement, de manière anecdotique, une minorité d'entreprises affirme ne rien pouvoir améliorer pour rendre le centre bourg attractif, du fait de la configuration de la ville problématique.

vi. Relations interentreprises

Faites-vous partie d'un réseau interprofessionnel ?

A cette question, sur les 151 chefs d'entreprises rencontrés, 51,7% font partie d'un réseau interprofessionnel pouvant être de cinq types différents : association ou club, fédération, groupement professionnel, syndicat professionnel ou autres. Voici le diagramme en secteur qui présente la répartition des entreprises qui font partie d'un réseau interprofessionnel.



Nom du ou des réseaux.

Le tableau suivant présente les différents réseaux interprofessionnels.

Type	Nom du réseau
Association/Club	Alliance Entreprise
	Amicale des concessionnaires
	Association coopérative Sud Charente volaille
	Association des bouchers et charcutiers
	Association des commerçants de Brossac
	Association des produits de la ferme
	Association Futurobois
	CABE
	Charente export
	ESC
	Réseau Entreprendre
	Rotary Club
	UCAB

Fédération	CGC (interne au CA)
	CGPME
	CNPC
	Confédération Charcuterie Française
	Fédération de boulangerie
	Fédération française de négoce en matériaux de construction
	Fédération nationale de l'épicerie
	FFB
	FNAIM
	FNCAA
	FNTR
Groupement	Flours et plantes du Sud Ouest
	France Benne
Syndicat	Groupement des pharmaciens
	MEDEF
	Ordre des vétérinaires
	OTRE
	SNECA
	SVBC
	Syndicat de la formation continue
	Syndicat de la motoculture
	Syndicat de Maraichage
	Syndicat de transport
	Syndicat des pharmaciens
	Syndicat des producteurs de pineau
	Syndicat des tonneliers
	UIC
	UNCGFL
	UNISC
	Union des Transporteurs Routiers 16
Autres	Apex/Symphonie
	Autofit
	Autovision
	CE pour tous
	Centrale d'achat Leclerc
	Centre socio-culturel barbezilien
	GIE
	GJD
	Les halles de Cognac et Jonzac
	Réseau des bar-tabac-presse
	Sud Charente Tourisme

Qu'attendez-vous du ou des réseaux ?

Pour cette question, les interviewés qui faisaient partie d'un réseau interprofessionnel devaient donner par ordre de priorité les trois attentes qu'ils avaient de ces réseaux.

Les attentes principales des chefs d'entreprises vis-à-vis des réseaux sont les suivantes :

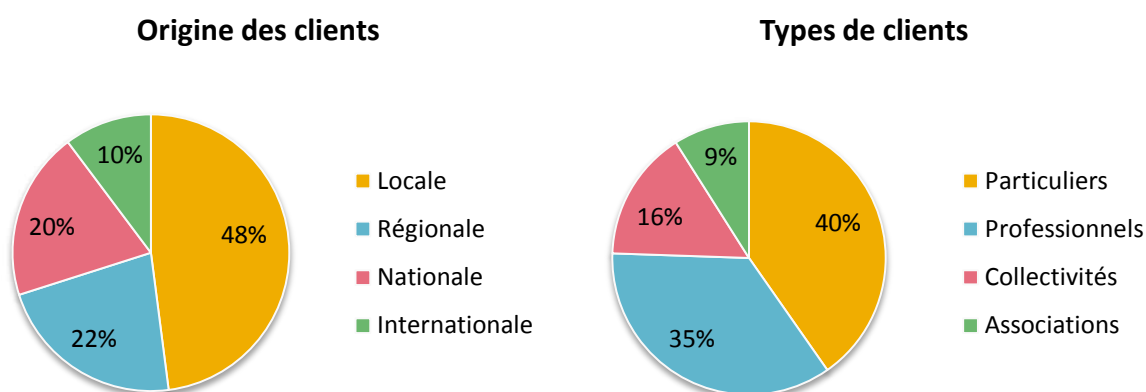
- **Communication** (50,7%) : les chefs d'entreprise sont membres de ce genre de réseau pour pouvoir échanger avec d'autres professionnels, de leur secteur ou d'autres secteurs professionnels ;
- **Animations** (45,3%) : ces actions collectives très appréciées des chefs d'entreprises peuvent être des visites d'entreprise, des échanges, des repas, ... ;
- **Informations thématiques** (36,0%) : les interviewés ont précisé que ces réseaux étaient pour eux sources d'informations thématiques notamment lors de conférences, d'interventions extérieures ;
- **Défense des intérêts des entreprises** (30,7%) ;
- **Représentativité des entreprises** (29,3%).

26

vii. Clients de l'entreprise

Quels sont l'origine et le statut de vos clients ?

Les clients des entreprises du territoire d'étude sont en majorité d'origine locale et sont essentiellement des particuliers et des professionnels.

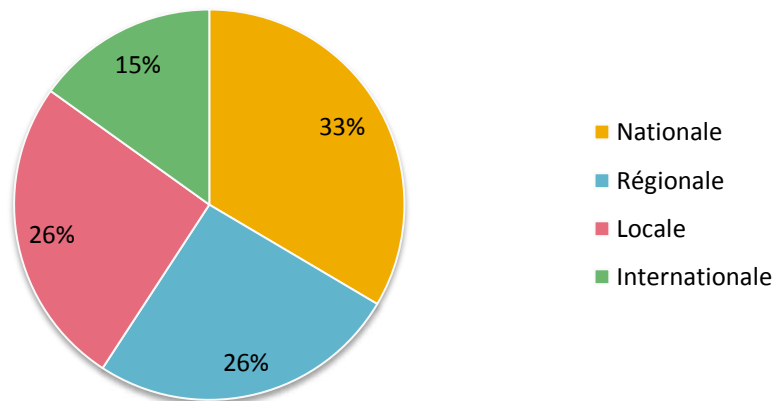


viii. Fournisseurs de l'entreprise

Quelle est l'origine de vos fournisseurs ?

En ce qui concerne les fournisseurs des entreprises du territoire, on peut voir qu'ils sont pour la plupart d'origine nationale. Nous avons cependant rencontré des entreprises qui préféraient mettre en avant les produits originaires du territoire et de ses environs, ce qui explique que l'on retrouve aussi des fournisseurs provenant du local ou du régional.

Origine des fournisseurs



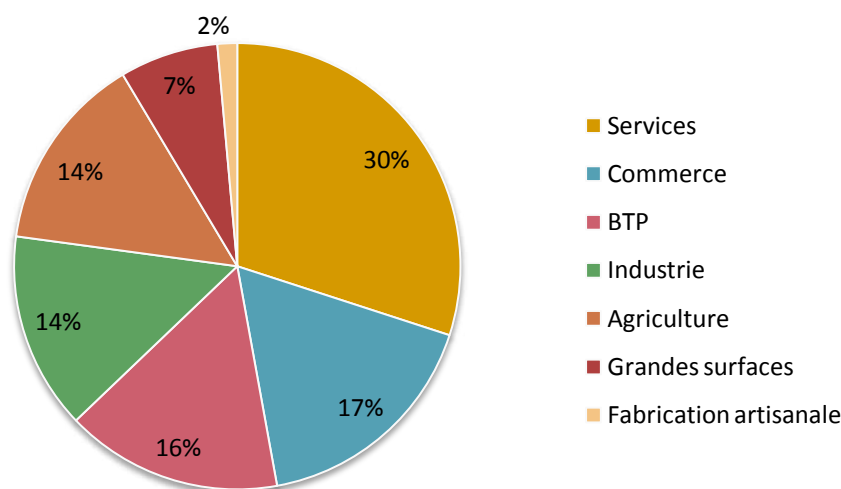
Ces chiffres montrent que ce sont principalement les particuliers et les professionnels originaires des environs du territoire qui vont auprès des entreprises afin d'obtenir des produits ou avoir recours à des services tout aussi bien originaires de France, de la région ou du territoire en lui-même et ceci à part approximativement égale.

2) Le recrutement

Rencontrez-vous des difficultés de recrutement ?

Parmi les 151 entreprises interrogées, 71 chefs d'entreprise ont déclaré connaître des difficultés de recrutement ce qui représente une part de 53,0% des sondés. Parmi les 53,0% des sondés ayant répondu qu'ils connaissaient des difficultés de recrutement, on peut, grâce à la répartition établie par secteur d'activités donné précédemment dans le questionnaire, établir la répartition suivante des entreprises rencontrant des difficultés suivant le secteur d'activités :

Répartition des difficultés de recrutement par secteur d'activités



28

Si oui, sur quels types de postes (3 réponses maximum, par ordre de priorité) ?

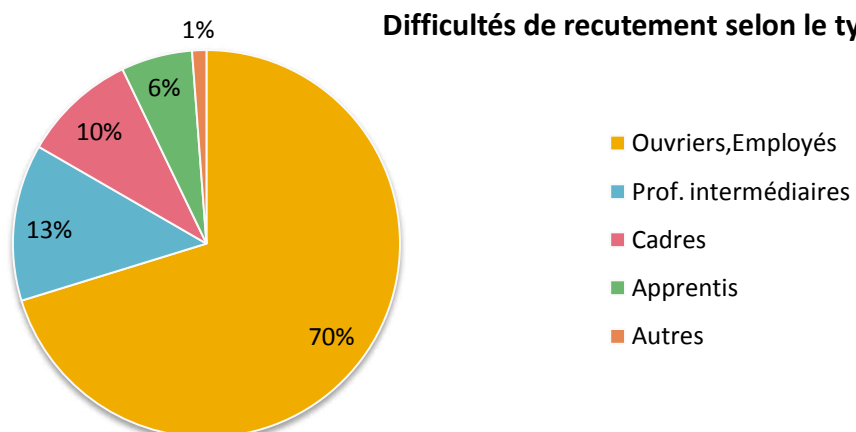
Afin de connaître sur quels types de postes les entreprises connaissent des difficultés de recrutement, nous leur avons proposé un choix prédéfini de réponses qui était le suivant : « Cadres », « Professions intermédiaires », « Ouvriers », « Employés » et « Apprentis ». Il leur était également demandé d'effectuer un choix par ordre de difficulté (3 réponses).

Il s'avère après la réponse des 71 chefs d'entreprises rencontrant des difficultés que celles-ci (1^{er} choix des sondés par ordre de priorité) se trouvent essentiellement dans la recherche d'ouvriers et d'employés avec 79,0% des réponses. Les personnes interviewées ont également répondu pour 10% d'entre elles que ces difficultés (1^{er} choix de réponse) se trouvent principalement dans la recherche de cadres.

Par la suite il est important de noter que seul 10 chefs d'entreprises rencontrant des difficultés de recrutement ont énoncé un second type de postes difficile à trouver sur le marché du travail (soit 14,0%) et que 3 chefs d'entreprises ont énoncé un 3^{ème} choix comme il était possible (soit 4,2%). Néanmoins, on peut constater que les difficultés de recrutement de second ordre se trouvent principalement dans les métiers relevant des catégories des professions intermédiaires (55,6% des réponses) et des apprentis (40,04% des réponses). Enfin pour les réponses de troisième choix (3 réponses formulées), elles se concentrent exclusivement dans les catégories des ouvriers, employés.

Si l'on considère ces chiffres d'un point de vue global, c'est-à-dire l'ensemble des postes où les entreprises rencontrent des difficultés en utilisant la pondération, on remarque ainsi que les ouvriers, employés représentent les catégories professionnelles les plus représentées (70,2% des réponses) ce qui coïncide avec l'analyse précédente. Néanmoins selon cette répartition on remarque que les seconds types de postes les plus recherchés sont ceux pour les professions intermédiaires

(13,2% des réponses) et que les cadres n'arrivent qu'en troisième position des profils recherchés ce qui diffère de l'analyse précédente.

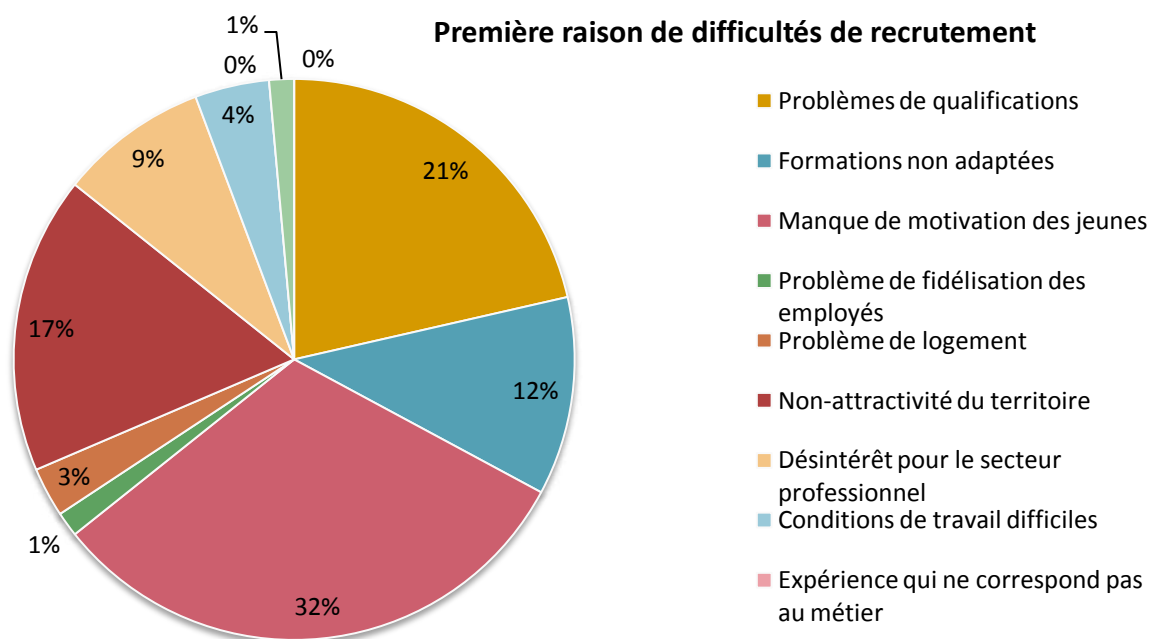


Quelles sont selon vous les raisons de ces difficultés (3 réponses classées par ordre de priorité) ?

Par la suite du questionnaire, les chefs d'entreprises (les 71 ayant répondu qu'ils rencontraient des difficultés de recrutement) ont du mettre en évidence les raisons de ces difficultés rencontrées. Pour cela une question proposant plusieurs solutions leur était posée. Ces diverses solutions étaient : « Problème de qualification », « Formations non adaptées », « Manque de motivation des jeunes », « Problème de fidélisation des employés », « Problème de logement », « Non-attractivité du territoire », « Désintérêt pour le secteur professionnel » et d'autres réponses ouvertes étaient également possibles. A la suite des questionnaires quatre réponses ont pu être ajoutées à celles déjà proposées qui sont : « Conditions de travail difficiles », « Expérience ne correspondant pas au métier », « Contraintes législatives » et « Problème d'efficacité des services publics ». Il leur était également demandé pour cette question de classer leurs réponses suivant un ordre de priorité et en n'en choisissant seulement trois.

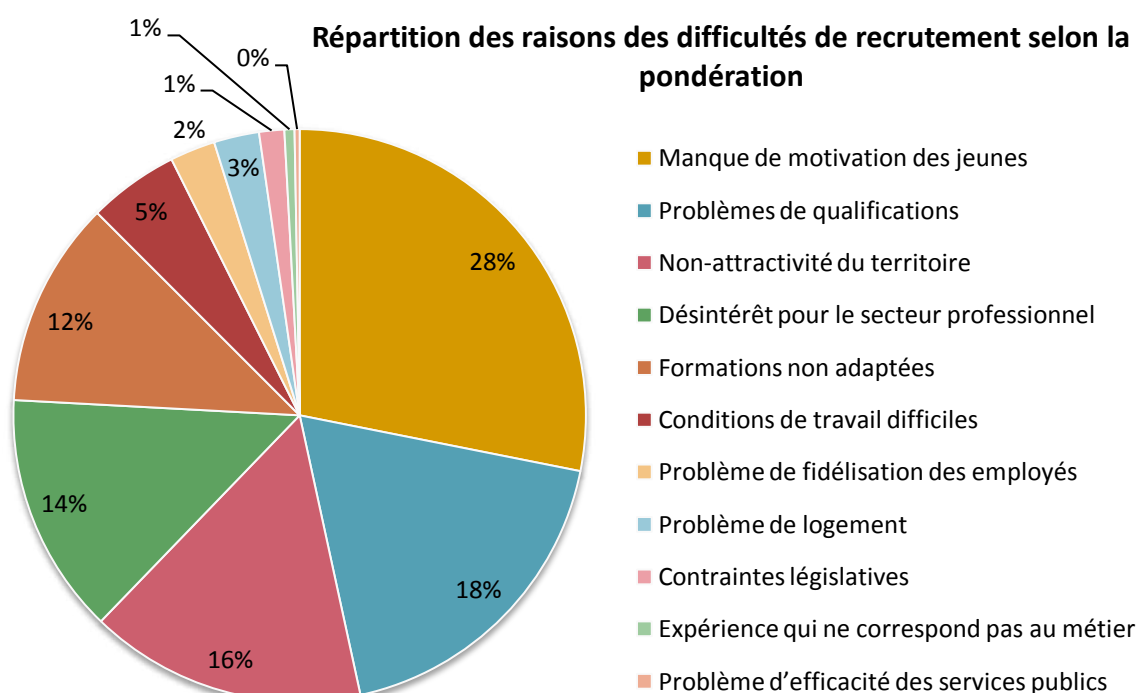
L'analyse de la première raison par les chefs d'entreprises rencontrant des difficultés de recrutement montre que le manque de motivation des jeunes intervient comme la première raison évoquée (31,4% des réponses citées pour la première raison). Il est également important de remarquer que la première raison expliquant les difficultés de recrutement énoncée est le problème de qualification pour 21,4% des entreprises interrogées mais aussi la non-attractivité du territoire qui représente 17,1% des entreprises connaissant des difficultés.

En outre on peut noter que les raisons non spécifiques au territoire telles que l'expérience qui ne correspond pas au métier ou le problème d'efficacité des services publics n'interviennent pas en première raison des difficultés.



30

A la suite de leur réponse, il est apparu, avec la pondération, en traitant l'ensemble des réponses fournies par les entreprises que le manque de motivation des jeunes (28,1%) apparaît comme la raison la plus citée pour les difficultés de recrutement. Cette observation est bien en adéquation avec l'analyse faite précédemment sur la première raison des difficultés évoquée par les entreprises. Celle-ci est souvent mise en relation par les chefs d'entreprises avec un manque d'attractivité du territoire (15,6%). On peut remarquer également que la seconde difficulté mise en évidence par les entreprises rencontrant des difficultés de recrutement est le problème de qualification (18,5%) qui était notamment associé par les chefs d'entreprises à un manque de formation attribuant des diplômes professionnalisants sur le territoire.



3) Les perspectives d'évolution de votre entreprise

Qu'envisagez-vous ?

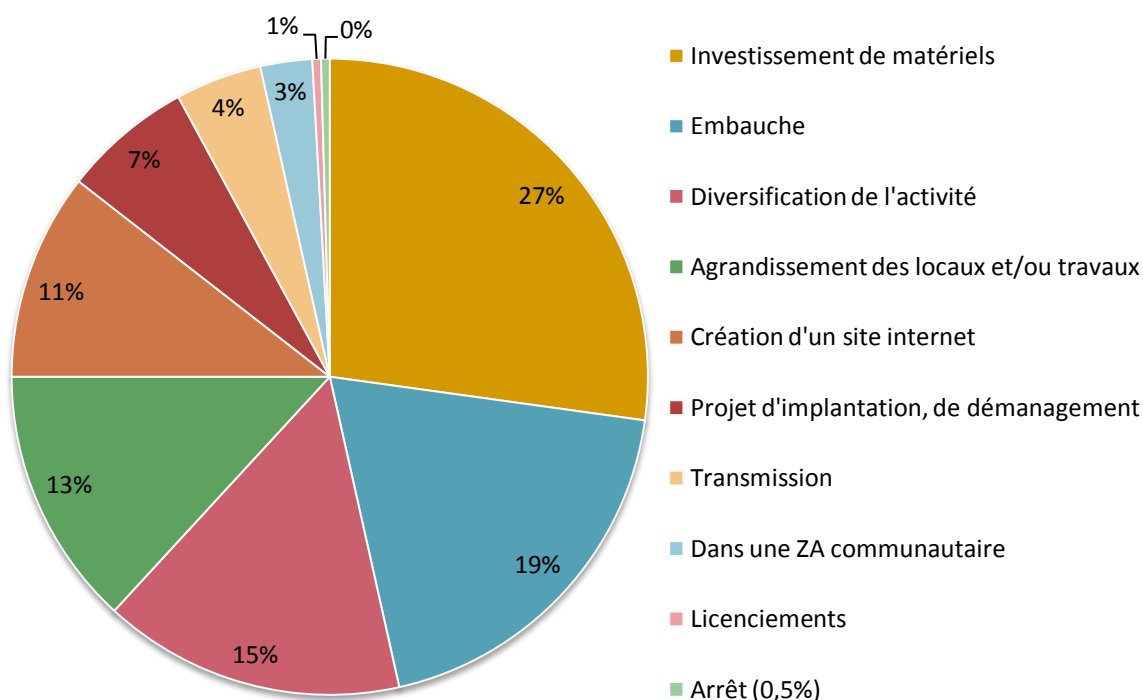
La suite du questionnaire portait sur les perspectives d'évolution de l'entreprise. Dans cette partie du questionnaire nous avons suggéré une liste d'actions de développement possible pour l'entreprise en répartissant si ces actions étaient à réaliser à court terme (entre 1 et 2 ans) ou à moyen terme (entre 2 et 5 ans).

Parmi les 151 entrepreneurs interrogés, 70,2% d'entre eux ont déclaré vouloir entreprendre des actions de développement à court terme et 51,0% à moyen terme.

Au sein des actions réalisables à court terme par les entreprises, on peut constater que 27,2% d'entre elles sont celles concernant l'investissement de matériel. Cette action représente une part importante des actions due à un renouvellement régulier de matériels (ex. : renouvellement des tracteurs pour les transporteurs). On peut également remarquer qu'une part importante des entrepreneurs souhaite embaucher du personnel à court terme (19,3% des actions à court terme). Les agrandissements de locaux ou travaux constituent eux une part de 13,2% des actions envisageables à court terme. Enfin, il est également important de souligner que l'action « Arrêt » représentant 0,5% des actions envisagées à court terme par les entrepreneurs correspond à un chef d'entreprise prenant sa retraite très prochainement et n'ayant pas trouvé de repreneur.

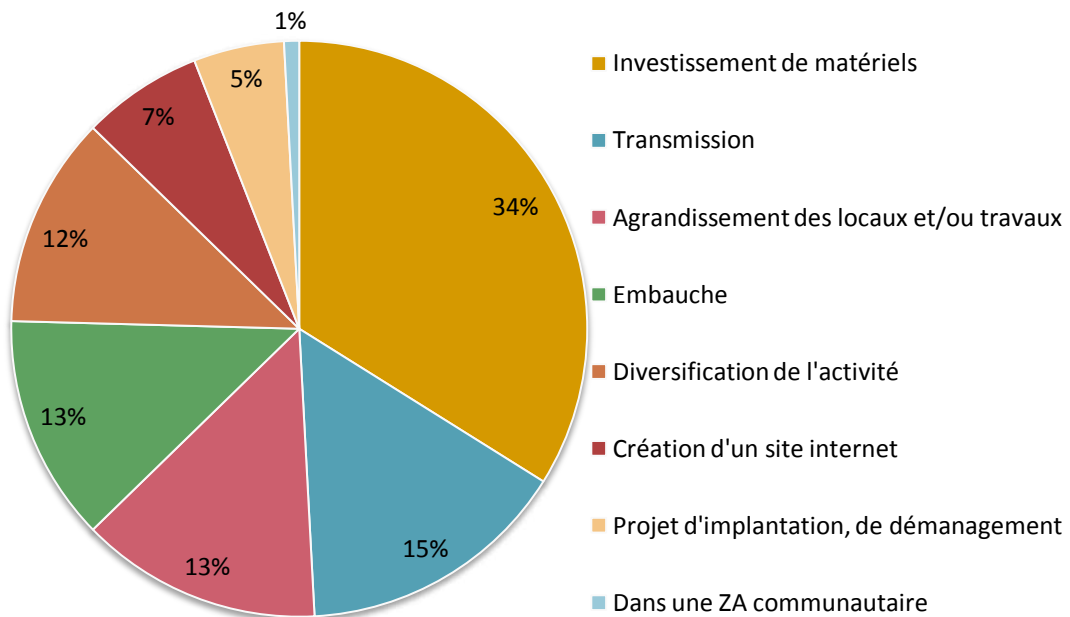
31

Répartition des actions à court terme



En ce qui concerne les actions à mener à moyen terme, on observe sur le graphique suivant que l'investissement de matériels constitue encore la part la plus importante des actions à mener (33,9% des actions). En revanche pour les actions à moyen terme, l'action de transmission (15,3%) vient en seconde position. De plus dans ces actions là, celle de l'embauche arrive en quatrième position (12,7%). On peut également remarquer que 13,6% des entrepreneurs souhaitent mener à moyen terme une action concernant l'agrandissement de leurs locaux.

Répartition des actions à moyen terme



32

Si transmission de l'activité, avez-vous trouvé le repreneur potentiel ?

Afin de mieux étudier le cas des transmissions, une question était posée par la suite afin d'établir si les entreprises envisageant la retransmission avaient déjà trouvé un repreneur potentiel. Il s'avère que parmi les 28 entreprises souhaitant effectuer une transmission 12 d'entre elles (soit 42,8%) ont trouvé un repreneur. Il est également important de noter que sur ces 12 repreneurs 9 étaient des parents proches (enfants, frères/sœurs) au chef d'entreprise.

Pour les 16 entreprises (soit 57,1%) n'ayant pas trouvé de repreneur potentiel plusieurs raisons ont été mises en évidence par les chefs d'entreprises. La première raison évoquée est le manque de temps pour entreprendre des recherches ou encore des recherches infructueuses. La seconde raison évoquée est qu'aucune recherche n'avait été effectuée par les entrepreneurs.

4) Accueil et accompagnement des entreprises

Quelles actions de la communauté de communes connaissez-vous ?

Sur les 151 questionnés, seuls 67 personnes ont répondu à cette question, soit à peine 45%. Les réponses données relèvent autant des compétences en matière d'économie de la communauté de communes que des autres. Certaines personnes n'ayant pas répondu à cette question avouent lire de temps en temps des articles dans la presse locale traitant d'actions de la communauté de communes mais ne pas y faire attention ou ne pas s'en souvenir alors que d'autres affirment n'en avoir aucune idée.

Les deux actions citées en premier par les chefs d'entreprise sont toutes les **actions relatives aux zones communautaires** du territoire comme la viabilisation et l'extension de la ZA de Plaisance, la viabilisation et la commercialisation de la ZA de Triquedondaine, les actions par rapport à la future base de chantier LGV de Brossac, la mise en place des ateliers relais, des actions d'investissement, ... ; et celles concernant les aides à l'entreprise que ce soit en termes de montage de dossier (demandes de subventions, ...), d'aides à la création, à l'installation, matérielles (rénovation de façades, ...), au développement des petites entreprises, d'accompagnement des entreprises, d'aides financières, de fond de soutien économique ou d'appui économique sur les projets de créations.

Sur le plan économique, les aides aux relations avec les organismes locaux comme Pôle Emploi ont également été citées ainsi que la création de la Maison Communautaire Pour l'Emploi, mais encore les actions au niveau du club d'entreprises « Entreprendre en Sud Charente » (animation du club, présentation et visite de nouvelles entreprises, ...) et l'organisation d'évènements commerciaux (foires agricoles, foires exposition, ...).

Ensuite viennent les actions en rapport avec la **culture et les activités sportives** : la gestion des piscines de Barbezieux et Baignes ainsi que le projet de construction d'une nouvelle piscine, la gestion du centre équestre de Barbezieux, les travaux au niveau du château de Barbezieux, les travaux d'aménagement du cinéma de Barbezieux, le conservatoire, l'aménagement de la voie verte et la gestion de la médiathèque de Barbezieux et de la bibliothèque de Péreuil. La création du judo club des 3B, la participation à une course Trail et le développement culturel de Baignes ont été également cités. Dans le milieu associatif, il a été affilié à la communauté de communes des actions de financement de stagiaires pour les associations, d'actions au niveau associatif ou le développement d'activités pour les scolaires. Il a été noté une participation de la Communauté de Communes dans le développement du réseau Internet.

S'ajoutent à ces actions d'autres actions citées de manière anecdotique : les **actions relatives aux compétences territoriales** de la Communauté de Communes (citées une fois) et notamment à la compétence assainissement citée deux fois (règlementation, ...) ou aux actions liées à l'habitat ou des **actions de communication** sont également connues des chefs d'entreprise : il a été cité les bulletins communautaires, diverses réunions et notamment celles en relation avec le Pays Sud Charente.

En conclusion la compilation des réponses à la question « Quelles actions de la communauté de communes connaissez-vous ? » donne un aperçu des actions connues par les chefs d'entreprises. Ceux-ci ont d'une façon logique une plus large connaissance des actions relatives à l'économie. Cependant il est intéressant de noter que plusieurs fois il a été dit que la Communauté de Communes ne travaillait pas sur la communication, qu'il y avait un manque d'information, et que le questionnaire avait été le premier contact avec celle-ci. Il a été également répondu plusieurs fois que la communauté de communes ne faisait rien ou pas suffisamment pour son territoire.

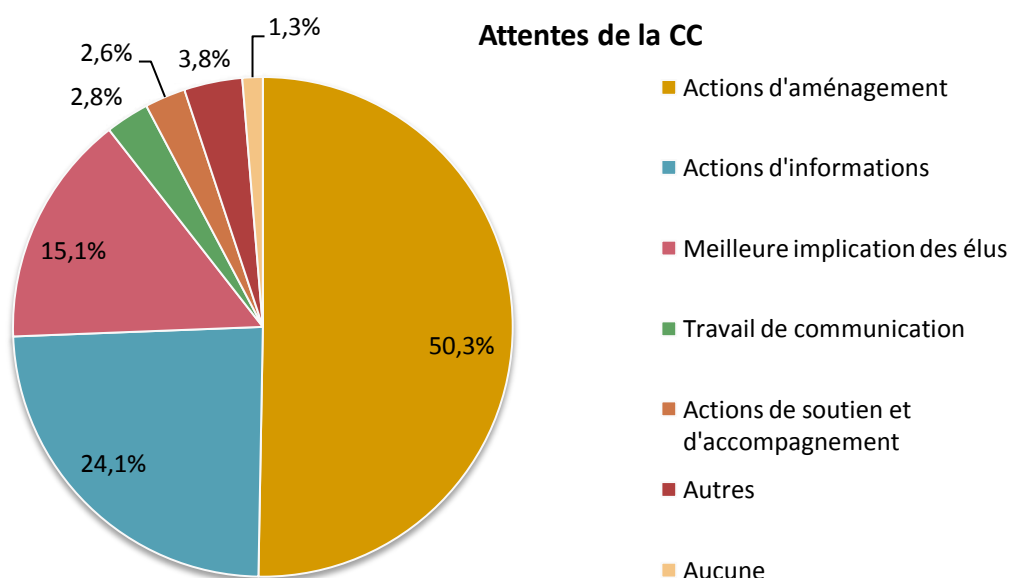
Quelles sont vos attentes et propositions vis-à-vis de la communauté de communes (3 réponses classées par ordre de priorité) ?

A cette question étaient proposées quatre réponses : « plus d'implication des élus », « plus d'informations sur l'aide à la création, à la reprise et au développement d'entreprises », « une amélioration de la signalétique » et « une amélioration des accès ». Les fortes fréquences de ces réponses sont donc à nuancer. De nombreuses autres réponses ont également été données par les chefs d'entreprises à cette question où il fallait donner trois réponses à classer par ordre de priorité.

Sur les questionnaires réalisés, on compte pour cette question 124 réponses effectives et exploitables.

L'ensemble des réponses précitées par le questionnaire et citées par les questionnés peut être répertorié en 6 classes. Afin de faire apparaître la notion de priorité dans le diagramme suivant, les chiffres seront basés sur le système de pondération.

34



Chaque catégorie de réponses peut comprendre une ou plusieurs actions. Celles-ci seront présentées à la suite et les chiffres donnés ne seront plus pondérés par le rang : il sera donné le pourcentage des interviewés qui ont cité au moins une fois l'action décrite.

Sont prioritairement citées les **actions relevant de l'aménagement** à proprement parler : l'amélioration de la signalétique (48,4% des interrogés) et l'amélioration des accès (41,1%).

Viennent ensuite les **actions relatives à l'information** comme des informations sur la création, la reprise et le développement d'entreprises (42,7%).

En troisième priorité, les chefs d'entreprises attendent **plus d'implication des élus** sur le territoire (25,0%) : ils attendent notamment des visites plus fréquentes de leurs élus, que ceux-ci fréquentent leurs entreprises, ...

Enfin, les interviewés attendent de la Communauté de Communes un travail de communication (3,2%) et des **actions de soutien et d'accompagnement** (2,6%).

On peut noter que 5,6% des interrogés (soit 7 personnes) n'attendent **rien** de la Communauté de Communes.

De manière plus anecdotique, les chefs d'entreprises ayant répondu à cette question ont citées d'autres demandes et attentes, notamment :

- Des aides sur le financement ;

- La création d'un guide récapitulant toutes les aides à la création d'entreprises ;
- La compilation de l'ensemble des entreprises et commerces de la Communauté de Communes que ce soit sous forme d'un dépliant ou d'une mise en ligne sur le site Internet ;
- Le développement du site Internet ;
- L'organisation d'actions commerciales (foires, marchés de Noël, ...) ;
- Des initiatives en matière d'économie en entreprenant à la manière de la Communauté de Communes de Haute Saintonge.

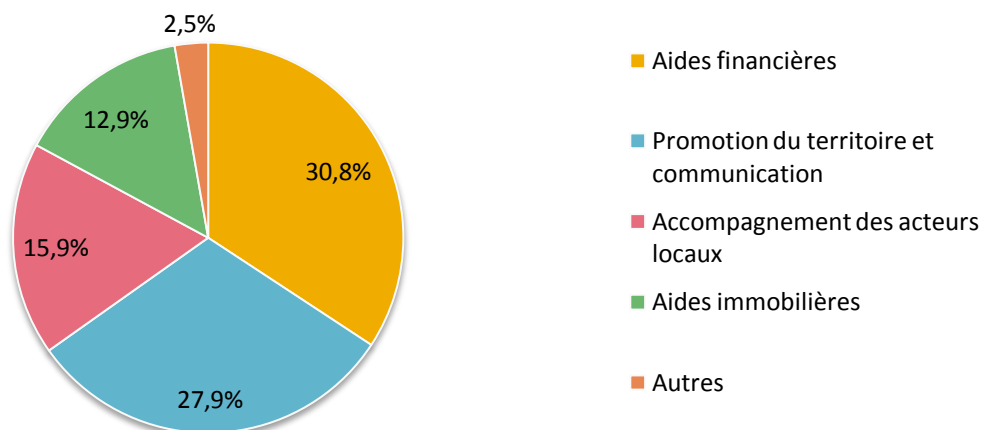
Selon vous, comment favoriser l'attractivité du territoire (3 réponses classées par ordre de priorité) ?

A cette question étaient proposées cinq réponses : « un guichet unique pour l'accompagnement et la création d'entreprises », « une aide à la création et à la reprise, ou au développement », « une mise à disposition de plus de bâtiments », « une mise à disposition de plus de terrains » et « une augmentation de la promotion du territoire ». Les fortes fréquences de ces réponses sont donc à nuancer. D'autres propositions ont été données par les interviewés à cette question où il fallait donner trois réponses à classer par ordre de priorité.

Sur les 151 questionnaires réalisés, on compte pour cette question 124 réponses effectives.

L'ensemble des réponses précitées par le questionnaire et citées par les interrogés peut être répertorié en 5 catégories. Dans le diagramme suivant, les chiffres seront basés sur le système de pondération.

Mesures pour améliorer l'attractivité



Chaque catégorie d'actions comprend plusieurs réponses qui seront détaillées par la suite. Les chiffres alors donnés ne tiendront plus compte de la pondération par la priorité des réponses mais seront le pourcentage des interviewés qui ont cité au moins une fois cette réponse.

Les mesures d'**aides financières** regroupent des mesures telles l'aide à la création, à la reprise et au développement de l'entreprise (50,0%).

Les mesures de **promotion du territoire et communication** regroupent des mesures comme la promotion générale du territoire (40,3%) et des actions plus anecdotiques comme la communication auprès des acteurs locaux ou la création d'un site associatif commun.

Les mesures d'**accompagnement et soutien des acteurs locaux** représentent un sixième des réponses, elles correspondent par exemple à la création d'un guichet unique d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises (25,8%) et des actions citées de manière plus rare comme un soutien au développement du commerce ou un recours aux acteurs locaux plus fréquent.

Enfin, les mesures d'aide immobilière sont citées : la mise à disposition de bâtiments (25,8%) et de terrains (20,2%).

De manière plus anecdotiques d'autres propositions ont été évoquées par les interviewés :

- L'aide à l'intégration des entrepreneurs étrangers ;
- Le renforcement du partenariat entre les chambres consulaires et la Communauté de Communes ;
- Le développement des différents réseaux présents ;
- **Que les compétences locales soient identifiées et analysées afin de créer un ou plusieurs pôles d'excellence sur le territoire tels des clusters ;**
- Que des études de marché soient réalisées afin de savoir de quelles commerces et entreprises le territoire a réellement besoin.

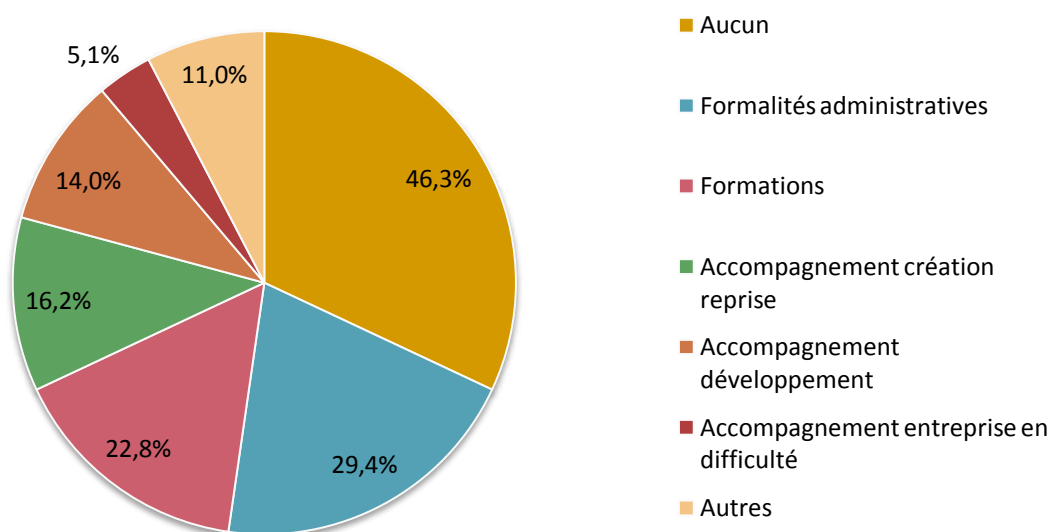
Quels services utilisez-vous de la chambre des métiers et de l'artisanat, de la chambre de commerce et d'industrie ou de la chambre d'agriculture ?

A cette question on dénombre 136 réponses exploitables.

Au total, ce sont 46,3% des chefs d'entreprise rencontrés qui affirment ne pas avoir recours aux chambres consulaires.

Les différentes réponses des chefs d'entreprise sont répertoriées et classées dans l'histogramme suivant :

Services utilisés des chambres consulaires



De manière plus anecdotique, d'autres services des chambres consulaires ont été cités par les chefs d'entreprise :

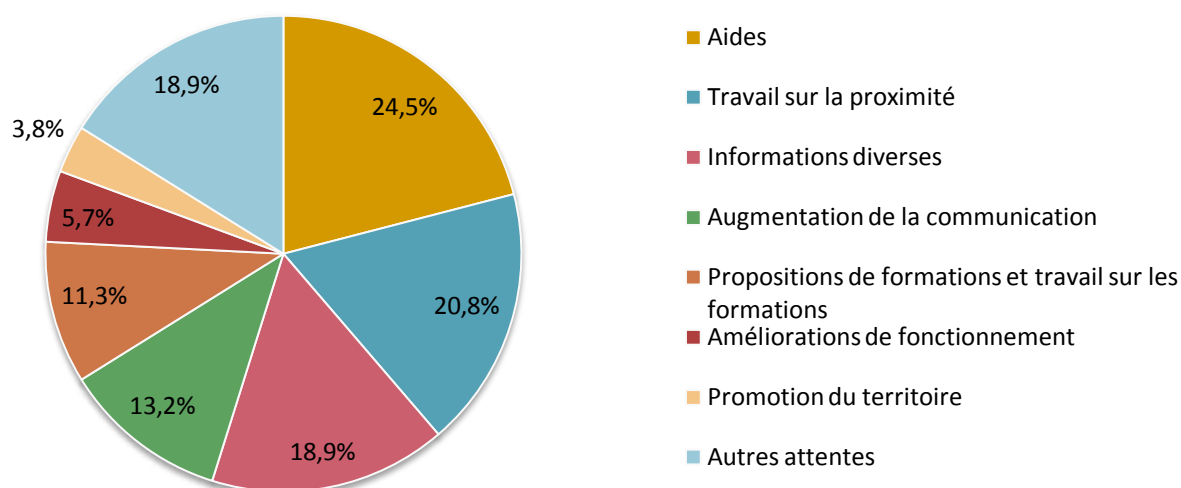
- Les services et conseils juridiques ;
- Les conseils et informations divers ;
- La mise en place et le développement d'un site Internet ;
- Des aides financières de la CCI ;
- Un suivi œnologique ;
- Centre de gestion.

Quelles sont vos attentes et besoins vis-à-vis des chambres consulaires ?

Sur les 151 chefs d'entreprises rencontrés, 56 ont répondu à cette question soit 37,0% des répondants. Cette question était une question ouverte : les interviewés n'avaient aucune proposition de réponse.

Les attentes des chefs d'entreprises peuvent être classées en 8 catégories dont voici la répartition (les chiffres présentés sont donnés en pourcentage des interviewés à avoir cité une action de telle ou telle catégorie).

Attentes vis-à-vis des chambres consulaires



Le quart des chefs d'entreprise ayant répondu à cette question attendent des **aides financières ou administratives** de la part des chambres consulaires (aides aux entreprises ni TPE ni PME, aux prestataires de services, pour les auto-entrepreneurs, pour la transmission -conseils, études de marché, ...-, un soutien financier et une réduction des charges -frais de personnel-, à l'assistance au financement ou encore un accompagnement plus suivi dans les projets de développement -investissements, aménagements, ...).

Environ 20% des interviewés ayant répondu à la question attendent des chambres consulaires un **travail par rapport à leur proximité** avec les acteurs économiques : une plus grande écoute entre les différentes chambres consulaires, plus de proximité avec les petites entreprises et les acteurs locaux, avec le marché local en allant vers les commerces locaux, la rédaction d'une liste des fournisseurs locaux afin de faciliter les relations de proximité, plus d'implication et de disponibilité au niveau local.

La catégorie qui vient ensuite est celle des **informations diverses**. En effet, les chefs d'entreprises semblent demandeurs d'informations que ce soit au niveau général que sur divers thèmes et problématiques : informations pénales et juridiques, sur les formations et notamment l'apprentissage, des informations sur des thématiques en rapport avec l'actualité comme par exemple sur les panneaux photovoltaïques, des informations sur l'aide à la création d'entreprises et enfin plus d'implication des représentants dans le relais de ces informations.

Seulement un sixième des interrogés attendent un **travail de communication** de la part des chambres consulaires. En effet certains d'entre eux ne sont pas au courant de ce qu'elles font et de ce qu'elles ont le droit de faire (que ce soit les personnes répondant à cette question ou ceux qui se sont abstenus) et notent un manque et des problèmes à ce niveau. Il leur est demandé une communication sur leurs actions, leurs compétences pour les entreprises, plus de communication en général sur qui elles sont, sur qui il faut contacter dans tel ou tel cas.

Les propositions et travaux sur les formations sont la catégorie qui arrive à la suite : il y a sur le territoire une volonté d'une augmentation de l'offre de formation, de l'offre d'enseignement

professionnel, de stages de remise à niveau, de formations plus accessibles aux jeunes, de formations juridiques ou encore de formations interentreprises.

Ensuite de façon moins systématique il est demandé aux chambres consulaires des améliorations dans leur fonctionnement, les entreprises attendent plus de dynamisme de leur part, plus de rapidité d'exécution, qu'elles soient partie prenante dans la vie économique du territoire et qu'elles soient un frein au développement sauvage. Les chefs d'entreprise demandent en outre une augmentation de la promotion du territoire que ce soit par une amélioration de la signalétique ou par une valorisation du territoire. Il y a un besoin de faire connaître la région et ses atouts pour anticiper les évolutions pour les entreprises, que les chambres soient la représentation de la région dans l'Union Européenne.

Enfin viennent les autres remarques. Il ressort chez deux répondants que les actions des chambres consulaires sont suffisantes. Il est par ailleurs demandé une meilleure connaissance de la situation économique en Charente, cela en passant par des études et analyses de la part des chambres. Il a également été remarqué qu'il faudrait faire attention aux ressources départementales (ressources naturelles) : elles sont actuellement vendues au plus offrant (phénomène de spéculation), et souvent à l'extérieur du département ce qui oblige les professionnels du département à se fournir à l'extérieur et ainsi augmenter les coûts de transports, notamment dans la filière bois ou celles des fruits et légumes.

Quels sont vos besoins pour l'avenir ?

69 personnes sur 151 questionnées (soit 45,7%) ont répondu à cette question qui visait à savoir ce dont les entreprises avaient besoin de manière générale pour leur activité. Il ressort de l'analyse de ces réponses que celles-ci se recoupent généralement avec les réponses aux questions « Quelles sont vos attentes et propositions vis-à-vis de la communauté de communes ? », « Comment favoriser l'attractivité du territoire ? » et « Quelles sont vos attentes et besoins vis-à-vis des chambres consulaires ? ». Ces réponses ne seront pas répétées ici.

Cependant, de nouvelles observations peuvent être décrites.

Il est évident que les entreprises souffrent d'un **manque de trésorerie** (11% des questionnés), de nombreux chefs d'entreprise se plaignent des charges salariales et patronales, ils souhaiteraient une amélioration du pouvoir d'achat, une harmonisation des taxes d'habitation et des prix des terrains ainsi qu'une baisse des taxes. Pour se faire les chefs d'entreprises souhaiteraient notamment des aides au niveau des banques pour obtenir des financements.

A la suite de ces soucis de trésorerie, les chefs d'entreprises ont des **besoins matériels** (11% des chefs d'entreprises répondant à la question), que ce soit des agrandissements de locaux et donc un besoin de terrains, des moyens de matériaux ou un besoin d'amélioration de la voirie (notamment à Plaisance où deux poids lourds ne peuvent se croiser). Il a également été répété qu'il y avait un manque de logements sur Barbezieux pour des cadres et professions intermédiaires, en effet il y aurait un manque dans l'offre de terrains à bâtir. Par ailleurs, il a été noté qu'il y avait encore des lacunes au niveau du réseau Internet sur le territoire (3%).

De manière générale, les chefs d'entreprise espèrent une **relance de l'économie locale** (11% des interviewés) par une augmentation du nombre de client, notamment dans les centres bourgs où les commerçants aimeraient que les habitants fréquentent leurs établissements et ainsi que le cœur du village continue de vivre. Ces commerçants souhaiteraient du soutien de la part des autres acteurs de la vie économique dans leurs démarches afin de faire vivre les communes, notamment dans le maintien des écoles et des bureaux de poste dans les villages où ils sont source de mouvement, ou encore la création d'animations collectives. D'autre part, concernant la vie des centres bourg il a été noté une volonté de garder l'esprit rural de la campagne mais en changeant les mentalités, que les gens aient un regard plus ouvert.

Dans la catégorie des **besoins humains** on décèle sur le territoire des difficultés de recrutement, en effet les chefs d'entreprises expriment un besoin de personnel que ce soit des apprentis, des ouvriers ou des cadres (9% des personnes ayant répondu à la question).

Enfin de manière plus anecdotique il a été exprimé la volonté d'avoir un service des ordures plus fréquent avec un passage deux fois par semaine et un accès à des informations statistiques sur les différentes activités commerciales du territoire.

5) Autres remarques

De manière générale le questionnaire a été bien accueilli par les chefs d'entreprises, il a été qualifié de plus humain qu'une conversation téléphonique, qu'il était basé sur une bonne idée de fond, bien bâti et intéressant, que la démarche était agréable, bonne, franche et courtoise. Le questionnaire est un bon moyen de dialogue avec la Communauté de Communes. Pour certaines activités spécifiques le questionnaire était cependant non adapté et trop superficiel, les questions et réponses n'étaient pas pertinentes par rapport aux réels problèmes rencontrés, que le questionnaire ne comprenait pas assez de questions relatives à la formation alors que le territoire est assez pauvre en formations. Il a été souvent répété que le questionnaire était le premier contact que les chefs d'entreprise avaient avec la Communauté de Communes et qu'il montrait l'intérêt de celle-ci pour les commerces.

Les commentaires sur l'action de la Communauté de Communes sont eux plus mitigés. En effet ils sont partagés entre ceux qui pensent que la Communauté de Communes n'agit pas assez sur le territoire, que ses actions ne sont pas adaptées à la réalité économique, qu'elles ne sont tout simplement pas relayées auprès des chefs d'entreprise, qu'elle n'est pas assez présente auprès des commerçants, que les démarches y sont trop lourdes et compliquées et enfin qu'il y a un manque de dynamisme ; et ceux qui sont satisfaits, qui pensent qu'il y a une bonne implication efficace de la communauté de communes dans la vie économique jusqu'à aujourd'hui, que le groupe est dynamique et compétent, que son action est positive sur le territoire et que son organisation est bien structurée.

Dans le domaine de l'économie, il a été fait de nombreuses remarques sur le site de Plaisance. Certains attribuent le fait que leur entreprise ait vécu la crise à leur implantation sur cette zone, qu'elle se développe mais que la population diminue, qu'il n'y a pas assez de réponse aux attentes des entrepreneurs locaux, qui pourraient s'installer. Un point noir est mis sur la ville de Barbezieux, en effet elle est ressentie comme étant une ville dénuée d'activité, comme une ville où les trop nombreuses grandes surfaces asphyxient les petits commerces, comme une ville qui n'a plus évolué depuis 20 ans. Le territoire nécessiterait une redynamisation d'urgence, notamment par la recherche et la venue de Petites et Moyennes Industries.

Les **ateliers relais** sont vécus comme une bonne chose mais il n'est pas rare qu'ils soient qualifiés de trop onéreux et qu'il faudrait **étendre ce concept à des bâtiments commerciaux** (en centre ville) ou de bureaux.

Du point de vue communal et intercommunal nous avons rencontré des gens favorables à la fusion et d'autres qui avaient des craintes quant aux établissements scolaires notamment. Il a été regretté une entente cordiale entre élus, présente dans certains cantons et communes, qui empêche une évolution. Enfin, le projet de PLU qui dure à Barbezieux est vécu comme un problème pour les projets d'implantation d'entreprises.

Tuteur : LARRIBE Sébastien**BECKING Claire**
CARNEIRO Anthony
DUVAL Charlotte
SOULIER Aurélie
TANG Hua**Stage de groupe DA 4**
2010-2011**Résumé**

Le stage effectué à la Communauté de Communes des 3B Sud Charente consistait à réactualiser le premier Schéma de Développement Economique réalisé en 2005. Ce schéma a guidé la politique de développement économique de la collectivité jusqu'à aujourd'hui. A la suite de différents événements, la suppression de la taxe professionnelle, la réforme des collectivités territoriales et la procédure de fusion avec la Communauté de Communes du Blanzacais ; il devient maintenant nécessaire de le réactualiser afin d'élaborer la future stratégie de développement économique du territoire.

Cette réactualisation a donc conduit à l'élaboration d'un nouveau diagnostic économique mettant en évidence les principaux enjeux du futur développement économique de la Communauté de Communes. Cette étude a pris en compte de nouveaux éléments, non traités dans l'analyse de 2005, comme l'agriculture, secteur important sur le territoire.

Le diagnostic établi a permis dans un second temps, comme le souhaitait la Communauté de Communes, de proposer des actions à mettre en place sur le territoire. Ces propositions d'actions ont pour but d'aider les élus dans leur démarche d'élaboration d'une nouvelle politique de développement économique. Elles ont été mises en place grâce aux enjeux dégagés du diagnostic mais aussi grâce à la réalisation d'un questionnaire sur le Ressenti économique des entreprises de la Communauté de Communes.

Mots clés

Schéma de Développement Economique, diagnostic économique, questionnaire « Ressenti économique des entreprises, Communauté de Communes des 3B Sud Charente (16), Région Poitou-Charentes